

CHRONOLOGIE BURUNDI

Au début de l'année 1995, la revue Dialogue a publié un dossier spécial sur le Burundi (n°180): "Burundi : danger d'implosion à la rwandaise". Plusieurs lecteurs ont apprécié ce dossier et nous ont demandé de continuer à informer sur la situation à l'intérieur du pays. Par la suite, nous avons publié 'un nouveau dossier intitulé "A quand la paix au Burundi ?" (n°184, juillet-août 1995). Depuis février 1995, nous donnons la chronologie détaillée des événements marquants du pays, dans la mesure des informations reçues. Il est possible que des erreurs se soient glissées dans ces données nombreuses et détaillées provenant de sources diverses. Faites-nous l'amitié de nous corriger et de nous compléter. Certains seront peut-être étonnés des mentions ethniques ; elles ont été ajoutées par souci d'objectivité selon les informations reçues.

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS MARQUANTS DE FEVRIER 1995 A JUILLET 1996

- 1.02.95 : Arrêt de travail par les militants du parti UPRONA.
Bujumbura : explosion de grenades à 6 h du matin. Deux explosions de grenade au quartier de Ngagara ; bilan inconnu. Objectif : dissuader les employés à se rendre au travail. A 9 h : explosion d'une grenade dans un bus ; 2 morts, 8 blessés. A 12 h 30 : explosion d'une grenade au marché central. Pas de dégâts.
Quartier ONU II : agression d'une femme venue visiter un rapatrié de l'OMS.
Muyinga : à 7 h, tentative de pillage par une bande de déplacés tutsi ; explosion d'une grenade : 6 Hutu blessés ; l'un meurt à l'hôpital.
Déclaration du Conseil de Sécurité : préoccupation concernant l'appel de Charles Mukasi, président de l'UPRONA, à renverser le gouvernement. Soutien de l'ONU au Président et au Premier ministre.
- 2.02.95 : Muyinga, colline Bwiza : des déplacés tutsi jettent deux grenades près de la maison d'un commerçant hutu. Pas de victimes humaines ; vol de 50.000 FBu.
Muyinga, centre ville : explosion de grenades, la nuit ; maisons incendiées au quartier swahili (hutu)
Bururi, Lycée : explosion de deux grenades dans un dortoir : 3 morts, 9 blessés, tous Hutu.
Province Kayanza, commune Gasenyi, colline Gipfureya : 20 Hutu tués par les militaires de la position de Gasenyi.
- 3.02.95 : Muyinga ville : pillage ; arrestation de dix déplacés tutsi ; ils reconnaissent avoir une cache de 70 grenades. Le meneur de la bande est connu depuis longtemps.
Province Muyinga, camp des réfugiés de Ntamba : arrivée de 540 nouveaux réfugiés, en provenance de Gikongoro (Rwanda).
Muyinga : camion de vivres d'OXFAM détourné par un de ses employés, perte de 300.000 FBu.
Bujumbura, quartier Bwiza : explosion d'une grenade à 19 h ; bilan inconnu. Coups de feu à Mutanga Nord ; 2 blessés et deux arrestations.
Bujumbura : révocation par le Président de deux ministres tutsi pour absence non motivée.
Lettre ouverte de 15 Upronistes au président du parti UPRONA Charles Mukasi, contre tout "diktat" et terrorisme verbal, appel à la modération.
- 4.02.95 : Muyinga ville, vers 14 h 30 : évasion de prisonniers hutu ; 2 morts et 6 prisonniers récupérés.
Gitega, Lycée de Nyabiharage : explosion d'une grenade au dortoir ; 2 tués, 5 blessés, tous hutu.
- 5.02.95 : Bujumbura, quartier Gatoke : intervention EMI suite à l'agression d'une sentinelle à proximité de l'habitation du CICR. Celle-ci meurt suite aux blessures.
Province Kirundo : explosion d'une grenade ; 1 mort et 1 blessé.
Province Bururi : embuscade contre le commandant de la Région militaire ; 4 arrestations.
Appel à l'unité par le président de la République.
Envoyés spéciaux de l'UE et de l'ONU au Burundi.
- 6.02.95 : Province Muyinga : départ pour le Rwanda (Sake) de 209 réfugiés du camp de Ntamba. Par contre, arrivée au même camp de 7 camions du HCR, avec des réfugiés en provenance du Rwanda (Gikongoro). Arrivée aussi à Ruzo-Giteranyi de 120 réfugiés rwandais parmi lesquels une trentaine de Tutsi chassés pour ne pas avoir payé la cotisation au FPR, selon leur propre déclaration.

- Province Muyinga, à Musenga : des déplacés tutsi lancent une grenade sur un groupe de Hutu ; 11 blessés. Les coupables ont été identifiés mais pas punis.
- 7.02.95 : Bujumbura : coups de feu au quartier Kabondo et au quartier asiatique ; 1 blessé et dégâts matériels.
- Province Kayanza, commune Muhanga, à Nyamweru-Teka : 82 maisons détruites ou pillées par des militaires et quelques déplacés tutsi.
- Le journal *"La Nation"* de tendance tutsi extrémiste titre : *"Abdallah (délégué de l'ONU) et Krueger (ambassadeur des Etats Unis) deux diplomates à battre ou à abattre ? "*
- Annnonce de la démission du Premier ministre dès nomination du nouveau. Levée des mesures prises par l'UPRONA.
- 8.02.95 : Province Bururi, commune Rumonge, zone Buruhukiro : attaque de 4 familles à l'arme à feu ; 11 morts.
- Pourparlers de l'opposition pour remplacer le Premier ministre.
- 9.02.95 : Bujumbura : attaque du hôte universitaire de Mutanga ; dégâts matériels. Coups de feu au hôte universitaire de Kiriri.
- A Muyinga - Mukoni, vers 23 h : attaque de la maison d'un Hutu par les "Sans Echecs" ; son épouse et son enfant sont tués, la tête tranchée ; le mari a pu s'enfuir.
- 11.02.95 : Bujumbura : explosion d'une grenade dans un dépôt de MSF-Fr.
- A Muyinga village, à 17h30 : assassinat d'un Hutu par 8 "Sans Echecs"
- Appel à la grève générale lancé par l'opposition, à partir du 14 février, si M. Kanyenkiko ne démissionne pas immédiatement.
- 12.02.95: Muyinga, Mukoni : découverte d'une fosse commune: 4 cadavres
- Bujumbura : tirs nourris au campus Kiriri
- Province Muyinga : au pont de la Ruvubu, dans la réserve naturelle : attaque par des déplacés tutsi de 2 petits commerçants hutu : un tué, un grièvement blessé.
- Province Muyinga : pillage du centre commercial de Giteranyi par les déplacés ; un cadavre trouvé dans un trou de W.C.
- Le Président Clinton s'adresse au peuple burundais : qu'il garde la paix.
- 13.02.95 : Province Muyinga, commune Giteranyi : attaque d'une position militaire à Rumandari : 1 mort et 5 blessés : plusieurs assaillants tués ; les assaillants PALIPEHUTU ont tué les familles du Chef de Zone et d'un policier (sauf un enfant).
- Province Muyinga : explosion d'une grenade à Cumva, lancée par des déplacés tutsi de Mukoni ; 1 mort et 14 blessés hutu.
- Muyinga-Mukoni : 2 Hutu assassinés.
- Bujumbura : ouverture de la Conférence sur les réfugiés : 200 délégués.
- 14.02.95 : Bujumbura : arrêt du travail ; plusieurs explosions de grenades dans les quartiers nord de la ville (Ngagara....) pour dissuader les employés à se rendre au travail. Barricades dans les quartiers Kinindo et Nyakabiga. Arrêt de travail à Gitega et à Bururi.
- Quartier INSS Bujumbura : tentatives d'agression.
- Quartier Kinindo, à 12 h : agression sur un expatrié à moto : chute et vol de ses objets personnels.
- Bujumbura : à 13h30, avenue Ngendandumwe, agression d'un couple d'expatriés.
- 15.02.95 : Bujumbura : explosion de grenades dans les quartiers Musaga, Nyakabiga, Cibitoke, Mutanga-Sud. Barricades dans les quartiers Kinindo. Bilan inconnu.
- Province Gitega : explosion de deux grenades, dont une au Lycée de Nyabiharage : 2 morts et 2 blessés.
- Province Muyinga : Ruzo - Giteranyi, arrivée de 150 réfugiés rwandais.
- Démission du Premier ministre, M. Anatole Kanyenkiko, désavoué par son propre parti, l'UPRONA, et par les autres partis de l'opposition.
- 16.02.95 : Muyinga-ville : menace à main armée contre un expatrié agent de la Fédération Internationale de la Croix Rouge (FICR) se rendant au camp des réfugiés rwandais de Mugano.
- Arrêt de travail dans les provinces de Ruyigi, Rutana, Muyinga, Muramvya, Bubanza.
- Province Muyinga, commune Giteranyi : 1 femme et 2 enfants hutu sont tués par les militaires (coups de feu), un troisième enfant est blessé.
- Appel de députés européens à M. Boutros Boutros Ghali pour saisir le Conseil de Sécurité de la situation du Burundi.
- 17.02.95 : Province Muyinga : 3 cadavres à Rusenyi-Giteranyi.

- Bujumbura : à partir de 19 h : tirs dans les quartiers de Bwiza, Kinama, Kamenge, Cibitoke ; dégâts matériels : 1 mort au quartier Rohero II.
- Province Kirundo : un millier de jeunes gens tutsi arrivent à Busoni / Kirundo, venant de l'Uganda où ils ont suivi un entraînement militaire. Les organisateurs de cette opération sont connus.
- Province Muyinga, Giteranyi : un camion militaire tombe dans une embuscade à Rusenyi : 1 tué, 18 blessés.
- Tentative d'assassinat de l'Evêque de Bujumbura, Mgr. Simon Ntamwana ; tract publiant une liste de prêtres nationaux et expatriés à tuer. *"C'est le temps des assassins, mais ma lutte pour la justice et la démocratie ne s'arrêtera pas"* (Mgr Ntamwana).
- Lettre "confidentielle" de l'ancien Président Pierre Buyoya à Charles Mukasi, président de l'UPRONA ; appel à l'unité et à la modération.
- La grève déclenchée par l'alliance UPRONA-Hitimana-Bagaza coûte chaque jour 150.000.000 FBu au pays qui paie aussi 180.000.000 FBu par mois aux Forces de l'Ordre pour les services spéciaux. Le budget national est de 50 milliards de FBu dont un quart pour le budget ordinaire des Forces de l'Ordre.
- 18.02.95 : Bujumbura, quartier Ngagara : attaque de la maison du Vice président de la Banque de la République du Burundi ; dégâts matériels.
- Conférence de presse du président de la République : *"danger d'un génocide pire qu'au Rwanda"*. Appel à l'étranger pour former une unité spéciale de désarmement de la population de manière humaine.
- Province Kirundo : équipe MSF accusée de déstabilisation par l'autorité militaire : tension parmi l'ensemble du personnel expatrié ; départ du personnel mis en cause.
- Province Ngozi : altercation entre une patrouille militaire et le personnel du PAM molesté.
- Disparition d'un hélicoptère militaire dans la région de Muyinga.
- Bujumbura, quartier Bwiza : explosion d'une grenade à 21 h ; incendie d'une maison , plusieurs blessés.
- Province Muyinga : désarmement dans la commune de Giteranyi : 15.000 Hutu s'enfuient en Tanzanie.
- Bujumbura : la Conférence des Chefs d'Etat de la sous-région n'a pas lieu, à cause de l'insécurité.
- 19.02.95 : Bujumbura : coups de feu au quartier Mutanga Nord, au domicile d'un Conseiller à la Présidence : 1 enfant tué, 2 blessés.
- Levée de l'ordre de grève de l'opposition.
- Bras de fer dans l'opposition entre l'Uprona et ses alliés (7 petits partis) pour la nomination du Premier ministre.
- 20.02.95 : Bujumbura : tirs et explosion de grenades au quartier Bwiza.
- Pendant toute la nuit, jusqu'à 4 h du matin, les jeunes de la Sodejem (extrémistes tutsi) ont pris en otage les membres de l'UPRONA et les ont obligés à accepter la nomination d'Antoine Nduwayo comme candidat au poste de Premier ministre.
- 21.02.95 : Province Cibitoke : assassinat de 2 personnes.
- Province Kayanza : explosion d'une grenade sur l'habitation de l'administrateur communal ; dégâts matériels.
- Bujumbura, quartier Mutanga Nord ; explosion de deux grenades ; bilan inconnu.
- Bujumbura : attaque de la population par les militaires à Kamenge, vers 15 h : un chauffeur refusant d'arrêter au contrôle fait un accident en cognant un pilone ; coups de feu dans le quartier ; 2 morts, 2 armes saisies dans le véhicule accidenté.
- 22.02.95 : Nomination officielle du nouveau Premier ministre, M. Antoine Nduwayo (52 ans), de l'UPRONA.
- Bujumbura : coups de feu au quartier Gihosha ; bilan inconnu.
- Province Ngozi, commune Ruhororo : tueries ; 30 morts.
- Province Muyinga, Lycée de Rugari : les élèves hutu prennent la fuite ; ils se sentent menacés par les actions militaires à Giteranyi.
- Le HCR fait état de 24.000 réfugiés burundais arrivés en Tanzanie.
- Message à la nation prononcé par M. Anatole Kanyenkiko à l'occasion de sa remise de fonction de Premier ministre ; il dénonce le mensonge de ses détracteurs.
- 23.02.95 : Bujumbura : tirs nocturnes aux quartiers Kamenge et Cibitoke.
- Province Ngozi, commune Gashombo : problèmes entre militaires et le chef de la délégation FICR : expatrié molesté et appareil-photo subtilisé.

- 24.02.95 : Province Ngozi : affrontements entre la population ; bilan inconnu.
Hélicoptère retrouvé dans la forêt de la réserve de la Ruvubu. Constat : défaillance mécanique.
Perte totale ; pilote et copilote tués.
- 25.02.95 : Bujumbura, quartier Kamenge : attaque d'un camion militaire ; 4 militaires blessés, 30 personnes tuées y compris des femmes et des enfants ; 7 personnes emmenées, arme saisie, avec 456 cartouches. Les militaires attaquent Kamenge ; fuite de la population par milliers. Selon le témoignage de la population, les militaires ont ouvert le feu sur un groupe de jeunes, sans sommation.
- 26.02.95 : Gitega : arrivée au Lycée de Musinzira d'un groupe de "Sans Echecs", en provenance de Bujumbura ; on s'attend à des tueries dans les écoles.
- 27.02.95 : Bujumbura, quartier Kamenge (à majorité hutu) : à l'occasion de la visite de hautes personnalités, la population réclame le départ des positions militaires.
A Gitega, explosion d'une grenade dans une salle de télévision à l'Ecole des Travaux Publics ; 3 morts et plusieurs blessés, tous hutu.
Les écoliers de Gitega et de Kayanza font la grève pour réclamer l'aide promise aux élèves indigents ; ils exigent 10.000 FBu en espèce, par personne.
Bujumbura : un étudiant de médecine est abattu en pleine rue près du bureau de l'OMS ; un autre est poignardé dans la rue.
Le journal *"L'Indépendant"* révèle au grand jour les divisions et les pressions au sein de l'UPRONA concernant la nomination du nouveau Premier ministre.
- 28.02.95 : Province Muyinga, commune Giteranyi : affrontements et coups de feu sporadiques ; région désertée : la population hutu s'est réfugiée en Tanzanie.
Bujumbura, quartier Bwiza : explosion d'une grenade à la 1ère avenue ; bilan inconnu.
Dans un communiqué de presse, Pax Christi International lance un appel pressant au Conseil de Sécurité des Nations Unies, à l'U.E. et aux gouvernements pour une intervention urgente au Burundi.
Les députés européens demandent une action d'urgence.
La revue *"Dialogue"* consacre son numéro de janvier-février au Burundi. *"Burundi, danger d'implosion à la rwandaise"*.

MARS 1995

- 1.03.95 : Présentation du nouveau gouvernement : l'UPRONA perd 4 ministères au profit des petits partis.
- 2.03.95 : Province Bururi : bagarres entre militaires au camp de Bururi ; bilan inconnu.
Bujumbura : tensions à l'Université ; accusations contre le Vice-recteur (hutu).
- 3.03.95 : Province Muyinga, Lycée de Rugari : explosion d'une grenade dans un réfectoire ; 1 mort et une quarantaine de blessés dont 2 meurent à l'hôpital.
Province Ngozi, Lycée de Kiremba: explosion d'une grenade; 20 blessés.
Province Ngozi : vol d'un camion d'AICF par des étudiants pour former un barrage. Ville bloquée. Le soir, récupération du véhicule.
Affrontements entre les élèves de l'école technique de Bubanza et les candidats au recrutement de l'armée : un élève dit avoir reconnu celui qui a tué sa famille.
Bujumbura : le nouveau Premier ministre signe la Convention de gouvernement : absence à la cérémonie des représentants de l'UPRONA, son parti.
La délégation du Burundi aux Nations-Unies refuse l'envoi d'un rapporteur permanent de la Commission des droits de l'homme.
- 5.03.95 : Province Muyinga, commune Buhinyuza : le comptable communal est tué et un conseiller blessé par les milices hutu.
Lettre pastorale des évêques du Burundi : ils dénoncent certaines exactions de politiciens, de l'armée, de la justice, des déplacés et des bandes armées ; ils appellent à la paix et à la cohabitation et insistent sur la relance des communautés de base.
Bujumbura : meeting bien médiatisé de Bagaza (Parena) à Nyakabiga.
Nyangoma, le leader du Conseil National pour la Défense de la Démocratie (C.N.D.D.) est officiellement expulsé du Zaïre.
- 6.03.95 : Province Cibitoke, attaque du véhicule d'un commerçant à Mabayi. Vol de vaches, 120 selon la radio officielle.

- Bujumbura, quartier Gatoke : attaque à main armée de l'habitation d'un professeur d'Université : 1 blessé, dégâts matériels. Grève à l'Université.
- Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Rugazi : représailles menées par les déplacés tutsi de Nyarunazi ; 30 Hutu tués, surtout des femmes et des enfants ; importants dégâts matériels.
- Décret présidentiel de nomination d'une Commission technique de 50 membres pour préparer le débat national sur les problèmes fondamentaux du pays.
- 7.03.95 : Kirundo : explosion d'une grenade dans la parcelle d'un expatrié du FED : légers dégâts matériels.
- Sur la route de Ngozi-Muyinga, près du camp des réfugiés rwandais, un étudiant hutu est arrêté ; il est porté disparu depuis.
- Selon l'Agence France Presse, l'Union Européenne veut envoyer 200 observateurs au Burundi.
- 8.03.95 : Province Cibitoke : attaque de la brigade de Butare par une bande armée ; 10 assaillants tués ; saisie de quelques armes ; pas de victimes à la brigade.
- Province Muyinga : jets de pierres sur un véhicule de l'Unicef ; vitres cassées.
- Bubanza toujours "ville morte" depuis les affrontements du 3 mars 1995; l'administrateur communal est introuvable.
- Province et commune Muyinga, à Nyamirambo : attaque d'un commerçant hutu par une bande de 8 Tutsi ; un enfant tué, 4 blessés ; vol pour une valeur de 200.000 FBu.
- Le journal "*Le Carrefour des idées*" de tendance tutsi extrémiste, s'attaque à l'Ambassadeur des Etats Unis et aux Français.
- Don du gouvernement de 10.000 FBu à tous les étudiants indigents.
- 9.03.95 : Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Nyaruhengeri, vers minuit : une bande de 50 déplacés tutsi de Nyarunazi attaque deux enclos de Hutu : 15 tués, presque tous des femmes et des enfants.
- 10.03.95 : Déstabilisation dans les écoles secondaires ; au Lycée de Rohero (Bujumbura) un élève accuse un professeur (hutu) d'avoir tué sa famille. Les élèves de l'école primaire de Kibumbu se mettent en grève pour réclamer le départ de leur directeur (hutu).
- 11.03.95 : Bujumbura : vers 10 h, coups de feu : assassinat de M. Ernest Kabushemeye (hutu), ministre de l'Energie et des Mines, président du parti PRB, de la mouvance présidentielle ; plusieurs blessés.
- Inefficacité de la garde de corps. Le journal "*L'Indépendant*" avait publié une liste de personnes à abattre : Kabushemeye était le n°7.
- A 20 h 20 : attaque de l'habitation d'un parlementaire hutu. Coups de feu, explosion de grenades, toute la nuit, dans plusieurs quartiers de Bujumbura.
- 12.03.95 : Province Muramvya : attaque de l'Ecole de Gendarmerie par une bande en véhicule; 1 assaillant tué ; pillages de magasins au centre-ville.
- Province Bururi, commune Rumonge, zone Buruhukiro : attaque d'un camp de déplacés par des bandes armées; pas de victimes.
- Province Karuzi, commune Mutumba : assassinat d'un inspecteur des écoles primaires.
- Province Kayanza, secteur Jene : assassinat d'un Chef de Secteur.
- Bujumbura-ville : quelques tirs et explosion ; bilan inconnu.
- Bujumbura-ville : explosion d'une grenade lancée vers une équipe de "Manyema-sport" ; aucun blessé.
- Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Rugerero : attaque de familles hutu par des déplacés tutsi de Nyarunazi : 12 tués, 1 blessé ; hommes, femmes et enfants ont la gorge tranchée.
- Province Muyinga, à Musenga : des déplacés tutsi jettent une grenade : un Hutu tué.
- Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Mutenza, la nuit : des déplacés tutsi du camp de Nyarunazi attaquent sur la colline de Mutenza ; bilan : 12 Hutu tués, 1 blessé.
- Déclaration du président Ntibantunganya à la Conférence de Copenhague sur l'assassinat du ministre E. Kabushemeye.
- 13.03.95 : Bujumbura, quartier Kinama : enlèvement de M. Sakubu, ancien officier supérieur, conseiller au ministère de l'Intérieur et de la Sécurité.
- Province Bubanza : attaque de la brigade, de l'évêché, de la prison, du hôte de la police et de l'habitation du gouverneur ; 2 femmes tuées dans les champs, 1 assaillant blessé, 3 véhicules de l'évêché endommagés, 1 vache tuée.
- Le soir : attaque du bureau du Vicaire Général de Ngozi.

- Bujumbura, rumeurs de coup d'Etat, révélé par un représentant du FRODEBU à Bruxelles.
- 14.03.95 : Province Kayanza : explosion de 2 grenades dans le quartier swahili : affrontements entre militaires et bandes armées ; dégâts matériels.
Province Kirundo, commune Gitoke, à Shore : passage de 2 autoblindés militaires. Un Hutu tué, 4 maisons brûlées.
Province Kirundo, commune Ntega : assassinat vers 20 h d'un Tutsi : le corps gisait à quelque 40 mètres de la position militaire.
Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Gitaba : tentative d'attaque pendant la nuit par les déplacés tutsi de Nyarunazi ; explosion de grenades et coups de feu ; réaction de la population ; pas de dégâts.
Province Muyinga, collines Bwisha, Gisabazuba, Kiryama, Butsimba, en commune de Gashoho : vers 4 h du matin, coups de feu et déclenchement d'une opération de désarmement par les militaires de Vumbi et Gashoho, accompagnés de Twa ; bilan provisoire : au moins 15 Hutu tués.
- 15.03.95 : Bujumbura : troubles et vague d'arrestation à Kinama, après la découverte dans un cimetière "sauvage" du corps de M. Sakubu, atrocement mutilé.
Bujumbura centre ville : affrontements et jets de pierres : 1 mort, plusieurs blessés.
Province Bururi, commune Buyengero : attaque d'une position militaire; 2 assaillants tués.
Les élèves de l'école primaire de Kiganda réclament le départ de leur Directeur (hutu) qu'ils accusent de complicité dans le génocide.
Bubanza : à 20 h, une grenade est lancée dans une salle de classe de l'Ecole Technique de Gihanga, où un groupe de prière s'était réuni ; 2 morts, 12 blessés.
Province Muyinga, colline Gisenyi-Ruzo, commune Giteranyi : arrivée de 960 nouveaux réfugiés rwandais.
Province Kayanza, commune Muhanga, colline Ceru : 7 Hutu tués et 3 blessés par des militaires dans un bar.
Province Kayanza, commune Rango, colline Nyabibuye : 3 tués et 9 maisons endommagées par des bandes armées.
A Copenhague : le président du Burundi présente au président de la Tanzanie ses excuses pour les incursions de l'armée burundaise en Tanzanie ; le gouverneur a.i. de Muyinga nie toute incursion en Tanzanie.
Selon RFI, la France, la Belgique, l'Italie et l'Allemagne envisagent l'évacuation de leurs ressortissants au Burundi.
- 16.03.95 : Province Karusi, commune Gitaramuka, colline Kigozi : un paysan hutu est assassiné.
Province Muyinga, commune Gasorwe : coup de feu sur un véhicule de passage ; bilan inconnu.
- 17.03.95 : Kirundo, commune Busoni, colline Mukerwa et Bombanzira : arrestation par des militaires et l'administrateur communal d'un commerçant et d'un étudiant hutu. Ils sont torturés puis tués avec un troisième dans la prison de la commune.
Province Muyinga, site des réfugiés rwandais de Ntamba : arrivée de 12 camions de nouveaux réfugiés rwandais en provenance de Kibeho (Gikongoro), du Bugesera et d'autres camps du Burundi.
Bujumbura : perturbation du centre ville ; explosion de deux grenades ; 2 morts, 15 blessés au marché central.
Bujumbura : enterrement du ministre Kabushemeye.
- 18.03.95 : Bujumbura, quartier Rohero II, à 11h30 : assassinat d'un taximan par balles ; vol du véhicule.
Bujumbura, quartier industriel : assassinat d'un autre taximan.
Bujumbura, quartier Bwiza : explosion de grenades et coups de feu : 9 blessés.
- 19.03.95 : Muyinga ville, assassinat d'un passager hutu par les "Sans Echecs".
Province Bururi, commune Rumonge, zone Minago : attaque d'une position militaire par une cinquantaine d'assaillants ; bilan officiel : aucun mort.
Province Bujumbura, route de Buhonga, 5 véhicules tombent dans une embuscade ; 5 tués dont 3 ressortissants belges et 5 blessés.
Bujumbura, quartier Bwiza : coups de feu pendant toute la nuit.
Province Karusi, près de Gitaramuka : attaque d'un véhicule militaire ; 4 soldats blessés.
Province Karusi, Lycée pédagogique de Buhiga : explosion d'une grenade dans un dortoir : 1 mort, 12 blessés (hutu).

- Carcassonne, en France : communiqué de l'U.E. sur le Burundi : appui à la Convention de gouvernement, au futur débat national, à la constitution d'une Commission internationale d'enquête, à une Conférence régionale sur les réfugiés, à l'envoi d'une délégation à Bujumbura.
- 20.03.95 : Province Karusi : multiplication d'incidents à Gihogazi ; 10 tués.
 Province Kayanza : sécurité perturbée dans l'après-midi; tirs sporadiques ; 2 morts.
 Bujumbura, quartier Bwiza, Nyakabiga, Rohero II, explosion de grenades et coups de feu toute la nuit ; 8 morts et 13 blessés à Bwiza.
 Bujumbura : attaque à l'arme blanche, devant l'Ambassade de Belgique ; 1 mort.
 Muyinga ville : explosion d'une grenade dans la parcelle d'une ONG. Aucun dégât.
- 21.03.95 : Bujumbura, quartier Bwiza : coups de feu et explosion de grenades : bilan provisoire : plusieurs Tutsi tués, maisons brûlées.
 Bujumbura, quartier asiatique : coups de feu près de la mosquée ; bilan inconnu.
- 22.03.95 : Province Cibitoke : sécurité perturbée en commune de Mabayi.
 Province Kirundo : tirs sporadiques pendant la nuit.
 Route Bujumbura-Bugarama : attaque d'un camion militaire ; le chauffeur est tué.
 Bujumbura, quartier Bwiza : affrontements entre jeunes Hutu et Tutsi : 2 morts et des blessés. A 4 h du matin, l'armée entoure le quartier jusqu'à 8 h. La population hutu et zaïroise du quartier commence à fuir.
 Bujumbura : coups de feu dans les quartiers de Kanyosha, Gatoke ; présence de blindés.
 Bujumbura : appel à la paix par Mgr Bududira sur la Radio Télévision Nationale.
- 23.03.95 : Province Ruyigi : explosion d'une grenade au marché; bilan inconnu ; fuite de la population.
 Bujumbura : marche-manifestation des Universitaires contre M. Ould Abdallah, représentant spécial de l'ONU ; arrêt des cours. Ils exigent son départ et celui du président de la République.
 Bujumbura ville, quartier Kanyosha : l'armée nettoie le quartier toute la journée ; 60 cadavres que des Hutu ont "exposés" sur la grand route.
 Province Muyinga, commune Gasorwe : un veilleur est tué par une bande non identifiée.
 Province Muyinga, camp de réfugiés rwandais de Ntamba : arrivée de 1.570 réfugiés rwandais, les uns directement du Rwanda, les autres des camps au Burundi.
 Province Muyinga, commune Gasorwe : réunion à minuit des Conseillers communaux pour préparer le désarmement ; explosion d'une grenade dans la salle voisine ; assassinat d'un des conseillers en fuite, arrêté par une bande de 40 personnes déguisées. Auteurs : selon les uns, des milices hutu, selon les autres des "Sans Echecs".
- 24.03.95 : Bujumbura : pillage de Kanyosha par les Forces de l'Ordre et les bandes tutsi. Interdiction d'accès à la cité. Bilan exact inconnu ; au moins 35 cadavres à Busoro, tous Hutu. Forte tension dans toute la ville. A 15 h, tirs à Bwiza et à Buyenzi. Coupure du téléphone. Des dizaines de maisons en flammes dont le siège du Frodebu ; fuite de la population.
 Au quartier Buyenzi, les militaires encerclent le quartier et bloquent toutes les rues. Commence un sinistre massacre de centaines de Hutu, de quelques Tutsi et de 200 Zaïrois. Des centaines de cadavres à côté de la paroisse, sur le marché... Au moins 50 enfants tués sur le terrain de foot de la Ntakangwa, au bout de l'avenue 13. Exode massif vers le Zaïre ; le lendemain, le HCR enregistre déjà 13.000 réfugiés. Un certain M. Mames, cadre à la Documentation conduit une cinquantaine de jeunes Hutu à la Nonciature, initiative fortement critiquée par les extrémistes tutsi. En fait, l'attaque avait été préparée par les "Sans Echecs", les "Sans Défaite" tutsi de plusieurs quartiers de la ville ; rassemblés à Nyakabiga, ils ont pénétré par la 9^e avenue dans le quartier Bwiza et dans Buyenzi. A l'approche des cris "*Attaquez, attaquez*" lancés par les assaillants, les gendarmes ont ouvert le feu sur les gens du marché, à côté de la caserne : 29 cadavres à ce seul endroit. Buyenzi est mort : massacre, pillage, exode des Hutu et des Zaïrois. Ce fut une attaque planifiée selon M. Ngendakumana, secrétaire d'Etat à la Sécurité Civile.
 Province Cibitoke, commune Mabayi : l'armée aurait perdu 15 hommes dans une opération de désarmement.
 Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Karehe : 3 Hutu tués et 1 blessé par des déplacés du camp de Nyarunazi.
- 25.03.95 : Bujumbura : 5 morts dans le quartier Kinama, dont 2 bébés.
 Bujumbura : explosion d'une grenade près de la Nonciature.
 Province Karusi, commune Gitaramuka, collines de Bugwana, Gashanga, Mugende : opérations de désarmement par les militaires accompagnés d'indicateurs. Bilan exact inconnu ; 60 Hutu tués à Bugwana.

Province Muyinga, commune Giteranyi : arrivée du Rwanda de 800 nouveaux réfugiés
Province Kirundo, camp des réfugiés rwandais de Rukuramigabo : un homme est abattu pour être sorti du périmètre du camp ; inquiétude dans le camp ; départs vers la Tanzanie.

26.03.95 : Dans un interview à la RTBF, le président parle d'un début de génocide, propos que les extrémistes tutsi n'acceptent pas.

Province Ngozi : attaque par des éléments FPR venus du Rwanda contre le camp des réfugiés rwandais de Majuri ; 12 morts et 22 blessés.

Province Gitega : coups de feu à Gitega et explosion d'une grenade à l'école paramédicale.

Province Bubanza, à Rugazi : attaque de la position militaire.

Rumonge : attaque du centre paroissial ; exode de la population hutu vers le Zaïre et la Tanzanie : plus de 200 personnes.

Province Karusi : affrontements entre déplacés tutsi et bandes armées hutu ; 5 blessés ; le nombre de morts reste inconnu.

Province Muramvya : arrestation de 4 bus avec plus de 100 jeunes gens déclarés suspects.

Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Karambi : un vieillard hutu tué par des déplacés tutsi du camp de Nyarunazi. Au total pour le mois de mars : près de 70 Hutu tués dans la commune, excepté une femme tutsi emportée avec son mari ; tous ont été tués par les déplacés tutsi de Nyarunazi, excepté le comptable communal tué par des milices hutu.

27.03.95 : Passage en phase III (alerte) pour toutes les ONG et autres institutions d'expatriés au Burundi.

La Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, évacuent pour les "vacances de Pâques" leurs ressortissants, surtout femmes et enfants.

Province Ngozi : attaque de la prison par une bande armée, pour libérer les prisonniers : 2 tués.

Province Muyinga : attaque et pillage de 4 camions du PAM, sous escorte militaire, sur la route principale.

Bujumbura : explosions de grenades et tirs sur l'habitation de l'Ambassadeur Hassan Rukara : 1 enfant blessé , dégâts matériels.

Bujumbura : tirs sporadiques dans le quartier Kinama.

Bujumbura : retrait de l'armée de Buyenzi, des jeunes tutsi font la loi dans la rue.

Le Chef de l'Etat major Bikomagu déclare à RFI que *"les gendarmes du camp Buyenzi ont fait le massacre mais maintenant l'armée a tout en main"*.

Fuite de la population de Kamenge et de Kinama par crainte d'une attaque des milices tutsi.

Gitega : tirs ; 3 morts

Province Kirundo, commune Busoni, colline Kididiri, les militaires vont "visiter" la population ; vers 20 h, ils tuent 5 Hutu et laissent plusieurs blessés. Le lendemain, ils reviennent achever 4 blessés. Depuis lors, ces militaires auraient été mutés.

Gitega, à l'Ecole T.S.A.: explosion d'une grenade au dortoir ; plusieurs blessés dont 4 grièvement (tous hutu).

28.03.95 : Bujumbura, quartier Buyenzi : assassinat de 12 personnes dans la 20^e avenue.

Province Ruyigi, Ecole secondaire de Rusengo : agitation.

Province Cibitoke, à Rugombo : panique, des soldats hutu fuient vers le Zaïre.

Province Cibitoke, commune Mabayi : attaque d'un camion militaire ; 4 militaires tués et 2 blessés

Karusi, hôpital : arrivée de beaucoup de blessés.

Bujumbura, quartier asiatique : attaques de malfaiteurs, coups de feu ; 5 morts et 5 blessés.

Retour du ministre français de la Coopération au Burundi pour une visite de la dernière chance.

29.03.95 : Province Bururi, Lycée de Rubanga : explosion d'une grenade dans un dortoir ; 5 morts et des blessés.

Bujumbura, quartier asiatique : explosion de grenades, des taxis en feu !

Bujumbura : publication du plan d'action du Premier ministre: 28 pages.

Bujumbura : difficultés de ravitaillement.

Gitega : 9 élèves tués, à l'école paramédicale.

130 ressortissants belges et américains quittent le pays ; préparation d'un stationnement de paras belges en Afrique centrale pour une éventuelle évacuation finale.

Avertissement du Conseil de Sécurité des Nations Unies

Province Muyinga, commune Gasorwe : grand massacre de la population hutu par les militaires et les déplacés tutsi ; la seule colline Kizi compte plus de 200 morts. Les médias officiels et les

Forces de l'Ordre le nient ; par après ils parlent de 20, puis de 40 tués dans des opérations de désarmement.

Le Représentant des Nations Unies, M. Ould Abdallah, et le Ministre Français de la Coopération mettent en question les déclarations de l'Ambassadeur des Etats Unis qui s'était rendu sur le terrain.

Province Kirundo, commune Ntega : explosion d'une grenade à la maison communale : 3 blessés dont l'Administrateur. Le malfaiteur est connu mais pas arrêté.

30.03.95 : Province Rumonge : attaque d'un bus par une bande armée : 22 morts, 17 disparus ; exode de la population.

Province Ngozi : les réfugiés rwandais commencent à fuir vers la Tanzanie, via Muyinga.

Province Ruyigi, commune Kayongozi : attaque d'une position militaire par une bande armée

Les partis de l'opposition font une conférence de presse animée par Nsanze : ton sévère, exaltation du travail des Forces de l'Ordre.

En présence de M. Debré, ministre français de la Coopération, le président de la République et son Premier ministre signent un accord qui les obligent à travailler pour la paix.

31.03.95 : Province Cibitoke, commune Mabayi : opérations de désarmement par les militaires ; nombre de victimes inconnu ; 3.000 habitants hutu pris en sandwich entre l'armée et les milices hutu, se réfugient à la paroisse.

AVRIL 1995

1.04.95 : Province Muramvya, à Bugarama, sur la route RN2 : attaque d'un convoi de véhicules avec 210 jeunes (hutu) quittant la capitale, munis de sauf-conduits ; 7 morts et 13 blessés.

Bujumbura : explosion d'une grenade dans un véhicule de l'ONG CARE; dégâts matériels.

Province Ruyigi : opération militaire de désarmement ; 3 morts et 3 blessés.

Selon le HCR, 50.000 réfugiés rwandais qui fuient le Burundi pour la Tanzanie sont bloqués sur la route à 30 km de Muyinga ; la Tanzanie a fermé ses frontières.

2.04.95 : Bujumbura : après la visite du Chef de l'Etat à Kamenge, attaque d'une position militaire ; 4 morts et 3 blessés.

Province Kayanza, commune Matongo : attaque d'une position militaire; militaires blessés, 2 assaillants tués.

Province Gitega, commune Mutaho : explosion d'une grenade au marché; 20 blessés.

3.04.95 : Province Bujumbura, sur la RNI à Kageyo : attaque d'un véhicule militaire ; des soldats blessés.

Sur la RN2 : attaque d'un bus ; bilan inconnu.

Province Muyinga, Ruzo : trois cadavres de Hutu dans un champ derrière la Gendarmerie.

4.04.95 : Province Muyinga : pillage de 3 camions de vivres du PAM par des déplacés tutsi ; menaces contre les expatriés.

Bujumbura, quartier Kinindo : explosion de grenades et tirs.

Bujumbura-rural, à Buhonga et à Kanyosha : affrontements.

Province Kayanza, commune Muhanga : attaque d'une famille tutsi par des bandes armées hutu ; riposte des déplacés tutsi : 35 morts, dont 29 Hutu.

Province Muyinga : un porte-parole de l'armée dément qu'il y a eu des morts. Des officiers contactés par l'AFP ont indiqué que l'armée a tué seulement une vingtaine de guérilleros hutu qui rackettaient la population locale hutu.

Province Muyinga, Ruzo : tirs de grenades propulsées sur la Brigade de Gendarmerie ; pas de dégâts ; 7 Hutu pris en otage par la Brigade.

Confirmation par des témoins burundais des massacres opérés par l'armée et des Tutsi dans la région de Gasorwe, en particulier à Kizi où l'on a retrouvé 201 corps. Beaucoup dénoncent ces opérations de "nettoyage ethnique". Un porte-parole de l'envoyé spécial de l'ONU fait état de 345 victimes, au moins, depuis début mars 95. L'armée burundaise déclare n'être au courant que d'une vingtaine de morts et a estimé que le chiffre de 400 tués était grandement exagéré.

L'ambassadeur des Etats Unis, M. Robert Krueger, qui s'était rendu sur les lieux, a dénoncé, le premier, le massacre de quelque 400 Hutu, depuis mars 95, surtout dans la commune de Gasorwe. Souhait de l'envoi d'une présence internationale diplomatique au Burundi.

- Paris : le ministre français des Affaires Etrangères, M. Alain Juppé souhaite une intensification de la présence internationale de caractère diplomatique et l'organisation d'une Conférence des bailleurs de fonds pour une aide économique et financière au Burundi.
- 5.04.95 : Bujumbura, zone Kinama : perquisition d'armes à feu ; saisie d'un fusil, de 54 grenades et de documents.
- Genève, le HCR lance un nouvel appel à la Tanzanie pour qu'elle ouvre ses frontières aux réfugiés du Burundi en grand danger (certains sont des Rwandais réfugiés au Burundi). *"Il est extrêmement grave qu'on ferme la frontière à des gens qui n'ont nulle part où aller"*.
- Province Muyinga, commune Giteranyi : le porte parole du HCR déclare que 9.000 Hutu burundais ont été refoulés, à coups de bâtons, par les soldats tanzaniens, la veille ; ils ont été conduits dans un camp de réfugiés rwandais à Mugano, proche de la frontière.
- Province Muyinga, camp des réfugiés rwandais de Mugano : 2 personnes assassinées ; meurtriers non identifiés.
- Province Muyinga, commune Gashoho : 4 chefs de colline de Burambira tués par des militaires.
- Les Pays Bas annoncent leur intention d'envoyer au Burundi des "petites équipes" de militaires pour assister les ONG.
- Amnesty International dénonce la poursuite incessante de la violation des droits de l'homme au Burundi et au Rwanda. Selon elle des conseillers militaires français ont été les témoins silencieux de tortures commises au Burundi.
- Bujumbura : le gouvernement du Burundi annonce la nomination d'une commission d'enquête sur les massacres dans la province de Muyinga.
- 6.04.95 : Muyinga, Gasorwe : les massacres continuent.
- Province Kayanza : lynchage de 4 membres d'une bande armée hutu.
- Bujumbura : le représentant de l'ONU, M. Abdallah, accuse la communauté internationale de *"pousser le Burundi au génocide"* ; il se dit *"effrayé par l'inconsistance et l'irresponsabilité de la communauté internationale"*.
- Bujumbura : messe anniversaire à la mémoire de l'ancien président Cyprien Ntaryamira, mort le 6 avril 1994 à Kigali. Le gouvernement a voulu que cette journée soit placée sous le signe de la réconciliation nationale et de la paix.
- Le président Sylvestre Ntibantunganya estime que le Burundi est menacé d'un double génocide, des Hutu par les Tutsi qui bénéficient de la force de l'armée et des Tutsi par les Hutu qui ont l'avantage du nombre (85 %).
- Bujumbura : le ministre de la Défense, M. Firmin Sinzoyiheba met en garde contre la "diabolisation" de l'armée.
- Londres : inquiétude profonde de la Croix Rouge britannique ; menace d'extension du conflit à l'échelle de la région.
- Bujumbura : le Représentant de l'ONU, M. Ahmedou Ould Abdallah estime qu'*"à long terme, le Rwanda et le Burundi sont des pays surpeuplés et fondamentalement instables qui exploseront tous les 10 à 12 ans, parce que leur population a doublé"*.
- Visite à Bujumbura d'une délégation ministérielle de l'OUA.
- Les députés européens demandent aux 15 de l'U.E. de s'apprêter à intervenir en cas d'escalade de la violence pour établir des zones de sécurité ; ils dénoncent le manque de mesures appropriées.
- Paris dément qu'un officier français ait été témoin de tortures, selon une accusation d'A.I.
- Reporters Sans Frontières demande l'interdiction de six journaux burundais extrémistes.
- 7.04.95 : Bujumbura, quartier Gatoke et Musaga : tirs sporadiques.
- Sur la RN1, à 12 km de Bujumbura : attaque de véhicules par des bandes armées : un journaliste sud-africain, M. Francis Vincent de la chaîne WTN et 1 Burundais sont tués ; 2 blessés ; vol du matériel.
- 8.04.95 : Province Ngozi - Ruvumu : jet de grenades sur un camion de réfugiés rwandais : 7 blessés.
- 9.04.95 : Bugarama (grand route) : coups de feu sporadiques.
- 10.04.95 : Bugarama (grand route) : tirs sur des positions de gendarmes ; bilan inconnu.
- Bujumbura-ville : explosion de grenades à Nyakabiga ; dégâts matériels.
- Paris : l'hebdomadaire "Lettre du Sud" publie un dossier explosif sur une affaire largement commentée à Bujumbura : *"Burundi, les protagonistes de la guerre de l'or"*. L'assassinat, le 11 mars 95, du ministre de l'Energie et des Mines, M. E. Kabushemeye, aurait-il été commandité par l'affaire de l'or ?
- 13.04.95 : Bujumbura : calme depuis plusieurs jours.

- Le ministre français de la Coopération, M. Debré appelle à un embargo international sur les armes à destination des milices en conflit au Burundi.
- L'OUA exclut l'envoi immédiat de troupes au Burundi mais reconnaît la nécessité d'une intervention si la violence s'aggrave.
- 14.04.95 : De retour d'une mission au Burundi au nom de l'U.E., le ministre belge M. R. Urbain, demande une aide pour les personnes déplacées et le financement de l'envoi de 200 observateurs des droits de l'homme.
- Naïrobi : le HCR annonce avoir reconduit dans leurs camps d'origine les réfugiés rwandais qui avaient pris la fuite.
- 17.04.95 : Province Muyinga, commune Gasorwe : un cadavre sur la route à hauteur du centre de négoce de Kiremba.
- A Ngozi-ville : explosion de grenades ; 3 morts et 32 blessés.
- 18.04.95 : Province Muyinga, commune Gasorwe : attaque d'une position militaire par des milices non identifiées (milices burundaises ou anciens miliciens rwandais) : 7 morts (2 militaires et 5 assaillants), 8 blessés dont 1 soldat ; une autre information fait état de 6 militaires blessés. Un camion militaire en route pour porter secours essuie des coups de feu : deux blessés (un meurt).
- Bujumbura : explosion d'une bombe dans une chambre de l'hôtel "Le Doyen" ; pas de victimes. La chambre était occupée par un homme d'affaire zaïrois qui a quitté l'hôtel 15 minutes avant l'explosion.
- Province Muyinga, sur la grand route à hauteur de Gasorwe : trois coups de feu sur un véhicule de l'Evêché de Muyinga ; un passager zaïrois, professeur au séminaire de Muyinga, est blessé mortellement.
- Muyinga-Mukoni : des "Sans Echecs" barrent la route à un bus : ils tuent 3 passagers hutu, blessent un quatrième et volent leur argent ; les autres passagers parviennent à s'enfuir.
- 20.04.95 : Muyinga - Mukoni : deux camions transportant des biens de Caritas Burundi et de l'Ambassade de Belgique sont arrêtés et pillés par les "Sans Echecs" et les déplacés Tutsi du site de Mukoni, malgré la présence des Forces de l'Ordre. Les chauffeurs ont failli être tués. Aucune action de réprobation ni de la justice, ni des Forces de l'Ordre.
- Province Cibitoke, commune Mabayi, semaine après Pâques : fin des opérations de désarmement ; retour de la population sur les collines.
- 21.04.95 : Tunis: l'OUA demande une aide internationale pour le Burundi ; elle a décidé de porter de 47 à 67 le nombre de ses observateurs militaires (MIOB) dont elle a prolongé le mandat jusqu'au 17.9.95 ; elle demande aussi une action internationale *concertée "pour aider le pays à démanteler les milices et bandes armées"*.
- Washington : profonde inquiétude de la Maison Blanche concernant les violations massives des droits de l'homme au Burundi. Gratitude et appui de M. Clinton à son ambassadeur au Burundi, M. Robert Krueger, pour ses efforts "exceptionnels" et sa "voix courageuse" (allusion à l'affaire de Gasorwe).
- Le Président du Burundi appelle à une réunion quadripartite (Zaïre, Rwanda, Tanzanie, Burundi) pour régler le problème des réfugiés.
- 22.04.95 : Province Muyinga, au poste frontière Kobero : les "Sans Echecs" obligent 15 camions du PAM chargés de vivres pour les réfugiés à se diriger vers le site des déplacés tutsi de Mukoni. Ils vident 12 camions, les 3 autres sont accompagnés jusqu'au site de Gashoho où ils sont vidés ; aucune réaction des autorités.
- Province Muyinga : depuis le 2 avril 1995, opération militaire de désarmement dans la région de Butihinda ; exode massif de la population, surtout des secteurs Rukira, Butihinda, Butarengera.. Pillage et destruction du centre de négoce de Butihinda. Plus de 900 personnes se sont réfugiées dans le secteur voisin de Kiremba ; des femmes et des enfants car les hommes et les jeunes gens sont retenus sur place par les militaires.
- Bujumbura : attaque d'une usine textile par des bandits: 1 soldat tué, 3 employés chinois blessés, 1 coffre-fort volé.
- Bujumbura : mariage du Président Sylvestre Ntibantunganya avec une ancienne journaliste, Pascasie Minani, attachée à la Direction des renseignements généraux. La première épouse du Président avait été tuée par des militaires dans la tentative de putsch du 21 novembre 1993.
- 23.04.95 : Genève : inquiétude du HCR sur la fermeture par le Burundi de sa frontière avec le Rwanda.
- 24.04.95 : Bujumbura : lettre ouverte au président de la République, datée du 10.4.95, signée par 61 personnalités du Groupe de Réflexion Burundais en Tanzanie.

- Province Muyinga, commune Gashoho : tueries, pillages et destructions par les déplacés tutsi ; 3 Hutu tués, dégâts matériels.
- 25.04.95 : Bujumbura, quartier Kamenge : affrontements armés entre les Forces Armées Burundaises et les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD-milices hutu) : 16 morts : 3 gendarmes selon le FDD, 2 selon l'Armée, un des FDD, et 12 autres personnes ; six gendarmes blessés.
- Le Comité National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) de Nyangoma dénonce une "attaque délibérée" de Kamenge par les Forces Armées, qui déclarent y être entrées pour rechercher les bandits qui avaient attaqué l'usine textile.
- Bujumbura, Kamenge : 12 tués dont 2 soldats dans une opération de recherche de cinq Tutsi kidnappés dans le quartier Cibitoke.
- Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Jarama : assassinat d'un Hutu lié aux déplacés Tutsi de Nyarunazi.
- Province Muyinga, commune Butihinda : un rescapé témoigne : *"tout se fait dans un silence absolu des médias publics, mais les massacres prennent une ampleur effrayante. Le motif officiel avancé par les Forces de l'Ordre est la poursuite des assaillants qui tirent sur des positions militaires"*. En réalité, c'est un prétexte pour mettre la région à feu et à sang, puisque dans bien des endroits les habitants sont encerclés et abattus indistinctement ; les maisons sont brûlées, les biens pillés. Et comment justifier la complicité entre les Forces de l'Ordre *"qui poursuivent les assaillants"* et les déplacés tutsi qui les suivent pour piller et brûler sous leurs yeux ? L'ordre a été donné aux secteurs avoisinants de Gatongati et de Kivoga de refuser l'asile aux hommes et jeunes gens de Butihinda. Suit une liste de 31 victimes hutu déjà identifiées le 25 avril 1995 : 22 hommes, 6 femmes, 3 enfants.
- Province Muyinga, commune Gasorwe, colline Kizi, Butirabura : nouveaux massacres et pillages commis par les Forces de l'Ordre, les "Sans Echecs" et les déplacés tutsi suite à la réaction de la population hutu contre les présumés complices des massacres du mois de mars.
- 26.04.95 : province Cibitoke, commune Murwi-Butahana : attaque par des assaillants hutu des bureaux communaux ; le greffier communal et plusieurs Tutsi tués ; importants dégâts matériels. Retour à la paroisse de plusieurs centaines de Hutu pour y chercher refuge.
- 27.04.95 : Muyinga-ville, la nuit : explosion de grenades près de l'habitation du représentant du HCR, de retour de congé la veille. Il avait été cité, avec l'ancien commandant de la Mission d'Observation au Burundi, dans un tract d'extrémistes tutsi.
- Muyinga-ville : marche-manifestation dont le gros était formé par des enfants des écoles primaires organisée par l'Association Secours aux Sinistrés de Muyinga (ASSIM) ; son objectif affiché est une "marche pour la paix" ; slogans virulents contre des personnalités ecclésiastiques, des hommes politiques du Frodebu et contre le Lieutenant Colonel B. Banuma, commandant de la région militaire.
- Muyinga -ville : entre 12 et 13 h, l'abbé Zacharie Nduwimana, curé de Ntega (hutu), est enlevé par des extrémistes tutsi à deux pas de la barrière du site des déplacés tutsi de Mukoni, gardé par des militaires. Les 6 séminaristes sur la camionnette prennent la fuite ; le conducteur, un frère tutsi rwandais est contraint de continuer tandis que l'abbé est tiré de force du véhicule et mis dans celui des agresseurs qui avaient barré la route. Il est tué. Le soir, le reporter officiel des médias à Muyinga fait état de la manifestation contre les ecclésiastiques divisionnistes ; pas un mot sur l'enlèvement de l'abbé.
- 29.04.95 : Muyinga-ville : visite du Premier ministre ; présentation du nouveau Gouverneur, le L.Colonel B. Banuma ; la province est placée "sous administration spéciale" (militaire). Menaces verbales des déplacés contre le nouveau gouverneur. Riposte du Premier ministre qui n'admet pas l'impolitesse et la diffamation des autorités.
- 30.4.95 : province Cibitoke, commune Mabayi : arrivée de 5.000 Rwandais en provenance de Kibeho, surtout des hommes de moins de 30 ans. Témoignages accablants sur le massacre de Kibeho. Interdiction au HCR et au groupe argentin de "Médecins en catastrophe" de leur venir en aide (quelques jours plus tard, l'aide humanitaire sera assurée).
- Muyinga-ville : les funérailles de l'abbé Zacharie Nduwimana, dont le corps vient d'être retrouvé, auront lieu le 1 mai 1995.

- 1.05.95 : Muyinga-ville : funérailles de l'abbé Zacharie Nduwimana, hutu, curé de Ntega ; il a été assassiné le 27.4.95 à Muyinga par des "Sans Echecs" ; son corps a été retrouvé le 29.4.95.
- 2.05.95 : Bujumbura : rapport de la Commission officielle sur les massacres de Gasorwe (mars 95) : 243 morts, selon la population ; aucune arme saisie . auteurs présumés des massacres : Forces de l'Ordre et civils ("Sans Echecs" et déplacés tutsi).
- 3.05.95 : Bujumbura : le lieutenant belge Eric Coignon est sous les verrous à Mpimba depuis 10 mois, accusé de trafic d'armes.
Province Ngozi, à Ruhororo : attaque d'un bus par une bande armée ; 18 morts, plusieurs blessés.
Bujumbura : rapport de la "Journée Internationale de la Liberté de la Presse" : état de la Presse au Burundi (fascicule de 6 pages édité à cette occasion - cf extraits dans le dossier aux pages 48 à 57).
Bujumbura : conférence de presse du président du parti UPRONA, M. Charles Mukasi. Il accuse le gouvernement de laisser s'envoler 100.000.000 FBu chaque mois par le canal des sociétés qui relèvent de la zone franche "*alors que les ministres courent le monde pour chercher des fonds*". La *Meridian Bank* est mise en faillite.
- 4.05.95 : Bujumbura : communiqué de presse de la Conférence épiscopale catholique : indignation devant les massacres, en particulier l'assassinat de l'abbé Zacharie Nduwimana.
Province Muyinga, commune Giteranyi : attaque de la brigade par des milices hutu ; bilan inconnu.
- 5.05.95 : Bujumbura ville : explosion d'une grenade au marché central : 31 blessés ; arrestation du criminel.
Tanzanie : 152 tonnes d'armes et munitions destinées à l'armée du Burundi sont toujours bloquées au port de Dar-es-Salaam.
Province Cibitoke, Mabayi : 5.300 réfugiés rwandais ; 200 nouveaux arrivent chaque jour en provenance de Kibeho (Rwanda).
Muyinga-ville : à l'occasion de la visite du Premier ministre, un intervenant dans l'assemblée insulte publiquement l'Eglise disant qu'elle n'a pas à se plaindre car on n'a pas encore réussi à tuer autant d'évêques et de prêtres que de militaires.
Province Muyinga, route Mugano-Giteranyi : attaque d'un véhicule de la police des frontières ; 1 tué et 1 blessé.
Province Muyinga, commune Giteranyi : l'opération "*poursuite des assaillants*" menée par les militaires et des "Sans Echecs" a fait au moins 16 morts.
- 6.05.95 : Province Muyinga, route Giteranyi : attaque du véhicule d'un commerçant ; bilan inconnu
- 7.05.95 : Province Muyinga, Lycée de Rugari : explosion d'une grenade : 20 blessés.
Bujumbura-ville : attaque par une bande armée de l'usine *Savonor* ; deux gardiens tués ; 2 Belges dévalisés de 1 million de FBu.
Lettre des évêques catholiques aux chrétiens du Burundi.
- 8.05.95 : Province Kirundo : assassinat par balles de M. Dimitri Lascaris, agent de l'ONG humanitaire *Catholic Relief Service* (CRS).
Bujumbura-ville : attaque d'un poste de police et d'un immeuble de l'administration à Mutimbuzi ; un attaquant tué.
Muyinga-ville : le propriétaire du véhicule qui a servi à l'assassinat de l'abbé Zacharie est libéré de prison, suite aux menaces des extrémistes tutsi ; 3 autres inculpés, dont le chauffeur, sont emprisonnés.
- 9.05.95 : attaque de l'ONG Oxfam : coups de feu ; vol de matériels pour 25.000 \$ US.
Province Muyinga, zone Ruzo, à Turo : 4 femmes et 4 enfants tués par des militaires et des Twa.
Province Muyinga, commune Giteranyi, secteur Rusenyi-Kabira : convocation des hommes à une réunion ; 10 sont tués sur place (selon une autre source, il y eut 20 victimes). On tue aussi les personnes qui ont hébergé des réfugiés rwandais venant de Kibeho, sous le prétexte de collaboration avec les *Interahamwe* (milices hutu rwandaises).
- 11.05.95 : Paris : plaidoyer du Président Sylvestre Ntibantunganya auprès de la Communauté internationale en faveur d'un Etat fort au Burundi, "*pays malade de toutes parts*" ; refus d'une intervention militaire étrangère et d'un morcellement ethnique du pays : "*une thèse abominable*

- et extrêmement dangereuse*". Le secrétaire d'Etat adjoint américain aux Affaires africaines, M. George Moose, s'était prononcé récemment en faveur de cette idée refusée dans la suite par Washington.
- Muyinga-ville : explosion de deux grenades, vers 23 h, une à l'évêché, l'autre près du magasin d'un Asiatique ; dégâts matériels.
- 12.05.95 : Vatican : audience privée du Président Sylvestre Ntibantunganya auprès du Saint Père.
Bruxelles : communiqué de l'Association "*Droits de l'Homme sans Frontières*" concernant une livraison d'armes au Burundi.
Province Cibitoke, à Mabayi : on compte 16.000 réfugiés rwandais, en provenance de Kibeho.
- 13.05.95 : province Gitega, commune Mutaho : razzia des déplacés tutsi et des militaires dans les environs : 3 Hutu tués.
- 14.05.95 : Bujumbura : manifestation du PARENA, parti extrémiste tutsi, contre la mouvance présidentielle et le gouvernement : "*le pays est en danger*".
Bujumbura, à Bwiza : toujours des assassinats, malgré la présence des Forces de l'Ordre.
Gitega : manifestation des étudiants tutsi, avec foulards noirs pour réclamer une nouvelle indemnité à savoir 28.000 FBu au lieu de 10.000 FBu.
Province Ngozi : dans la nuit, attaque de la Centrale électrique de Rwegura : dommages légers.
- 15.05.95 : Zaïre : lettre de Mgr Munzihirwa, archevêque de Bukavu, à l'adresse du secrétaire de l'ONU, M. Boutros Boutros Ghali ; objet : problèmes des réfugiés rwandais et danger d'implosion de la région des Grands Lacs (cf. Dialogue n°183, pages 45-48).
Publication d'un livre par Médecins Sans Frontières : "*Le Burundi en chute libre*" (Paris).
Bujumbura : suspension des activités humanitaires de 18 ONG et de 9 agences des N.U. en protestation contre l'assassinat de M. Dimitri Lascaris et l'insécurité généralisée.
- 16.05.95 : Bujumbura : assassinat de M. Alexis Hatungimana, hutu, Chef de cabinet du ministère de la Santé ; le cadavre est retrouvé près de la rivière "Petite Rusizi".
Province Muyinga, commune Rushombo : un enfant de J. Ciza est tué et jeté dans un W.C. par les "Sans Echecs".
- 17.05.95 : Muyinga : meurtre par des militaires de M. Lazare Hicuburundi, enseignant, et de M. Claude Barabonerana, chef de zone de Butihinda.
Kinshasa : mission du Premier ministre, M. A. Nduwayo, avec une nombreuse délégation ; objet : la question des réfugiés et la sécurité de la région des Grands Lacs.
- 18.05.95 : Tokyo : reprise de l'assistance économique japonaise au Burundi: 500 millions de Yens pour l'aide d'urgence aux sinistrés, 400 millions aux réfugiés en Tanzanie et au Zaïre, 50 millions pour la remise de la dette.
Bujumbura : zone Ngagara (quartier tutsi) : attaque à la grenade et à l'arme automatique de deux bus en provenance de Kamenge (quartier hutu) ; 7 tués, plusieurs blessés, dégâts matériels ; aucune réaction des Forces de l'Ordre.
Province Cibitoke, commune Mutwi : assassinat de l'Administrateur communal, M. Ndashinze Claude.
- 19.05.95 : Dar-es-Salaam : démarche infructueuse du Président S. Ntibantunganya pour débloquer la cargaison d'armes à destination du Burundi.
Bujumbura : explosion d'une grenade à Buyenzi. Manifestation de l'UPRONA (parti de l'opposition) pour protester contre les "*Interahamwe*" (milices rwandaises de l'ancien régime).
- 20.05.95 : Bujumbura : problèmes de ravitaillement ; l'assistance humanitaire se réserve, par priorité les wagons du rail Dar-es-Salaam - Kigoma. Conséquence : 5.500 tonnes de marchandises pour Bujumbura restent en souffrance à Dar-es-Salaam.
Muyinga : depuis la nomination de nouveaux cadres (gouverneur, commandant de district, officier de la Police Judiciaire) et le retour de l'Administrateur, le calme revient dans la ville. Plusieurs chefs des "Sans Echecs" (milice tutsi) sont en prison. La population revient, nombreuse. La situation reste encore confuse dans les campagnes soumises aux "*opérations de désarmement*".
- 22 -23.05.95 : Bujumbura : "ville morte" imposée par les milices tutsi en protestation contre l'arrestation d'une vingtaine de "Sans Echecs" ; coups de feu, explosion de grenades, pneus en flammes sous le regard impassible des Forces de l'Ordre.
- 22.05.95 : Province Cibitoke, à Kabulantwa : attaque d'un véhicule militaire par une bande armée : 4 soldats tués.
Muyinga, zone Ruzo, colline Rusarara : 7 Hutu tués par des militaires dont 1 enfant de 18 mois.

- 24.05.95 : Bujumbura : Radio Burundi diffuse un message du Premier ministre qui appelle à la reprise normale des activités.
Muyinga : un séminariste tanzanien, attaché au diocèse de Muyinga, tombe dans une embuscade près de la ville : il est grièvement blessé, tous ses objets sont volés, y compris la moto.
- 25.05.95 : Bujumbura : massacre d'une famille tutsi, les parents par balles, les 5 enfants à l'arme blanche.
Bujumbura : réunion de l'Association "Solidarité des Jeunes pour le Défense des Droits des Minorités" (SOJEDEM), de tendance tutsi extrémiste ; réunion de ministres avec des jeunes. Selon la BBC, le Premier ministre a donné un avertissement aux jeunes militants tutsi, parlant de *"terrorisme dans la capitale burundaise"*.
- 26.05.95 : Province Muyinga, colline Higiro : *"poursuite des assaillants"* par les militaires ; bilan inconnu.
- 27.05.95 : Province Cibitoke, dans une paroisse adventiste : attaque à la baïonnette d'une assemblée pendant le culte ; on parle de 71 morts et de plusieurs blessés.
- 28.05.95 : Kirundo, à Vumasi-Kivyeyi : lancement d'une grenade ; le beau-frère de l'abbé Zacharie assassiné le 27.04 est tué.
Selon France-Inter : découverte d'un document daté du 24.05.95 affirmant que *"toutes les conditions sont réalisées pour justifier un coup d'Etat"*. Ce document émanerait de la mouvance extrémiste tutsi.
Bujumbura, Kinama : coups de feu nourris.
- 29.05.95 : Bujumbura : explosion d'une grenade près de la *Meridian Bank*.
Un communiqué du Service de Presse de la Présidence dément la parution d'un rapport rédigé par ses bureaux concernant l'imminence d'un coup d'Etat contre le gouvernement. Cependant la Présidence reconnaît les rumeurs persistantes dans certains milieux. France Inter rapporte que *"le Chef de l'Etat s'est caché dans la nuit du samedi au dimanche, mais pas à l'Ambassade de France"*.
- 30.05.95 : Bujumbura : visite du Secrétaire Général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim ; il est rappelé que *"la bonne volonté actuelle de la Communauté internationale n'est pas inépuisable"*.
Radio Burundi fait écho à une rumeur selon laquelle l'ancien président Buyoya serait impliqué dans la préparation d'un coup d'Etat. A l'émission "Focus" du même jour, M. P. Buyoya dément cette information et accuse ceux qui essaient de saboter l'action du gouvernement.
Province Bujumbura, quartier Nyakabiga : 1 militaire est tué par les "Sans Eches" *"parce que ce sont eux, les militaires, qui aident à leurs arrestations"*.
Bujumbura : le parti Frodebu publie un communiqué de presse dénonçant l'organisation des journées ville-morte pour provoquer le chaos et justifier un coup de force pour sauver le pays.
- 31.05.95 : Bujumbura, quartiers Kamenge et Kinama : tirs d'armes automatiques entre militaires et bandes armées hutu : un soldat tué ; bilan inconnu du côté des bandes armées.
Province Bururi, à Burambi : escarmouches entre militaires et groupes d'assaillants ; 20 assaillants et 1 militaire tués.
Bujumbura : publication par le parti Frodebu de son livre blanc (411 p.) intitulé *"La crise d'octobre 1993 ou l'aboutissement tragique du refus de la démocratie au Burundi"*.

JUN 1995

- 1.06.95 : Bujumbura : l'armée burundaise interdit aux organisations humanitaires l'entrée dans les quartiers hutu de Kinama-Kamenge, théâtre de violences armées depuis mercredi.
Bujumbura : arrivée d'une délégation officielle du Rwanda, conduite par le Premier ministre, M. Faustin Twagiramungu. Objet des pourparlers : les réfugiés et la sécurité.
- 2.06.95 : Bujumbura : le président S. Ntibantunganya évoque la possibilité d'un coup d'Etat au Burundi
- 3.06.95 : Bujumbura, à Kamenge et Kinama : affrontements entre Forces de l'Ordre et milices hutu. Rares témoignages précis : 11 morts dont 4 militaires ; selon les informations officielles, 3 morts dont 1 militaire.
Bujumbura, quartiers Kamenge-Kinama : 4ème jour d'affrontements ; les ONG ne peuvent plus entrer dans ces quartiers.

- Rumonge : assassinat d'un cadre hutu, le 4ème dirigeant du Frodebu tué à Rumonge en une semaine.
- 4.06.95 : Province Gitega, à Bugendana : des anciens militaires en voiture ont jeté une grenade sur la foule. Attaque de deux églises, une catholique et une protestante ; 14 morts, des dizaines de blessés.
- 5.06.95 : Bujumbura, à Kamenge et Kinama : 6ème jour des affrontements. La radio fait état de 25 morts, surtout des vieux, des femmes et enfants.
Bujumbura : message du Premier ministre sur la sécurité dans la mairie de Bujumbura : il invite la population civile de Kamenge à quitter les lieux pour l'opération de désarmement : *"le gouvernement ne permettra pas que la ville de Bujumbura soit habitée par une seule ethnie"*.
- 6.06.95 : Province Kayanza, à Gahombo : 3 tués
Communiqué de presse du CNDD en exil, signé Christian Sendegeya : fait état d'une réunion tenue à Musaga par M. Jean Baptiste Bagaza, ex-président de la République, relative à la préparation d'un coup d'Etat.
- 7.06.95 : Province Ngozi, Gatara : assassinat de l'Administrateur.
Bujumbura, à Kamenge : 2.000 soldats sont engagés dans l'opération de désarmement, en présence de nombreux observateurs.
Le président S. Ntibantunganya et le chef d'Etat major se disent satisfaits de l'opération. Environ 300 personnes se sont regroupées près d'une école technique, à Gasenyi ; 40.000 habitants sont réfugiés dans les collines voisines, y compris les milices hutu.
- 8.06.95 : Bujumbura, Musaga : massacre de Tutsi ; 9 morts et 1 disparu.
Bujumbura : visite officielle du général Kagame, vice président et ministre de la Défense du Rwanda.
- 9.06.95 : Musaga : affrontements entre armée et assaillants hutu : 1 mort.
Bujumbura : après l'intervention militaire à Kamenge-Kinama, la presse étrangère crie au massacre : *"Massacres dans les quartiers nettoyés de Bujumbura", "Massacres gratuits dans la capitale de Bujumbura", "Tutsification de Bujumbura", "Le Burundi compte ses morts et se prépare au pire", "Opération meurtrière et inutile"...*
- 10.06.95 : Bujumbura : Convention des ministres de la Défense du Rwanda, du Burundi et du Zaïre sur un contrôle conjoint de leurs frontières communes *"afin d'arrêter les activités des éléments armés et déstabilisateurs"*.
Bujumbura, Musaga : attaque d'un convoi du PAM ; bilan inconnu.
Kirundo, à Rusarasi : 7 Hutu tués par des militaires accompagnés de déplacés tutsi de Marembo et de Twa ; 2 autres enlevés par des militaires, sont portés disparus ; plusieurs blessés.
- 11.06.95 : Bujumbura : violences au Lycée de Kamenge à l'occasion d'une fête des anciens du Lycée. Bilan : 2 morts, un Hutu et un Tutsi, abattus par balle par un individu non identifié : deux Pères jésuites belges molestés par les "Sans Echecs" ; vol d'argent sous la menace d'une grenade. Une bande de "Sans Echecs" se sont infiltrés dans la foule.
- 12.06.95 : 5 jours après les opérations militaires, les habitants de Kamenge-Kinama reviennent chez eux, y compris les milices du Front pour la Défense de la Démocratie (FDD) ; les écoles, les restaurants et les échoppes ont rouvert... *"Un coup d'épée dans l'eau"*.
Bujumbura : le gouvernement nomme une Commission d'enquête chargée d'établir les responsabilités dans le massacre de Kamenge-Kinama.
Bujumbura : pendant la nuit du 11 au 12, plus de 30 universitaires hutu sont massacrés au campus universitaire par les milices tutsi "Sans Echecs" avec la complicité de quelques éléments des Forces de l'Ordre.
Bujumbura : réunion de concertation des partis Frodebu et Uprona.
- 13.06.95 : Bujumbura : déclaration du parti FRODEBU sur la situation.
Bujumbura : déclaration des étudiants hutu rescapés des massacres de la nuit du 11 au 12 juin au campus universitaire de Mutanga : mise en accusation du Recteur et de l'Association des Etudiants de l'Université.
Bujumbura, Université : 7 jours de deuil dont 3 jours d'arrêt de cours.
Province Bubanza : explosion d'une grenade au Lycée ; bilan inconnu.
Province Bubanza, à Gihanga : attaque d'assaillants devant le Cercle de Mugerero : 5 morts dont 4 membres du Conseil d'Administration de la Société régionale de l'Imbo (riz).
Bujumbura, à Kamenge : marche silencieuse des étudiants hutu, suite à la tuerie sur le campus universitaire.

- Dar-es-Salaam : le ministre des Affaires Etrangères tanzanien dénonce des incursions de l'armée burundaise sur le territoire de la Tanzanie.
- 14.06.95 : Province Cibitoke, à Butara : un convoi de véhicules est pris sous le feu d'éléments non identifiés. Le ministre des Affaires Etrangères, M. Jean Marie Ngendahayo, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Robert Krueger, et le représentant spécial de l'OUA, M. Léandre Bassole, en sortent indemnes grâce à leur voiture blindée. 1 officier de la MIOB et 1 soldat burundais sont tués ; 5 soldats et 2 civils burundais 1 observateur nigérien de la MIOB et 1 journaliste US sont blessés.
- 15.06.95 : Bujumbura : communiqué de presse de la SOJEDEM, mouvement tutsi extrémiste. Appel à traduire en justice le président S. Ntibantunganya pour haute trahison. Amnesty International lance un appel pour une intervention rapide au Burundi pour arrêter le massacre de civils par l'armée et les milices. Cette association demande aussi qu'une enquête internationale soit mise sur pied pour identifier les auteurs et les accuser en justice. Bujumbura : suite à l'affaire Kamenge, le chef d'Etat major de la gendarmerie est remplacé par M. Pascal Simbanduku.
- 16.06.95 : Bujumbura : agitation dans les écoles secondaires (Lycée Tanganyika et Etca) ; des étudiants tutsi ont invité les Hutu à s'en aller en vitesse car on prévoit un nettoyage ethnique. Bujumbura : explosion d'une grenade au marché central à 12 h 30. Province Kayanza : pillage des bureaux communaux de Muhuta par des inconnus. Province Bubanza : pillage des bureaux communaux de Rango par des malfaiteurs ; à la ferme de Rango : 2 hommes et 15 vaches tués. Province Bubanza : des assaillants ont voulu s'en prendre au directeur de l'école secondaire : la population a pu le protéger ; 100 élèves ont fui. Paris : Reporters Sans Frontières décide de porter plainte contre les propriétaires de journaux extrémistes à Bujumbura et se constituera *"partie civile devant le procureur général de Bujumbura"*.
- 17.06.95 : Bujumbura : coups de feu de 5 à 8 h. Incendie de maisons sur les collines de Karinzi et Mohero. Bujumbura : lettre de protestation du Docteur Jean Minani, président du parti FRODEBU, adressée au Premier ministre, relative à un dossier *"tendancieux, partisan et superficiel"* que le Premier ministre veut présenter au Conseil National de Sécurité ; contre-propositions. Province Rumonge, à Kigwati : assassinat d'un jeune homme. Bujumbura, à Kamenge : nouvelle intervention de l'armée suite à une attaque des milices tutsi contre les Hutu de retour dans leur quartier.
- 18.06.95 : Bujumbura : Dans un message à la nation, le président annonce des mesures d'état d'urgence pour *"renforcer la paix, la sécurité et la confiance au Burundi"*. Nouveau communiqué de presse de la SOJEDEM pour *"réclamer le départ, l'arrestation et le jugement du Président Sylvestre Ntibantunganya"* *"pour libérer le pays et ses honnêtes habitants d'un pouvoir qui les maintient injustement dans le désespoir"*. Bujumbura : mandat d'arrêt lancé par le gouvernement contre M. Léonard Nyangoma, ex-ministre de l'Intérieur et président du CNDD et M. Christian Sendegeya, ex-président du Parlement, accusés d'avoir déclaré la guerre au gouvernement et au pays. Bujumbura : le président S. Ntibantunganya annonce une série de mesures d'exception pour lutter contre la violence ; il demande au Parlement le droit de légiférer par décrets-lois. Province Kayanza, à Kabarore : vers midi, d'un bus Toyota Hiace avec 8 personnes à bord (Tutsi de Kayanza), on tire sur la foule présente au marché de Bukonya ; 5 tués : 2 hommes et 3 femmes ; plus tard, à Magana, ils tuent une personne à la mitrailleuse ; finalement à Mporami-rundi, ils tirent à nouveau ; bilan inconnu ; des blessés ont été évacués vers Kayanza. Le *"Sunday Nation"* du Kenya rapporte que les militaires de Tanzanie ont tiré des coups d'alarme pour empêcher 250 réfugiés rwandais de traverser la frontière à partir du Burundi.
- 19.06.95 : Bujumbura : distribution de tracts de *"La Force du Refus"*, incitant à la déstabilisation totale et attaquant M. Ould Abdallah etc... Bujumbura-Kamenge : le quartier est bouclé ; quelques tirs sporadiques. Le *"East African Standard"* de Tanzanie déclare que la Tanzanie a demandé au gouvernement du Burundi d'arrêter immédiatement les massacres ethniques et menace le pays de représailles si le massacre de citoyens tanzaniens continuait au Burundi.

- 20.06.95 : Bujumbura : le Premier ministre, M. Nduwayo, au cours d'une conférence de presse, dénonce la gravité de la situation et annonce que des mesures pour libérer Kamenge sont à l'étude.
 Bujumbura : dans un document intitulé "*SOS Burundi : le génocide des Hutu a déjà commencé*", le secrétaire du parti FRODEBU lance un appel à la Communauté internationale pour arrêter le "*Plan d'extermination des intellectuels hutu : ministres, directeurs généraux, gouverneurs, administrateurs, directeurs d'école, universitaires*".
 Bujumbura : le secrétariat du parti FRODEBU donne le bilan de l'opération de désarmement à Kamenge-Kinama au début du mois : 138 morts, 224 maisons brûlées, 24 véhicules détruits. Parmi les victimes, M. Pamphile Simbizi, attaché au service de la Radio Télévision Nationale du Burundi (cf. Encadré page 52).
 Province Kayanza, près de Gatara : tirs sur une voiture : une religieuse des *Bene Tereza* est blessée.
- 21.06.95 : Bujumbura : assassinat de M. Stanislas Ruzenza, hutu, directeur de la recherche académique à l'Université du Burundi.
 La Tanzanie célèbre la journée du réfugié africain en réaffirmant sa décision d'empêcher les réfugiés rwandais et burundais d'encre encore entrer en Tanzanie. Le HCR déclare maintenir sa pression sur la Tanzanie pour revenir sur cette décision et réouvrir sa frontière avec le Burundi.
- 22.06.95 : Bujumbura, à l'Université : assassinat de 2 étudiants hutu qui venaient récupérer leurs effets personnels ; découverte de 16 cadavres de filles, toutes universitaires hutu.
 Bujumbura : à la permanence du parti UPRONA, réunion avec des militaires haut placés ; son objet : soutien à accorder à la SOJEDEM et garde militaire pour M. Déo Niyonzima, son responsable.
 Allemagne : le parlement allemand adresse à son gouvernement une résolution en 14 points concernant "*le maintien de la paix et le processus démocratique au Burundi*".
- 23.06.95 : Gitega, à Nyabiraba : les "Sans Echecs" attaquent une foule devant l'église : 18 morts, 100 blessés ; panique générale.
 Uvira (Zaïre), lettre des étudiants hutu réfugiés au président du Burundi: dénonciation de la préméditation du génocide d'une centaine d'étudiants hutu de l'Université, le 11.06 ; proposition de réorganisation de l'Université ; recours à la communauté internationale.
- 24.06.95 : Bujumbura : 7ème jour de la crise dite "Kamenge 4" (4ème opération de nettoyage). Tirs entre Kinama et Cibitoke-ville (tutsi) ; bilan officiel : 13 morts. Contre-attaque des Forces de l'Ordre et des milices tutsi ; bilan : 24 morts, beaucoup de blessés.
 M. Jérôme Ndiho, représentant du CNDD (hutu) en exil, déclare que ces actions criminelles contre des civils sont l'oeuvre du PALIPEHUTU, parti extrémiste hutu que le CNDD a désavoué en janvier 1995.
 Bujumbura : tirs de représailles de l'armée sur les collines où se sont réfugiés les Hutu de Kamenge-Kinama ; plus de 20 morts.
 Bujumbura : lettre de membres de l'Assemblée nationale au président de la République : dénonciation des massacres perpétrés par des militaires; protestation contre les déclarations mensongères du Maire de Bujumbura et demande de sa destitution ; propositions de mesures immédiates : diminution des militaires à Kamenge et Kinama et leur remplacement par la MIOB ; surveillance de la ville de Bujumbura par une force internationale, etc...
 Bruxelles : note de l'Union Européenne au président S. Ntibantunganya faisant part de ses préoccupations au sujet des "*dérapages*" des Forces de l'Ordre.
- 25.06.95 : Bujumbura : départ du président S. Ntibantunganya pour le sommet de l'OUA à Addis-Abeba.
 Bujumbura : tirs dans toute la capitale pour entretenir la tension : 1 Tutsi ivre, abattu par des militaires pour avoir brandi une arme.
 Addis-Abeba : démission inattendue du ministre des Affaires Etrangères du Burundi, M. Jean Marie Ngendahayo, membre du parti FRODEBU, munganwa de famille royale, homme politique modéré : il proteste contre l'incapacité du gouvernement à assurer la sécurité et contre l'inertie de la Communauté internationale. Il s'est rendu en Afrique du Sud où se trouve sa famille.
- 26.06.95 : Bujumbura : le gouvernement décrète que le commerce de l'or ne peut pas bénéficier des privilèges de la zone franche : *Affimet* perd son statut privilégié dont il bénéficiait seul jusqu'à présent.
 Bujumbura, à Kinama : une dizaine de Tutsi tués par les milices hutu.

Bujumbura : le Parlement du Burundi dont 80 % des élus appartiennent au parti FRODEBU refuse de voter l'état d'exception demandé par le président S. Ntibantunganya si on ne lui présente pas les textes des décrets-lois. L'Assemblée refuse d'assumer des responsabilités qu'elle ne connaît pas.

Province de Cibitoke, entre Gihanga et Kabulantwa : attaque d'un minibus par des assaillants du Palipehutu ; 3 morts, plusieurs blessés.

27.06.95 : Bujumbura : lettre de 8 personnalités burundaises adressée au ministre démissionnaire, M. Jean Marie Ngendahayo, exprimant leur sympathie et l'admiration de son courage.

28.06.95 : Addis-Abeba : l'OUA n'exclut pas une intervention militaire au Burundi, dont la situation a préoccupé les chefs d'Etats africains pendant le sommet d'Addis Abeba.

Bujumbura, Kamenge : des militaires sont tombés dans une embuscade de milices hutu.

Les gens refusent de revenir à Bujumbura parce qu'*"ils ont toujours peur d'être arrêtés et exécutés arbitrairement"*, a déclaré M. Issa Ngendakumana, secrétaire d'Etat à la Sûreté intérieure.

30.06.95 : Bujumbura, Kamenge et environs : nouveaux tirs nourris de l'armée sur les populations hutu réfugiées dans les collines surplombant Kamenge-Gasenye : 40.000 personnes ont dû s'enfuir plus loin.

JUILLET 1995

01.07.95 : Commune Muyinga, colline Bwiza : attaque d'une famille par des milices tutsi ; un mort ; pillage.

Bujumbura, à Nyakabiga : *"Près de l'avenue de l'Université, je vois un homme assis, un Hutu, entouré de quatre jeunes tutsi qui l'interrogeaient. A chaque question, ils le frappent d'un coup de marteau sur la tête ; le sang coule sur sa figure. Quand l'un l'a frappé, il passe le marteau au copain ; finalement l'homme est tombé mort. Au retour, j'ai vu qu'ils avaient brûlé le cadavre qui gisait encore sur le chemin"* (un témoin).

Province de Cibitoke, à Mabayi, le jour de la fête nationale : dès 5h du matin, des coups de feu autour de la paroisse qui abrite des réfugiés rwandais et des déplacés burundais ; pas de victimes.

A Mabayi-Kibogero : les militaires tirent sur la population, égorgent des gens à la baïonnette, pillent et brûlent les maisons. Plusieurs corps sont jetés dans la rivière Nyamagana. Parmi les victimes : Mme Hatungimana égorgée avec son bébé, Mme Viviane et son bébé ; quatorze réfugiés rwandais tués. Au total, 24 morts. Il n'y avait pas eu de provocation de la part des miliciens hutu ; beaucoup de monde s'est réfugié à nouveau à la paroisse ou plus loin dans les montagnes.

Gitega : lettre des étudiants hutu chassés de l'Institut Supérieur d'Agriculture, adressée au président du FRODEBU ; pétition en faveur de la sauvegarde du droit à l'enseignement (4 pages).

Bujumbura, à Nyakabiga : assassinat d'un candidat hutu à l'école militaire (ISCAM) par des milices tutsi ; supplice du collier (pneu attaché au corps, arrosé d'essence, mis à feu).

Bujumbura : une vingtaine de députés du FRODEBU sont disparus, morts ou en fuite, depuis le nettoyage ethnique de Kamenge.

Bujumbura : fête nationale de l'Indépendance. Le premier ministre préside les cérémonies à la capitale : messe à la cathédrale, gerbe de fleurs au mausolée, marche jusqu'au stade ... ; quantité de casquettes aux couleurs de l'UPRONA ; SOS génocide (publication anonyme) fait remarquer l'absence du FRODEBU et des Hutu aux manifestations ; *"les Tutsi célèbrent leur victoire sur le colonisateur, sur le Hutu et sur la démocratie"*.

2.07.95 : Kayanza, à Gashombo : attaque de bandes armées : 22 morts.

Bujumbura : M. Paul Munyembari, député FRODEBU, est nommé ministre aux Affaires Etrangères.

Commune Giteranyi, colline Tura : les militaires tuent M. Claver Ndayizanye et ses deux enfants âgés de 2 et de 4 ans.

Commune Gashosho, à Gisanze : un déplacé tutsi est tué par un criminel non identifié. En représaille, les Tutsi tuent cinq Hutu, parmi lesquels Michel Citegetse, secrétaire communal.

Bruxelles RTBF : émission Hebdo consacrée à M. Jean Marie Ngendahayo, ex-ministre des Affaires Etrangères et à la crise burundaise.

- Commune Mabayi, au complexe théicole de Buhororo : assassinat de Jean Baptiste Mbonigara et de deux femmes par un chef militaire. Fuite de la population.
- 3.07.95 : Commune Mabayi, village Butahana : dix filles tuées par des Bérêts rouges.
 Bujumbura : nomination surprise des nouveaux Recteur (Luc Rukigama) et vice-recteur de l'Université.
 Bujumbura : l'obligation d'une carte spéciale de résidence à Bujumbura est fortement critiquée dans les milieux hutu qui n'y voient qu'un "*pass d'apartheid*" et un piège pour les identifier ; les milices tutsi peuvent circuler jour et nuit sans tracasseries.
 Bujumbura : l'UPRONA, principal parti de l'opposition, réclame la dissolution de l'Assemblée nationale.
- 4.07.95 : Sur la route Bujumbura-Ijenda : attaque d'un bus à hauteur de Matara ; 20 blessés.
 Bujumbura : la RTNB signale l'existence d'une radio pirate de Nyangoma, leader du CNDD, en exil ; elle fera tout pour brouiller ses ondes et même la détruire.
 Bujumbura : discours de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'occasion de la fête nationale américaine ; éloge de la démocratie (3 pages).
 Province de Ngozi : des milices tutsi (ou des militaires) tuent l'abbé André Havyarimana, hutu et son cuisinier, tutsi, dans le presbytère de Rwisabi; le vicaire réussit à s'enfuir. L'abbé André Havyarimana avait déjà échappé de justesse à la mort lorsqu'il avait rendu visite aux déplacés tutsi au camp de Ruhororo ; son catéchiste qui l'avait accompagné fut assassiné sur place.
 Commune Gasorwe : reprise des massacres ; trente hutu tués ; fuite de la population vers Gitaramuka ; pillages.
 Muyinga : visite d'une délégation de Tanzanie relative à la question des réfugiés hutu en Tanzanie. Les Tanzaniens ont demandé au Burundi de créer des conditions viables au retour des réfugiés. "*Vous nous demandez de pousser les réfugiés à rentrer, ne soyez pas là pour les repousser par les actions militaires des Forces de l'Ordre.*"
- 5.07.95 : sur la route de Bujumbura à Bugarama : une voiture tombe dans une embuscade ; 3 morts. Au même endroit, le gouverneur de Bujumbura rural échappe de justesse à une embuscade ; une vingtaine d'hommes armés l'attendaient à son passage ; échange de coups de feu ; la voiture a réussi à faire demi tour.
 Province de Ngozi, commune Buraniro, colline Gikungere II : opération militaire; 1 mort, 34 maisons incendiées.
 Bujumbura, rue de la Mission : un hutu est tué à coups de pierres par les milices tutsi ; certains passants ricanent.
 Ruyaga, collines Muyira et Kabingo : opération militaire ; bilan selon la population : 350 morts.
 Bujumbura : massacres perpétrés par des Sans Echecs (milices tutsi) en représailles de deux bus tombés dans une embuscade à Matara et Bugarama.
 Bujumbura : attaque pendant la nuit du couvent des Bene Paulo par des Sans Echecs ; dégâts matériels importants.
 Province Cibitoke : le personnel ecclésiastique a quitté les paroisses de Gihanga et de Butara à cause de l'insécurité.
 Bujumbura : incendie de maisons dans les contreforts de la ville.
 Bujumbura : explosion de grenades à travers la ville ; sans doute une mise en scène.
 Bujumbura : à 10h, réunion des Sans Echecs (milices tutsi) sur le terrain de l'Ecole paramédicale de Buyenzi ; explosion de grenades à travers la ville. Un haut parleur annonce dans les rues une manifestation de l'UPRONA pour le lendemain.
- 7.07.95 : Bujumbura : explosion de grenades dès le matin ; les marchés du Centre ville et de Buyenzi restent fermés. La manifestation de l'UPRONA n'a pas lieu. A Bwiza, plusieurs assassinats de hutu rwandais (?) qualifiés d'*Interahamwe* ; parmi les victimes, une femme zairoise.
 Sur la route de Bujumbura à Bubanza, près de Mpanda : l'abbé Anastase Bivugire et son catéchiste, tous deux hutu, sont assassinés par des milices tutsi ; les deux tutsi qui les accompagnaient ont été contraints de partir seuls.
 Commune Mabayi, colline Mukoma : les Bérêts verts fusillent deux réfugiés rwandais. Sur la colline Bitare, ils tuent une femme, ses trois enfants et un malade mental.
 Commune Mabayi : panique pendant une réunion de pacification à Rutabo suite à des coups de feu non loin de là, à Ngara. Les Bérêts verts en position à Rusenda font le ratissage ; la population a djà enterré 8 morts.

- 8.07.95 : Bujumbura : certaines sources d'information font état de plus de 1000 morts dans les opérations militaires aux alentours de la capitale, à Buhonga, Kanyosha, Kiriri, Mubindi ... ; plus de 350 morts à Buhonga et le "*travail*" continue. Sur l'axe Kamenge-Mageyo, c'est le désert ; les médias officiels du Burundi ne disent aucun mot de ces massacres. Silence aussi de la Communauté internationale.
- Mabayi : les Bérêts verts tuent d'un coup de fusil le pasteur de l'Eglise Adventiste, M. Amiel Ndaruzaniye, occupé à récolter des haricots.
- Commune Buraniro : 43 hutu tués par les milices tutsi et les militaires.
- 9.07.95 : Bujumbura : assassinat du Père Jacques Ntamitarizo, hutu rwandais, de passage à la capitale burundaise ; c'est le 8ème prêtre tué depuis octobre 1993 ; quatre évêques ont échappé à des attentats, trois religieuses ont été tuées et une dizaine d'assemblées de chrétiens ont été attaquées depuis le déclenchement de la crise. Le Père Jacques Ntamitarizo avait fait preuve de beaucoup de courage à la paroisse de Rango, pendant les événements du Rwanda.
- Kabulantwa (Cibitoke) : attaque par des Sans échecs d'un bâtiment paroissial abritant 107 personnes déplacées des deux ethnies ; tir d'armes et explosion de grenades pendant 2 heures ; 2 morts, 15 blessés graves.
- 10.07.95 : Bujumbura, Kanyosha : lettre de la population au lieutenant-colonel Juvénal Nyooyunguruza : cri de désespoir devant les massacres des Hutu par le bataillon des paras : 117 tués, hommes, femmes et enfants, à coups de balle et de baïonnettes (4 pages).
- Cibitoke, à Muhingo : attaque d'un camion militaire par des milices hutu ; 2 soldats tués ; plusieurs blessés.
- La population hutu désavoue le président du Burundi dont le silence et la réticence devant les massacres perpétrés par l'armée et les milices tutsi constitue la meilleure couverture des opérations de nettoyage ethnique devant la communauté internationale.
- 11.07.95 : Province de Kirundo près de Mukenke : trois hommes en voiture tirent et jettent des grenades sur le marché de Cakizo ; 62 morts.
- 12.07.95 : Bujumbura : départ du président de la République pour Gbadolite, au Zaïre, sur invitation du président Mobutu ; départ de la délégation de l'OUA ; au centre-ville, à 10 h 45 minutes, deux tueurs abattent un jeune homme ; les criminels sont appréhendés.
- Sur la route Bugarama-Bukeye : attaque d'un camion de 450 casiers de bière ; le camion est brûlé ; des militaires viennent à la rescousse.
- Province de Ruyigi, à Kayongozi : assassinat d'un chef de secteur de la commune.
- Nairobi : lettre de Jean Damascène Ntakarutimana au premier ministre (7 pages).
- Bruxelles : "*Les Nouvelles des Grands Lacs*" rapportent que des voix suggèrent l'envoi d'une force de protection de l'ONU au Burundi.
- Mabayi : 5 réfugiés rwandais sont égorgés au camp militaire ; une des victimes gravement blessée a pu s'échapper pendant la nuit. Panique de la population. Que penser de l'armée : un jour, elle tue ; le lendemain, elle laisse passer.
- 13.07.95 : Bujumbura : retour du président Sylvestre Ntibantunganya de sa visite au Zaïre.
- Bujumbura : attaque d'un véhicule d'écclésiastiques à l'entrée du séminaire de Kanyosha ; une religieuse et trois abbés blessés dont l'un grièvement ; un professeur qui rentrait à pied est atteint mortellement. Les agresseurs n'ont pas été identifiés mais tout porte à penser qu'il s'agit d'un attentat prémédité.
- 14.07.95 : Bujumbura : explosion de grenades et coups de fusil, pendant la nuit, du côté de Musaga.
- 15.07.95 : Bruxelles : Amnesty International demande une action immédiate pour stopper les massacres perpétrés par les Forces de l'Ordre et les groupes d'opposition (1 page).
- Bujumbura : attaques à travers la ville ; un nombre considérable de Hutu a repris la fuite.
- Bujumbura : déclaration du ministre des Finances sur la situation catastrophique des finances du pays.
- Bujumbura : memorandum de 7 partis de l'opposition à l'intention de M. Boutros Boutros Ghali, Secrétaire Général de l'ONU (13 pages) : accords pour des pourparles entre partis, sous l'égide de l'OUA.
- A Rukina-Mutobo dans le Muganiha : attaque par une bande armée : 3 morts et 3 enfants portés disparus.
- 16.07.95 : Bujumbura : arrivée de M. Boutros Boutros Ghali, Secrétaire Général de l'ONU. M. Ahmed Ould Abdallah a déclaré que "*les combats (des jours précédents) pourraient avoir été provoqués délibérément afin de monter la tension avant l'arrivée du Secrétaire Général.*" D'autres disent qu'il s'agit d'une mise en scène des milices tutsi feignant des attaques des Hutu.

- Bujumbura : lettre ouverte de la SOJEDEM (Solidarité-Jeunesse pour la Défense des Droits des Minorités) au Secrétaire Général des Nations Unies à l'occasion de sa visite au Burundi.
- Bujumbura, chez les Frères Bene Paulo : explosion d'une grenade sur un véhicule.
- 17.07.95 : Bujumbura : allocution à l'Assemblée Nationale de M. Boutros Boutros Ghali incitant les parties en conflit à négocier ; *"elles ne devraient pas suivre l'exemple de Beyrouth qui s'est déchirée pendant 15 ans."* L'OUA fera la lumière sur l'assassinat du président Ndadaye et sur les massacres.
- Bujumbura : discours du Secrétaire Général de l'ONU devant les autorités et corps constitués du Burundi.
- Rushubi : coups de feu nourris, en particulier sur la maison du gouverneur.
- Bujumbura, près de Saint Michel : un Hutu est lapidé.
- Province Kirundo, attaque par des milices tutsi de la paroisse de Murore qui abrite 150 déplacés hutu et tutsi; explosion de 5 grenades et coups de feu. Une personne tuée devant la paroisse, une autre blessée ; dégâts matériels. Au cours de la journée, la paroisse avait reçu 17 tonnes de vivres du Programme *"Food for Work"*. Une opinion rapporte que des milices tutsi accompagnées d'éléments des Forces de l'Ordre auraient attaqué la paroisse. Les autorités administratives et la paroisse ont décidé d'arrêter ce programme.
- 18.07.95 : Bujumbura : explosion d'une vingtaine de grenades au centre-ville et quartier asiatique.
- 20.07.95 : Journée du concours national pour les élèves du primaire. Pas de perturbations.
- Bujumbura : condamnation par le tribunal de 4 personnes pour atteinte à la sécurité de l'Armée ; ce complot aurait été tramé à l'ambassade du Burundi à Bruxelles, en 1994. M. Jean Coignon, belge, en prison à Bujumbura, est condamné à 4 ans et 4 mois de prison ferme. Trois Burundais, actuellement à l'étranger, sont condamnés par contumace ; il s'agit de M. Déo Ngendahayo, frère du ministre démissionnaire Jean Marie Ngendahayo, de l'ancien ambassadeur du Burundi à Bruxelles et de son secrétaire, M. Bacanamwo.
- Kabira, commune Giteranyi : opération de désarmement par l'armée ; fuite de la population vers Mpamarugamba. Une même opération avait déjà eu lieu le 16 juillet.
- 21.07.95 : Bujumbura : rencontre du président Sylvestre Ntibantunganya avec les évêques catholiques du Burundi.
- Bujumbura : interview du nouveau recteur de l'université : il regrette que les étudiants hutu n'aient pas répondu à son appel à réintégrer l'université. *"Les cours doivent continuer, dit-il, et ceux qui reviendront prendront le train en marche."*
- 22.07.95 : Bujumbura-Bwiza : assassinat d'une famille entière de Tutsi.
- Bujumbura : attaque du campus universitaire de Kiriri par une bande armée hutu : 6 Tutsi tués, dont 4 étudiants ; tirs aussi sur la maison de Pères Jésuites qui se trouve sur le campus ; dégâts matériels importants aux véhicules sur le parking.
- Bujumbura-Bwiza, en face de l'hôtel du Bon Accueil, les milices tutsi tuent et brûlent 5 personnes dont un vieillard, un enfant de 5 ans et une femme enceinte.
- 23.07.95 : Bujumbura, près de Saint Michel : explosion d'une grenade ; coups de fusils et rafales de mitraillette pendant la nuit.
- 24.07.95 : Bujumbura : la ville tourne au ralenti suite à des rumeurs de ville morte.
- 25.07.95 : Mpamarugamba, commune Giteranyi : attaque de la colline par un groupe de militaires, de déplacés tutsi et de Batwa ; destructions matérielles importantes, une trentaine de victimes hutu, parmi lesquelles Pascasie Mbabarempore (neuf ans), Simon Batungane (six ans), Miburo (six mois), tous enfants de Marciane Ndariranganire qui fut gravement blessée ; autres noms de victimes : Ezéchiél Kabiriti et ses deux enfants, Macumi et ses quatre enfants, Miburo et ses trois enfants. La population accuse les militaires de massacrer des innocents et s'interroge sur la participation des déplacés tutsi et des Batwa aux opérations de désarmement. De plus des milices tutsi et des Batwa rançonnent la population hutu jusqu'à 100.000 Fbu. Ceux qui refusent sont conduits chez les militaires et exécutés parce que résistants.
- 26.07.95 : Bujumbura : lettre de la Conférence Episcopale Catholique du Burundi : *"déclaration et prise de position sur la situation de guerre civile dans le pays"* (5 pages).
- 27.07.95 : colline Mukoni à Muyinga : assassinat d'un paysan hutu nommé Jean Batakayo.
- 28.07.95 : Bujumbura-Kamenge : 5ème opération militaire ; fuite massive de la population vers la campagne.
- 31.07.95 : comune Ntega : selon la radio nationale, un réfugié rwandais de Majuri a lancé une grenade qui a fait six victimes, parmi lesquelles le comptable communal et le Rwandais lui-même ; la radio cite parmi les complices l'ancien administrateur hutu Alphonse Propagande qui

a échappé de justesse aux mains des milices tutsi. Le parti de l'opposition UPRONA menace de renvoi tous les réfugiés rwandais.

Université de Bujumbura et Institut Supérieur d'Agronomie de Gitega : aucun étudiant hutu n'a osé réintégrer l'université. Les milices tutsi surveillent les environs des campus.

AOUT 1995

1.8.95 : Bujumbura : exclusion de l'Ordre des Dominicains du Frère Déo Niyonzima, président de la SOJEDEM (Solidarité Jeunesse pour la Défense des Droits des Minorités). Le Frère Déo a fait recours auprès du Vatican, procédure prévue par les statuts de l'Ordre. Entretemps, il continue à lutter pour le renversement du pouvoir actuel, en particulier du président Sylvestre Ntibantunganya qu'il accuse de *"haute trahison"*. Il écrivait récemment : *"Ni les menaces, ni les intimidations, ni même les emprisonnements, rien ne viendra à bout de notre détermination à faire tomber un homme qui prend cyniquement en otage tout le peuple innocent"*.

Bujumbura : selon un document du parti FRODEBU, les milices opérant au Burundi appartiendraient au moins à huit groupes. Les milices hutu seraient de trois ordres : les *"Forces pour la Démocratie"* (FDD) de M. Léonard Nyangoma, le *"Front pour la Libération Nationale"* (FROLINAT), qui a pris naissance dans les camps des réfugiés en Tanzanie ; le *"Parti pour la Libération du Peuple Hutu"* (PALIPEHUTU) né également en Tanzanie et qui a développé sa branche armée au Rwanda et au Zaïre. Les milices tutsi obéiraient à cinq *"commandants"*: M. Jean-Baptiste Bagaza, président du PARENA; le Frère Déo Niyonzima (SOJEDEM) ; M. Cyrille Sigejeje, président du RADDES (Rassemblement pour la Démocratie, le Développement Economique et Social) ; M. Mathias Hitimana, président du PRP (Parti pour la Réconciliation du Peuple) ; M. Ignace Bankamwabo, président de l'ANADDE (Alliance Nationale pour le Droit et le Développement Economique). Ces milices tutsi, qui auraient reçu le renfort d'éléments du FPR (Rwanda) viennent de fusionner en un Front de la Jeunesse Patriotique (FJP). Toujours selon ce document, M. Jean Baptiste Bagaza *"envisage d'installer une partie d'entre eux (ces miliciens) dans la Kibira (forêt) de Bururi"*.

Bujumbura : Dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'OUA, le président du FRODEBU répond positivement à l'invitation de l'OUA d'organiser une conférence de tous les partis à Addis-Abeba ; il regrette le refus des partis politiques de l'opposition et les accuse d'entériner ainsi l'option de la guerre. Il termine sa lettre par un appel au secours désespéré : *"La situation sécuritaire au Burundi a dépassé le seuil de la tolérance"*.

Bujumbura : assassinat de M. Emile Mambula, tutsi, directeur de vente à Mecarudi. Il aurait refusé de financer les *"Sans Echecs"*.

3.8.95 : Bujumbura, à Kamenge : coups de feu toute la journée. Selon une explication, les Forces de l'Ordre à la recherche d'armes, auraient été attaquées. Une autre version rapporte que des habitants de retour sur leurs parcelles ont été pourchassés par les militaires ; il s'ensuit un nouvel exode. Les médias officiels font état d'un militaire tué et de 5 blessés.

Bujumbura : la Radio et la TV nationales continuent à dénoncer la radio pirate *"Rutomorangingo"*.

Sur la route Bujumbura-Cibitoke : un camion militaire est attaqué par des milices hutu : 12 militaires tués.

Nations-Unies : le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali, recommande la création d'une Commission internationale d'enquête judiciaire sur les actes de violences politico-ethniques perpétrés au Burundi depuis octobre 1993.

4.8.95 : Bujumbura : le président de l'UPRONA, M. Charles Mukasi, publie un document de 21 pages intitulé *"La crise burundaise : les fausses solutions du FRODEBU"*. Accusations contre le FRODEBU concernant les thèses du démantèlement de l'armée, de l'intervention militaire étrangère, de la création d'une zone de sécurité humanitaire, de la disqualification de l'appareil judiciaire... Aucune faute de l'UPRONA, aucune allusion aux milices tutsi ni aux exactions de l'armée : *"l'ensemble du corps de la gendarmerie et de l'armée se comporte en général de façon satisfaisante"*.

Bujumbura : deux fonctionnaires de la BRB à bord d'une voiture ont échappé de justesse à la mort suite à des tirs au pistolet par un criminel non identifié, à la sortie de la banque, à 17 h ; l'un d'eux est hospitalisé.

- Province Bubanza : à Rugazi, Muzinda, Bubanza, le "nettoyage" par les militaires s'opère à grande échelle. La paroisse de Musigati est prise sous le feu des armes ; le curé est en fuite. Par après, le commandant militaire a expliqué à la TV que l'attaque a été menée au marché au moyen d'armes lourdes.
- Commune Bukeye : massacre d'une famille de 6 Tutsi par une bande armée hutu.
- 5.8.95 : Bujumbura : le maire de la ville présente aux chefs de zone un projet d'"occupation" sportive, culturelle et utilitaire des jeunes de la capitale.
- Province Cibitoke, à Butara : les Bérets Verts veulent attaquer le Lycée de Butara ; un gendarme technicien médical qui s'y opposait a été mortellement blessé. Les élèves et les professeurs ont pris la fuite.
- Province Cibitoke, à Buganda : assassinat de 30 déplacés tutsi par des milices hutu.
- Bujumbura : tentative d'assassinat du ministre du Développement Rural, M. Séverin Mfatiye, un hutu du FRODEBU.
- 6.8.95 : Bujumbura, à Kanyosha : assassinat d'un commerçant ; destruction de nombreuses maisons.
- Province Bubanza, paroisse Muzinda : pendant l'opération militaire, l'église a été pillée, les hosties consacrées répandues par terre ; un catéchiste et plusieurs responsables paroissiaux ont été tués ; la coopérative a été pillée.
- Province Cibitoke, à Kabulantwa (près de la frontière zaïroise) : des milices hutu attaquent un camp de déplacés tutsi ; bilan : de 38 à 58 personnes sauvagement massacrées, selon diverses sources d'information.
- Commune Mugongo-Manga : attaque par des bandes armées ; pas de victimes humaines : 36 maisons brûlées, 40 vaches tuées ou volées.
- 7.8.95 : Bujumbura : un important convoi militaire de 2.000 hommes, se dirige vers Bubanza et Cibitoke.
- Bujumbura : l'opposition d'obédience tutsi veut lancer une action "ville morte" pour réclamer la démission des directeurs de l'OCIBU, M. Thomas, et de l'ONATEL, M. Fernand Ngendabanka.
- 8.8.95 : Bujumbura : message des évêques catholiques à leurs prêtres (6 pages) : message de paix, d'encouragement, regret de voir des prêtres prendre la fuite à l'insu de leur évêque...
- 9.8.95 : Bujumbura, devant le bâtiment du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : assassinat de l'ancien gouverneur de Kayanza, M. Malachie Surwavuba, hutu.
- Bujumbura : le ministre des Relations Extérieures et de la Coopération rend public les nominations du personnel des ambassades : 10 rappels à l'administration centrale, 10 nominations à la même administration, 28 au service extérieur.
- Bujumbura : M. Sylvestre Singoye, hutu, militant du FRODEBU, fonctionnaire de la BANCOBU est blessé grièvement par 2 balles. Trois autres personnalités hutu sont dans le collimateur : le directeur général de la REGIDESO, M. Jean Pacifique Nsengiyumva, le président de la Banque de Développement et le directeur général de l'ONATEL.
- 10.8.95 : Bujumbura : la MIOB (Mission Internationale d'Observation au Burundi) annonce la visite, du 30 août au 2 septembre, d'une délégation spéciale de l'OUA pour d'importantes consultations.
- 11.8.95 : Bujumbura, à Kabulantwa : le Burundi interdit toute sortie vers le Zaïre, sauf sur présentation d'un laissez-passer spécial.
- Bujumbura : la Radio déclare que le Burundi est attaqué par les anciens militaires rwandais et les *Interahamwe* (milices rwandaises du régime Habyarimana). La ligne de front passerait au Nord de Bubanza à Cibitoke.
- Bururi : le président S. Ntibantunganya visite la 5ème région militaire.
- Province Cibitoke, à Ruseseka : les milices PALIPEHUTU tirent sur les véhicules du gérant du complexe théicole de Buhoro. Les passagers ont pu s'enfuir, non sans blessures. La population des communes Ruyombo et Muzina se plaint d'être la victime du PALIPEHUTU et des Forces Armées.
- Bonn : le ministre allemand des Affaires Etrangères, M. Klaus Kinkel, demande à l'ONU, à l'OUA et à l'UE d'employer tous les moyens diplomatiques pour éviter au Burundi un génocide comme celui du Rwanda. Le président Clinton s'est inquiété, lui aussi, de la "crise humanitaire" au Burundi.
- 13.8.95 : Bujumbura : un cadre hutu témoigne : *"Durant la nuit, une vingtaine de "Sans Echecs" sont arrivés dans ma maison. Ils m'ont saisi, écarté les bras et donné des coups de pieds dans le bas ventre. Certains d'entre eux sont allés chercher de l'eau sale dans la rue et me l'ont fait boire, ce qui a provoqué une dysenterie. Pendant qu'on me tenait, 14 des "Sans Echecs"*

violait ma femme, en ma présence. Alors qu'ils menaçaient de me tuer, je leur expliquais que je connaissais bien M. X, une haute personnalité du pays, dans les années 1980, actuellement très engagée parmi les Tutsi extrémistes. Intimidés, ils sont partis, mais tôt le matin, ils sont revenus et m'ont conduit chez lui. Celui-ci me fit comprendre que, dans le passé, il était mon ami mais que, pour des raisons politiques, ce n'est plus le cas. Il m'a ordonné de déguerpir au plus tôt et m'a offert 5.000 Fbu".

Bujumbura : les groupes extrémistes hutu "Savimbi" et "Sostène" se sont affrontés à Kinama ; des adhérents du groupe "Savimbi" auraient été tués. Selon une version, les "Savimbi" auraient refusé de prêter main forte aux "Sostène" dans un affrontement avec l'armée ; une autre version fait état de règlement de compte à propos d'un partage de butin. L'armée et les milices sont venues raser le quartier et ont pillé la paroisse d'objets pour une valeur de 12 millions de Fbu. Ils ont laissé un message écrit adressé au curé, un Hutu : "Nous t'aurons toi aussi".

Province Ngozi, à Busiga : assassinat de M. Fidèle Ntibarutaye, hutu, ex-conseiller du gouverneur de Ngozi, récemment nommé conseiller d'ambassade à Kinshasa.

- 14.8.95 : Bujumbura : le parti FRODEBU dénonce le massacre de plus de 100 personnes perpétré, la veille, à Kinama, par les Forces de l'Ordre et les milices tutsi. Alors que la Radio nationale en attribuait la responsabilité aux "milices Gedebe" (Génération Démocratique Burundaise), le parti FRODEBU proteste énergiquement en affirmant la vocation strictement politique de la Gedebe qui n'a rien à voir avec les bandes armées.

Bujumbura : le bulletin "Burundi-Info" publie une note du parti FRODEBU intitulée : "SOS Génocide - Massacres à grande échelle à Kinama" : "A voir les massacres à grande échelle sur le dos de l'armée, depuis l'exécution de la politique de désarmement, force nous est d'affirmer que le génocide se commet de façon intermittente pour ne pas éveiller la curiosité de la Communauté internationale". Suit un appel pressant à la Communauté internationale "pour imposer par tous les moyens l'arrêt du génocide en cours".

Province Gitega, à Nyabikere : 36 Hutu dont l'administrateur communal, sont tués par des déplacés tutsi accompagnés de militaires. On compte aussi, à Bugenyuzi, 2 tués et 4 blessés ;

- 15.8.95 : Frontière Zaïre-Burundi : les douaniers burundais ne laissent passer aucune marchandise destinée à Uvira, dans le but d'affaiblir tout ravitaillement des réfugiés burundais.

Bonn : selon un communiqué de presse du "Burundi-Büro" à Bonn, 5 hauts officiers de l'armée burundaise, jugés trop gênants, figurent sur la liste des personnes à abattre, établie par des Tutsi extrémistes, le 5 août 1995. Le communiqué rappelle également que 10 militaires hutu, dont 7 sous-officiers, sont incarcérés sans jugement, à Rumonge, sous prétexte d'avoir voulu tuer leurs compagnons tutsi.

Kinshasa : protestation du ministre zaïrois des Affaires Etrangères contre les préparatifs d'une attaque des camps des réfugiés au Zaïre par les Forces Armées du Rwanda et du Burundi.

- 16.8.95 : Bujumbura : le Premier ministre, M. Antoine Nduwayo, dément dans un message publié à Kinshasa, les préparatifs d'attaque des camps au Zaïre par des militaires burundais.

Province Gitega, à Nyabikere : Mgr Joachim Ruhuna, archevêque de Gitega, célèbre les funérailles des victimes du lundi 14.8.95.

- 17.8.95 : Bujumbura : les 4 partis des Forces de Changement Démocratique expriment dans une lettre au Premier ministre leur inquiétude sur le processus d'épuration ethnique dans l'administration et les entreprises publiques (5 p.) : "En deux semaines, plus d'une dizaine de hauts cadres (tous Hutu) viennent d'être assassinés".

- 18.8.95 : Bujumbura : le parti RADDES du collectif de l'Opposition, invite à la rupture du consensus sur la Convention de Gouvernement signée en septembre 1994 ; si rien n'est fait les deux prochaines semaines, il se réserve le droit "de prendre les dispositions utiles pour engager le processus de destitution du consensus de la Convention de Gouvernement". ("Le parti RADDES face à l'exécution de la Convention", 5 p).

Bujumbura : assassinat de M. Damien Ntibansambiye, hutu, conseiller juridique de la Banque Centrale ; assassinat de M. Rémy Munirwa, directeur de la SOGESTAR, à la sortie d'un Conseil de la REGIDESO.

Cibitoke : le gouverneur de province, M. Mvutse, est attaqué à coups de grenades ; la première explose près de son auto, la deuxième fait éclater un pneu ; pas d'autres dommages.

Muyinga : l'Association des "Sans Familles de Muyinga" lance un tract invitant ses membres à poursuivre et à tuer l'évêque de Muyinga, Mgr Jean-Berchmans Nterere, ou son vicaire général, ou à leur défaut, leurs collaborateurs nationaux et étrangers.

- Muyinga : au camp des déplacés tutsi de Mukoni : une grenade est jetée vers le véhicule de Mgr Jean Berchmans Nterere, de passage à la barrière. L'évêque n'est pas atteint, une femme est blessée près de sa maison.
- 20.8.95 : Gitega : le gouverneur de Gitega est menacé de mort sous le prétexte d'avoir détourné des fonds destinés aux déplacés tutsi.
Zaïre : suite à la décision des Nations Unies de lever l'embargo des armes sur le Rwanda, Kinshasa annonce sa décision d'expulser immédiatement les réfugiés vers leur pays d'origine.
- 21.8.95 : Bujumbura, à la paroisse St Joseph de Ngagara : assassinat par 3 jeunes miliciens tutsi de l'abbé Michel Sinankwa, hutu, directeur du Bureau de Développement et de la Caritas du diocèse de Bujumbura.
Bujumbura : arrivée de l'ancien ministre français, M. Bernard Kouchner, actuellement membre du Conseil Européen. Objet de sa visite: vérifier le "contenu" des résolutions prises avec le gouvernement, lors d'une visite précédente.
- 22.8.95 : Bujumbura : explosion de deux grenades dans le bureau du directeur général de l'ONATEL, un hutu. Pas de victimes.
Bujumbura : messe d'enterrement de l'abbé Michel Sinankwa, présidée par le Nonce apostolique ; 5 évêques et de nombreux prêtres burundais et missionnaires venus de tout le pays y participent. Le ministre du Territoire représentait le gouvernement. Aucune mention à la Radio-TV nationale de cet événement important qui a marqué la vie de la ville de Bujumbura.
Bujumbura : pendant l'enterrement, des "Sans Echecs" passaient près des assistants en disant : *"Vous n'avez pas encore terminé d'enterrer"*. Du milieu des "Sans Echecs", on apprend que les assassins ont reçu 400.000 Fbu offerts par un parti tutsi extrémiste. Des informations persistantes et de source sûre disent qu'un autre prêtre est visé et que l'évêque de Bujumbura doit être tué avant le 6 septembre, date de son départ en voyage. Les témoins de l'assassinat de l'abbé Sinankwa sont menacés de mort, si la police devait appréhender les criminels qui, du reste, sont connus.
Les employés tutsi de l'ONATEL continuent leur grève entamée depuis deux semaines ; ils exigent la démission du directeur général, un Hutu.
Nations Unies : selon le HCR, 1.540 réfugiés burundais ont été rapatriés de force du Zaïre ; la plupart sont des femmes et des enfants.
Ruyigi , à Kayongozi : assassinat de 4 personnes d'une même famille.
Zaïre : Kinshasa subit des pressions des Nations Unies et de plusieurs pays contre le rapatriement forcé des réfugiés burundais et rwandais. Les Nations Unies promettent d'organiser un rapatriement volontaire. La décision de Kinshasa a semé la panique dans les camps des réfugiés dont 80.000 ont pris la fuite dans les montagnes du Kivu.
- 23.8.95 : Bujumbura : attaque d'un dépôt de la coopération allemande ; 4 gardiens assassinés, 2 grièvement blessés ; c'est le 3ème pillage dans le dépôt de la GTZ.
- 25.8.95 : Naïrobi : le ministre des Transports, Postes et Télécommunications du Burundi, M. Innocent Niyimpagaritse, un Hutu du parti du peuple (PP), annonce sa démission et son départ du Burundi; *"ma présence au sein de l'actuel gouvernement n'a plus de sens"*, a-t-il déclaré.
- 26.8.95 : Province Kayanza, vers la frontière rwandaise : nouvelles attaques ; 3 tués et 38 maisons brûlées.
- 28.8.95 : Bujumbura, à Kamenge : tirs d'armes à feu ; une école de Ngagara est incendiée.
Province Bujumbura, à la paroisse de Matara : sous l'instigation d'un ancien militaire connu, des jeunes tutsi menacent de tuer une Soeur qui leur demandait de dégager un dortoir du dispensaire et d'occuper un autre mis à leur disposition.
Bujumbura, à l'ONATEL (Office National des Télécommunications), les communications internationales sont coupées depuis le 28.8.95 ; la grève des Tutsi continue.
Zaïre, Uvira : suite aux pressions de la Communauté Internationale, le Zaïre suspend le rapatriement forcé des réfugiés rwandais et burundais.
- 29.8.95 : Université de Bujumbura : aucun des 800 étudiants hutu n'a réintégré l'Université qui est désormais fréquentée seulement par les 3.000 étudiants tutsi.
Province Cibitoke, à Butahana : tôt le matin, l'armée encercle la zone de Butahana : vers 7 h 30, commencent les tirs au fusil, au mortier et au canon. Bilan : plusieurs cadavres et des blessés graves. Sur la colline de Mukoma, on a retrouvé 49 cadavres dont 3 hommes seulement. La population avait été autorisée à quitter Butahana et à se regrouper à Mabayi pour permettre une opération de poursuite des bandes armées. Peu de monde était venu à Mabayi ; les habitants

avaient préféré se retirer dans les montagnes ; ceux qui sont restés par ignorance ou endoctrinement du PALIPEHUTU, ont été les victimes du nettoyage.

Nations-Unies : le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte à l'unanimité la résolution 1012, mandatant "cinq juristes impartiaux, expérimentés et internationalement respectés pour enquêter sur la mort de Melchior Ndadaye et les massacres qui l'ont suivie". Plusieurs experts doutent de l'efficacité de cette commission dont l'exercice est de "droit recommandatoire" : "Une enquête sans tribunal risque d'accentuer, sur place, des sentiments déjà existant de haine et de frustration" (Pedro Nikken, expert en droit humanitaire).

30.8.95 : Kirundo : assassinat d'une famille de 4 personnes.

31.8.95 : Bujumbura : le président S. Ntibantunganya et le Premier ministre, M. Antoine Nduwayo, rendent visite à plusieurs zones de Bujumbura. Le président dit sa satisfaction de voir les jeunes étudiants en vacances occupés aux travaux de nettoyage des zones plutôt que d'être récupérés par les "Sans Echecs", les "Villes mortes".

Bujumbura : nomination du nouveau ministre des Télécommunications, M. Védaste Ndendanganya.

Bujumbura : le presbytérium du diocèse de Bujumbura fait passer à la radio un communiqué disant la réprobation de tous les prêtres devant le meurtre de leur confrère, l'abbé Michel Sinankwa.

Bujumbura : déclaration de l'UPRONA demandant le démantèlement des bandes armées et de la radio pirate *Rutomorangingo*.

SEPTEMBRE 1995

1.9.95 : Bujumbura : manifestation dans la ville contre la décision du ministre de l'Enseignement d'appliquer la photo d'identité sur le diplôme de l'examen national pour éviter la fraude et le trafic des diplômes.

Province Kirundo, à Mukenke : assassinat d'une famille hutu de 5 personnes par des déplacés tutsi du camp de Mukenke.

Muramvya : violences meurtrières ; 4 tués, 2 disparus, 2 blessés.

Province Karusi, à Butaha : M. Ruribikiye Venant, Hutu, est assassiné par des militaires et des déplacés tutsi.

2.9.95 : Bujumbura : clôture du séminaire d'information à l'intention des diplomates burundais : taux record d'absentéisme.

Muramvya : représailles par des Twa contre les violences de la veille : 2 morts, 3 disparus, 2 blessés.

4.9.95 : Bujumbura : visite du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés ; entretien avec le Premier ministre sur le problème du rapatriement des réfugiés.

6.9.95 : Bujumbura : fermeture de l'ENAPO (Ecole nationale de Police).

Bujumbura, à Kamenge : tirs nourris de mitrailleuses et de mortiers.

Bujumbura : échec de l'opération "*occupation des jeunes*" financée par la Communauté Européenne. Chaque zone devait présenter 300 jeunes ; à plusieurs endroits, des bandes extrémistes tutsi ont conscrit de force jusqu'à 2.400 jeunes ; par ailleurs, les quartiers hutu de Kinama et de Kamenge ne figuraient pas parmi les endroits visés.

Bujumbura : situation de certains centres de déplacés : Kabezi : 864 déplacés ; Ruziba : 14.565 dont 10.565 en provenance de Muhuta (les affrontements du 16 août à Muhuta ont entraîné la fuite de 35.000 personnes vers Rumonge-Muhuzu et de 10.000 personnes de Mugerera vers Kabezi).

Dans les régions de Rumonge, Gatumba, Cibitoke et Bubanza, le choléra a fait plus de 100 morts. Le HCR et le CICR ont lancé l'alarme sur RFI et BBC : on craint que l'épidémie n'envahisse Bujumbura.

Route Bugarama - Bujumbura : une bande armée tire sur un convoi de 5 véhicules, apparemment choisis au hasard ; 3 personnes sont tuées, deux civils et un militaire ; l'archevêque de Gitega, Mgr Joachim Ruhuna, en sort indemne ; l'abbé Guido Rurangirwa est mortellement blessé.

A Muyinga : arrestation suivie de la disparition de M. Rurangira Alphonse, un Hutu

7.9.95 : Bujumbura : démission de l'avocat tchadien, envoyé spécial de l'ONU pour les droits de l'homme.

- Bujumbura : déclaration de l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Robert Krueger, à l'Agence France Presse, à propos d'un massacre de 30 à 50 personnes, le 28 août 1995.
- Ngozi : réunion du Gouverneur avec des cadres du HCR sur la situation des réfugiés rwandais à Ngozi ; peu de volontaires pour le rapatriement, sinon au camp de Magara qui regroupe 32.290 réfugiés ; on compte 954 logis déjà vides.
- Province Kayanza, en zone de Nyabihogwa : assassinat de 10 Hutu par des miliciens tutsi venant du site des déplacés de Cambazi-Muruta.
- 8.9.95 : Bujumbura : suspension par le Premier ministre du Directeur général de l'Office National des Télécommunications (ONATEL), M. Ferdinand Ngendabanka, hutu, par mesure d'ordre ; nomination des membres du nouveau Conseil d'Administration.
- 9.9.95 : Bujumbura, à Cibitoke : attaque de bandes armées : 3 morts.
- Bujumbura : dans une lettre au président du parti FRODEBU, Mme Laurence Ndadaye, épouse de feu le président Melchior Ndadaye, condamne l'exploitation par le CNDD de l'effigie de son mari défunt à *"des fins humiliantes et nuisibles à l'image du héros de la démocratie"* car, selon elle, il s'est toujours opposé à la violence.
- Bujumbura : les partis des Forces de Changement Démocratique (FRODEBU, PP et RPB) expriment dans une lettre au Premier ministre *"leur indignation face aux agissements injustes et arbitraires de l'appareil judiciaire burundais tombé dans un ethnisme et un extrémisme primaire"* ; ils dénoncent aussi sa *"composition quasi monoethnique tutsi... Les moyens qui manquent (à la justice) pour arrêter les criminels tutsi sont vite disponibles pour incarcérer les Hutu"* (plus de 4.500 jusqu'à présent).
- 10.9.95 : Bujumbura : discours du président de la République à l'occasion du premier anniversaire de la Convention de Gouvernement : message rassurant.
- Bruxelles : rencontre de la communauté burundaise avec plusieurs membres de la Commission technique chargée de préparer le débat national. Le groupe des Burundais met en question l'efficacité du travail de la Commission dont seulement 27 des 53 membres participeraient aux séances ; ils demandent la mise en place de conditions préalables : l'arrêt des violences, la constitution d'un tribunal crédible, la neutralisation des putschistes, le retour de l'armée dans les casernes, la présence d'une assistance internationale armée et technique.
- 11.9.95 : un communiqué du CNDD déclare que le 6 septembre *"deux camions pleins de militaires ont été détruits à hauteur de Bugarama"*. Le même communiqué cite le journal extrémiste tutsi *"Le Carrefour des Idées"* du 15.7.95 : *"Beaucoup de nos militaires meurent sur le champ de bataille et beaucoup d'autres sont grièvement blessés"*.
- Bujumbura : démenti par le ministre de l'Intérieur des accusations de l'ambassadeur des Etats-Unis : *"Ses allégations visent à ternir l'image du pays et à raviver la haine et la division entre les composantes de la société burundaise"*.
- Bujumbura : le secrétaire d'Etat à la Coopération, M. Nicolas Mayugi, adresse une note diplomatique de réprobation à M. Robert Krueger, ambassadeur des Etats-Unis, relative à sa déclaration faite à l'Agence France Presse, le 7 septembre 1995. De retour d'une mission à l'extérieur, le ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, M. Paul Munyembari, condamne la note du Secrétaire d'Etat à la Coopération *"qui ne reflète en rien la position du gouvernement"*. Le Premier Secrétaire du ministère des Relations Extérieures, M. Stanislas Nakaha, réagit à son tour contre la déclaration de l'ambassadeur des Etats-Unis et celle de son ministre Paul Munyembari. Finalement, le président de la République demande à son Premier ministre que cesse immédiatement *"la cacophonie déshonorante à l'endroit de notre pays qui a entouré l'affaire Krueger"*.
- Province Muyinga, à Burambira et Gisakuza : opération dite de désarmement menée par des militaires, des déplacés tutsi et des Twa de Gashoho et Gisanze ; 16 Hutu tués, dont 7 enfants ; beaucoup de maisons saccagées, dont 22 à Gisakuza.
- 12.9.95 : Bujumbura : protestation des membres du gouvernement appartenant aux Forces de Changement Démocratique contre les déclarations du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, M. Gabriel Sinarinzi, sur la Radiotélévision nationale, les 8 et 9 septembre 1995 ; ils dénoncent *"les propos inconvenants tenus publiquement par ce ministre à l'endroit d'un représentant d'une Nation aussi souveraine et amie que les Etats-Unis, et condamnent fermement ce genre d'attitude indigne de la part d'un membre du gouvernement"*. Ils dénoncent aussi *"le silence ou alors le mensonge complice des services d'information étatiques compétents"*.
- Province Karusi, à Sagara : assassinat de M. Nkurikiye, Hutu, par des militaires

- 14.9.95 : Province Karusi, à Butaha : attaque menée par des déplacés tutsi; vols et dégâts matériels
- 15.9.95 : Bujumbura, à Kamenge : perquisition au Centre neuropsychiatrique de Kamenge, à la demande du directeur accusé de cacher des "assaillants" ; quelques 1.200 Hutu s'étaient réfugiés au Centre, lors des épurations ethniques de Kamenge. La gendarmerie a emmené une vingtaine de jeunes sans pièces d'identité.
- Bujumbura, paroisse Masango : assassinat à la baïonnette par des militaires de l'Abbé Maximilien Bitariho et de deux catéchistes, peu avant la messe. Le corps de l'abbé a été retrouvé dans un w.c. près du marché. C'est le 12ème prêtre assassiné depuis octobre 93 (10 Hutu, 2 Tutsi) et le 6ème ces 3 derniers mois. Vers 2 h du matin, les militaires ratissent la zone de Masango ; selon les premières sources d'information, il y aurait 500 morts, tous Hutu.
- Province Karusi, à Gitaramuka : un rapport en provenance de Marenga fait état de la présence de 800 assaillants hutu prêts à affronter l'armée ; un planton communal est grièvement blessé. Arrivent deux "blindés" qui déposent des militaires à Marenga et continuent leur route, prenant chacun une autre direction. Quelques minutes plus tard, les militaires ouvrent le feu sur les gens restés au marché ; bilan : 80 Hutu tués et enterrés dans 3 fosses communes ; les "blindés" ont également fait des victimes sur leur chemin.
- Nouvelles opérations des deux "blindés" et d'un camion militaire les 16 et 19/9/95 ; bilan inconnu. Le marché très florissant de Marenga était ciblé depuis longtemps.
- Nations-Unies : le Secrétaire général, M. Boutros Boutros Ghali, nomme les 5 membres de la Commission Internationale d'enquête sur l'assassinat du président Ndadaye et les massacres qui l'ont suivi.
- 17.9.95 : protestation et mise en garde du CNDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie) contre la participation de Nord-Coréens dans les opérations militaires de l'Armée du Burundi, notamment dans les accrochages de Cibitoke et Bubanza.
- Karusi : embuscade contre un véhicule de la MIOB (Mission Internationale d'Observation au Burundi) par une bande armée de 20 hommes ; un soldat à bord du véhicule a été tué, le chauffeur gravement blessé, l'infirmier burkinabé de la MIOB en est sorti indemne. Les observateurs de l'OUA ont suspendu leurs activités et réclamé trois jours de réunion pour examiner les problèmes de sécurité.
- Province Muyinga, à Nyarunazi : assassinat de M. Ruberintwari Sévérin par des militaires : chef d'accusation : il portait une chemise d'uniforme militaire.
- 18.9.95 : Bujumbura : tentative d'assassinat du curé de la paroisse de Kinama.
- Bujumbura : le service de l'Immigration restreint considérablement la délivrance de passeports pour freiner l'exode du pays ; les jeunes hutu sont soupçonnés de s'enrôler dans les milices à l'étranger.
- Karusi : assassinat par des militaires de M. Pierre Bashingwa, hutu, entrepreneur, parrain des étudiants du collège de Kamenge.
- Province Karusi, à Mutumba : assassinat de M. Saganga Agricole par des militaires avec la complicité d'un fonctionnaire.
- Ngozi : attaque de la centrale électrique de Rwegura ; dommages matériels ; coupure de courant sur la ligne Kayanza-Ngozi.
- Province Muyinga, colline Kara : 7 Hutu tués par des déplacés tutsi accompagnés de militaires
- Bruxelles : les collectifs EUROSTEP et EUROCIDSE appellent l'Union Européenne *"à adopter une attitude beaucoup plus active et plus cohérente par rapport à la crise dramatique du Burundi. Ils craignent que des centaines de milliers de personnes puissent mourir dans les mois à venir si des efforts supplémentaires ne sont pas faits pour arrêter cette escalade de la violence"*. Parmi les mesures à prendre figure *"la préparation (dans le cadre des Nations Unies) de plans en vue d'être prêts pour une intervention sous le mandat des Nations Unies si la violence venait à s'aggraver encore"*.
- 19.9.95 : Province Muyinga, à Ngarama : attaque de deux familles hutu à Kara par des déplacés tutsi de Nyarunazi, accompagnés de quelques militaires ; bilan : 7 morts et du matériel volé.
- Province Muyinga, à Mukoni : assassinat de M. Charles Bampangaso et de son épouse, Mme Goretti Kwizigiye, 2 Hutu.
- Province Karusi, à Bugwana: les milices hutu attaquent un camion militaire ; 7 soldats blessés.
- 20.9.95 : Un communiqué de presse du CNDD déclare que *"du 26 juillet au 30 août 1995, 267 militaires de l'armée burundaise ont péri dans les combats contre 4 seulement chez nous... beaucoup d'autres sont blessés. Trois véhicules blindés, six camions et une Jeep ont été brûlés par nos combattants"*.

- Nairobi : le président du Kenya, M. Arap Moi, se prononce pour la dissolution des armées burundaises et rwandaises.
- 21.9.95 : Bujumbura, à Kamenge : début d'une tournée de visites du président et du Premier ministre dans les anciens quartiers hutu ; selon le chef de zone, il n'y a plus que 42 familles à Kamenge ; les maisons sont détruites.
Province Muyinga, à Mukoni : 2 Hutu tués et 2 autres blessés par un militaire
Bruxelles : résolution du Parlement Européen sur la situation dans la région des Grands Lacs africains, notamment au Burundi et au Rwanda: pas d'éléments nouveaux.
- 22.9.95 : Cibitoke : attaque d'une voiture sur la route de Mabayi ; bilan: ?.
- 23.9.95 : Bujumbura , coupures de courant "tournantes" de quartier en quartier
Ngozi-Kayanza : pas d'électricité ;
Bubanza : coupure d'eau ; adduction endommagée.
- 25.9.95 : Bujumbura : tirs d'armes à feu à Kamenge et aux environs ; bilan inconnu.
Karusi, dans la région de Gitaramuka (Ruhata, Rusagara, Kavumu, Ruyaga, Cigati, Rwizingwe) : représailles opérées par des militaires, des déplacés et des milices tutsi ; fuite de la population vers les communes périphériques de Tangara, Muyinga, Gasorwe ; 55 Hutu tués, 131 maisons incendiées à Rwizingwe.
- 26.9.95 : Bujumbura : Conseil des ministres : absence des ministres de l'opposition. Le Premier ministre déclare qu'il ne s'agit pas d'une crise gouvernementale mais de consultations à faire avant le Conseil.
Bujumbura, à Cibitoke : assassinat de 7 Hutu arrêtés lors de la perquisition du Centre psychiatrique de Kamenge, le 15 septembre 95.
- 27.9.95 : Bujumbura, à Buyenzi, av.15 n° 21 : assassinat d'un homme de 25 ans par des milices tutsi.
- 28.9.95 : Bujumbura, à Buyenzi, av. 17 n° 25 : assassinat d'un Zaïrois.
Kayanza, à Ranga, collines Kabuye et Rama : massacre de 18 Hutu par des milices tutsi, des militaires et un fonctionnaire
- 29.9.95 : Bujumbura rural : visite par le président de la République, le Premier ministre et des Ambassadeurs, de déplacés hutu pour les ramener dans leurs cités de Kamenge et de Kinama.
Bujumbura : tirs pendant la nuit à Kinama, Kamenge, Ngagara et sur les collines périphériques.
Bujumbura, au Conseil des ministres : divergences profondes entre les ministres de l'opposition (tendance tutsi) et ceux des Forces de Changement Démocratique (tendance hutu) sur la question de la sécurité.
Bujumbura, à Kanyosha : assassinat de 2 hommes ; un enfant blessé.
Bruxelles : Résolutions des Parlementaires des pays de l'ACP et du Parlement Européen sur le Burundi : dans la ligne de celles du Parlement Européen du 21 septembre 1995.
- 30.9.95 : Bujumbura, à Kamenge : explosions de grenades et rafales de mitraillettes ; bilan inconnu.
Bururi, à Buyengero : assassinat de 3 Italiens par des miliciens : 2 missionnaires, les PP. Maule Ottorino et Aldo Marchiol et une volontaire laïque, Melle Gubert Caterina. Le Représentant Spécial de l'ONU, M. Ahmed Ould Abdallah, a qualifié ces meurtres d'"*abomi-nables*" ; il s'inquiète d'une campagne menée par certains journaux burundais contre l'Eglise catholique. Selon les "*Nouvelles des Grands Lacs*", les Pères avaient pris la défense des Hutu dans un procès ; ils auraient également été témoins de massacres commis par des militaires.
Ruyigi : assassinat de 24 personnes.
Muyinga, commune Mwakiro, à Bukwanzi : 4 Hutu d'une même famille sont tués par des déplacés tutsi du camp de Nyarunazi.
Bonn : Le *Burundi-Nachrichten* publie le discours de Mgr Alfred Ndoricimpa, évêque de l'Eglise méthodiste du Burundi, devant le *Christian Council of Tanzania*, à Dodoma, le 8 juin 1995 ; le conférencier a réagi sur 3 propositions de solution ; si la répartition ethnique du territoire lui paraît pratiquement impossible, par contre, il envisage la possibilité d'une provisoire mise sous tutelle internationale du pays ou bien le rattachement à la Tanzanie, ce qui démobiliserait le conflit ethnique et offrirait un espace vital à un Burundi surpeuplé.

- 1.10.95 : Bujumbura : message du président de la République à l'occasion du 1er anniversaire de sa nomination comme chef d'Etat : *"Pas plus les bandes armées de Nyangoma que les "Sans Echec" et les "Sans Défaite" ne sont le salut des Hutu et des Tutsi... Il faut les combattre"*.
- 2.10.95 : Karusi : exécution sommaire de 27 prisonniers hutu dans les cachots de la police de sécurité publique ; 4 gendarmes ont été arrêtés.
Bujumbura : le président de la République, le gouverneur de la province de Bururi et le président du parti FRODEBU condamnent sévèrement les commanditaires des assassinats à la paroisse de Buyengero et présentent leurs condoléances aux familles éprouvées, au peuple italien et à l'Eglise du Burundi.
- 3.10.95 : Province Kirundo, à Kibazi : assassinat de 5 Hutu par des militaires.
Province Kayanza, à Campazi : attaque des milices hutu contre le camp des déplacés tutsi, en représailles d'une tuerie de Hutu qui étaient passés près du camp. Bilan : 47 Tutsi tués.
Bruxelles : un communiqué de presse du cabinet du président du Conseil National de la Défense de la Démocratie (CNDD) condamne l'assassinat des trois ressortissants italiens de Buyengero ainsi que certains journaux burundais qui diabolisent les Eglises chrétiennes. Il circule à Bujumbura une liste de prêtres hutu et missionnaires à abattre.
- 4.10.95 : Province Muyinga, commune Gitaramuka, colline Rwizingwe : 19 Hutu tués et 4 blessés par les militaires et les déplacés tutsi ; 135 maisons brûlées.
Dar-es-Salaam : l'ambassadeur du Burundi, M. Jonathan Niyungeko, du parti UPRONA est déclaré *"persona non grata"*, à cause des incursions de l'armée burundaise sur le territoire tanzanien pour y exercer le droit de poursuite des milices hutu. Selon une source d'information, l'ambassadeur se livrait à un trafic d'armes.
Nairobi : à l'occasion de sa visite au président du Kenya, le président du Burundi se dit réticent pour collaborer avec le Tribunal International pour le Rwanda. *"Nous devons d'abord savoir, dit-il, qui a tué notre président, M. Cyprien Ntaryamira, et pour quelle raison"*.
Zaïre : le CNDD de M. Léonard Nyangoma accuse la gendarmerie burundaise de l'assassinat des trois Italiens à Buyengero ; les victimes auraient été des témoins gênants de massacres. *"C'est archi-faux"*, répond un officier de la gendarmerie.
- 5.10.95 : Bujumbura : dans une lettre adressée au président de la République, le président du parti UPRONA, M. Charles Mukasi, reproche aux partis de la mouvance présidentielle de poursuivre une stratégie de déstabilisation des institutions ; il s'attaque également au président de la République à cause de ses voyages "suspects" à l'étranger.
Bujumbura : M. Déo Niyonzima, chef de la Solidarité des Jeunes pour la Défense des Minorités (SOJEDEM) qualifie le président de la République de *"chef génocidaire"*.
Bujumbura : le Premier ministre, M. Antoine Nduwayo, demande au ministre de la Défense de procéder aux enquêtes sur le massacre des détenus au poste de la police de sécurité publique à Karusi, le 2 octobre.
- 7.10.95 : Province Bujumbura, à Matara : attaque d'un camion sur la route d'Ijenda ; bilan : 3 tués.
- 8.10.95 : Cibitoke : visite du président de la République ; à la fin de la messe, il s'adresse aux fidèles dans l'église, puis il se rend à la grande assemblée sur le marché de Mugina.
Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Bihonga : attaque de familles hutu par des déplacés tutsi du camp de Mukoni. 16 Hutu tués et vol de vaches.
- 9.10.95 : Nairobi : un communiqué de la présidence du Burundi déclare à propos du Tribunal International pour le Rwanda qu'*"elle ne pourra manquer dès qu'elle en sera saisie... de donner son concours à toute démarche internationale visant à mettre l'impunité au pas"*.
- 10.10.95 : Province Cibitoke, commune Mabayi : attaque du camp militaire par un groupe de milices hutu dit "Kossan". Représailles des militaires sur la population : 10 Hutu tués ; fuite de la population. Attaque aussi par les militaires de l'usine théicole de Buhoro, le jour de paie. Bilan inconnu.
Bujumbura : le représentant permanent de l'ONU, M. Ahmed Ould Abdallah, annonce la fin de sa mission au Burundi ; il retourne au Bureau des Nations Unies à New York où il était conseiller spécial aux Affaires économiques.
Bujumbura : le périodique *Le Patriote*, de tendance tutsi extrémiste, publie deux pages de critiques virulentes contre les ecclésiastiques. *"Il faut expulser, écrit-il, tous les prêtres italiens du Burundi"*.

- Bujumbura : la radio nationale fait le point sur la situation à Bubanza : la population a fui ; les autorités veulent remettre en place une administration militaire.
- Bruxelles : selon une interview de M. Jérôme Ndiho, porte-parole du CNDD, le FRODEBU serait scindé en trois tendances : le CNDD de Nyangoma qui prône la lutte contre l'armée burundaise, le groupe *Ntibantunganya* qui n'aurait plus de crédibilité et, entre les deux, le groupe de Jean Minani, chef du FRODEBU à l'intérieur du pays, qui a phagocyté la tendance *Ntibantunganya* ; cette troisième voie n'est pas la solution *"tant qu'on ne revient pas aux acquis de juin 1993, qu'il n'y aura pas de Tribunal International pour mettre fin à l'impunité et que l'armée ne rentre pas dans les casernes"*.
- 11.10.95 : Bujumbura : explosion d'une grenade dans la ville. Plusieurs missionnaires quittent le pays pour raison de sécurité.
- Bujumbura : lettre adressée par les prêtres du diocèse de Bujumbura à leurs chrétiens : message spirituel de compassion et de fidélité (3 pages).
- 12.10.95 : Province Gitega, commune Bugendana : une bande armée de voleurs et d'assassins est signalée dans la région de Nkanda. Des militaires accompagnés de déplacés tutsi de Mugeru sont allés ravager les collines de Mirama, Kibare, Nkanda, Mwurire. Bilan : 15 Hutu tués et plusieurs blessés ; 33 maisons brûlées à Mirama, 95 à Kibare, un nombre inconnu à Nkanda et à Mwurire.
- Bujumbura : le président de la République et le Premier ministre procèdent à un remaniement important du gouvernement ; 7 nouveaux ministres. Les Forces du Changement Démocratique (le FRODEBU et les partis alliés) ne détiennent plus que 11 ministères sur 26. Les appréciations de ce remaniement sont divergentes ; selon les uns, il s'agit d'une équipe ministérielle modérée et compétente, selon les autres, le coup d'Etat du 21.10.93 y trouve son compte.
- Bujumbura : nomination par le président de la République du Conseil Economique (30 membres) et du Conseil National de la Sécurité (33 membres).
- Bujumbura : la ligue des droits de l'homme *Iteka* s'inquiète de la persistance de la violence meurtrière dans le pays et formule des recommandations aux autorités burundaises et à la Communauté internationale ; elle dénonce aussi la paralysie de la justice.
- 13.10.95 : Bujumbura : 34ème anniversaire de la mort du prince Louis Rwagasore, fondateur du parti UPRONA et héros de l'indépendance du Burundi ; messe, cérémonie au mausolée, allocution du président de la République
- Bujumbura : le ministre de l'Enseignement reporte l'ouverture des écoles du 16 au 23 octobre.
- 14.10.95 : Bujumbura : coups de feu à Kanyosha durant la nuit.
- Bururi : cérémonie de la remise des brevets aux lauréats de la 36ème promotion de l'école des sous-officiers. *"La mission militaire, devait préciser le ministre de la Défense, ne peut agir ni pour le compte d'une ethnie ni pour celui d'aucun autre groupe, mais pour le compte de l'équité, garant des droits de la personne humaine"*.
- Bujumbura, quartier Kamenge : coups de feu : 2.500 personnes se réfugient à la clinique psychiatrique de Kamenge.
- Bujumbura : marche pour la paix du Parti pour le Redressement National (PARENA). Le président du parti, M. Jean Baptiste Bagaza, rassure tout le monde : il n'entretient pas de milices.
- Province Muyinga, à Bwica : des déplacés tutsi attaquent la maison du chef de zone, M. Séverin Sabimbona ; un enfant est blessé ; dégâts matériels et vols.
- Londres : dans un article consacré au Burundi, l'hebdomadaire *The Economist* cite les paroles de l'ancien président, M. Pierre Buyoya, que *"dans quelques jours, dans quelques mois... le Burundi entrera dans une guerre civile comme ce fut le cas en Angola et au Mozambique"*.
- 15.10.95 : Province Kirundo, à Mutara : des déplacés tutsi attaquent 4 familles de petits commerçants hutu : bilan : 11 Hutu tués, maisons endommagées et vol d'argent.
- Bujumbura : au retour du Zaïre, le président de la République, M. Sylvestre Ntibantunganya, déclare avoir reçu des informations importantes sur le problème de la radio pirate du CNDD ; une solution interviendra ces prochains jours.
- Bujumbura : réunion générale de la SOJEDEM, de tendance tutsi extrémiste. A voir le nombre de voitures et de participants, force est de constater que les défenseurs des droits des minorités imposent leur loi dans la capitale.
- Province Muyinga, à Mukoni-Kwibuye : assassinat de 8 personnes. A Gatovu : assassinat d'une personne et 2 blessés.

- 16.10.95 : Bujumbura : décret présidentiel portant nomination, à la Documentation Nationale, de M. Ferdinand Ngendabanka au poste d'administrateur général et du lieutenant colonel M. Gervais Nimubona, à celui d'administrateur général adjoint.
 Bujumbura : le président et le Premier ministre demandent au Secrétaire général des Nations Unies de mettre hors d'état de nuire la radio pirate du CNDD, "*Démocratie - La Voie du Peuple*".
 Bujumbura : le président de la République rencontre les représentants des jeunes au Centre Islamique. Beaucoup de critiques. Certains jeunes ont même osé lui proposer de démissionner pour voir si les choses n'allaient pas s'améliorer.
 Province Muyinga, sur la route de Rusengo, la nuit : arrivée d'un camion militaire ; des cris ; le matin, 8 cadavres les visages défigurés.
 Province Muyinga, colline Gatovu : des Twa attaquent la famille de M. Jacques Bihengarare ; bilan : 2 morts et 2 blessés.
 Province Muyinga, à Buhinyuza, colline Nyankurazo : des déplacés tutsi attaquent la famille de M. Jean Bukuru ; ils le tuent et pillent la maison.
- 17.10.95 : Bujumbura : une délégation burundaise conduite par le ministre des Finances, M. Salvator Toyi, rentre d'une mission de travail auprès des institutions de Breton Woods. Une délégation de la Banque Mondiale viendra au Burundi, le 27 octobre, celle du Fonds Monétaire International vers la fin novembre.
- 18.10.95 : Bujumbura : mandat d'arrêt contre MM. Paul Munyembari, ex-ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, Issa Ngendakumana, ex-secrétaire d'Etat à la Sécurité Publique, Emmanuel Sindayigaya, ex-ministre de l'Energie et des Mines, Audifax Ndabitoreye, ex-directeur général de la Documentation, tous Hutu, limogés de leur poste lors du récent remaniement ministériel. Les vraies raisons de ces mandats d'arrêts seraient leur position en faveur d'une négociation avec le CNDD, exprimée dans un conseil de ministres particulièrement houleux.
 Province Muyinga, colline Musenga : attaque de 3 familles par des inconnus ; bilan : 5 morts et des blessés graves.
 Bujumbura : reportage détaillé de la radio nationale sur des prises d'armes faites sur les milices hutu dans la forêt du nord-est du pays.
 Bujumbura : départ pour New York du président de la République pour assister aux cérémonies du 50ème anniversaire de l'ONU. Il y rencontrera les présidents du Rwanda et du Zaïre et traitera des problèmes de la région des Grands Lacs.
- 19.10.95 : Bujumbura : déclaration de la ligue des droits de l'homme *Iteka* sur la justice, face à la détérioration socio-politique du pays (2 pages).
 Bujumbura : décret présidentiel portant nomination de M. Vénérand Nzohabonayo au poste de Conseiller principal des questions de sécurité et de M. Audifax Ndabitoreye au poste de chargé de mission à la présidence de la République.
- 20.10.95 : Bujumbura : déclaration du parti UPRONA sur certains faits de l'actualité. Le parti estime inacceptables les nominations de M. Issa Ngendakumana au poste de Secrétaire général adjoint des Services de Sécurité et de Défense, de M. Germain Nkeshimana au poste d'Administrateur général adjoint des services des Migrations et de M. Ferdinand Ngendabanka à la direction générale de la Documentation ; tous les trois sont des Hutu. "*Ces anciens ministres sont des complices réels des ennemis de la paix et de la sécurité. Le parti critique également les voyages coûteux du président pour mener 'sa diplomatie de trahison'*".
 Province Muyinga, commune Buhinyuza, colline Gitaramuka : attaque de deux familles par des militaires et des déplacés tutsi ; bilan : 12 Hutu tués, des maisons pillées. Les criminels ont été identifiés.
- 21.10.95 : Bujumbura : les arrestations de hauts cadres hutu continuent : l'ex-gouverneur de Bujumbura rural, le Dr Aloys Hakizimana, est détenu depuis août 1995 ; l'ex-gouverneur de la province Muyinga qui venait d'être nommé à l'ambassade du Burundi à Kinshasa, M. Balthazar Ndikumurwanko, est détenu depuis septembre 1995 ; l'ex-directeur du Service de la Documentation, M. Donatien Ndayizeye, est détenu depuis 1994 ; un ancien haut cadre de la Police de l'Air et des Frontières (PAFE) est détenu depuis 1994 ; ce sont tous des Hutu.
 Makamba : assassinat par des gendarmes de M. Isidore Kazohirwa, chef de la Documentation de la province de Makamba.
 Bujumbura : l'ambassade de France nie catégoriquement les allégations selon lesquelles elle abriterait M. Audifax Ndabitoreye frappé d'un mandat d'arrêt.

- Muyinga-ville : des miliciens tutsi *Sans Echechs* s'attaquent à deux militaires ; bilan : un tué et un blessé.
- Au camp de Mukoni, arrestation et bastonnade d'une dizaine de *Sans Echechs* ; les autres se cachent.
- Bruxelles : message du président du CNDD, M. Léonard Nyangoma, à la nation burundaise, à l'occasion du 2ème anniversaire de la mort du président Melchior Ndadaye (13 pages). En conclusion, M. Léonard Nyangoma exige la tenue d'une conférence internationale qui devra déboucher sur des négociations entre belligérants à propos, entre autres, de la réforme de l'armée, de l'abolition de la Convention de gouvernement, du jugement des assassins du président Ndadaye, de la tenue d'élections présidentielles et communales ; "*A défaut de cela, la guerre continuera jusqu'à la victoire*".
- 22.10.95 : Bujumbura : marche silencieuse de manifestants tutsi, en mémoire des 70 élèves tutsi brûlés dans l'école de Kibimba en 1993.
- Bujumbura, à la prison de Mpimba : assassinat de 3 prisonniers ; d'autres ont été blessés.
- 23.10.95 : Bujumbura : rentrée timide des écoles secondaires
- Bujumbura, à Bwiza : arrestation de *Sans Echechs* par la gendarmerie.
- New York : les présidents Mobutu, Museveni et Mwinyi demandent au Centre Carter de les aider à convoquer rapidement une conférence sur les problèmes des Grands Lacs. L'ex-président Jimmy Carter, Monseigneur Desmond Tutu et l'ex-président Julius Nyerere sont chargés d'établir un rapport et de prêter leurs bons offices de médiation.
- 25.10.95 : grève des professeurs du secondaire ; ils réclament une révision de leur statut.
- Bruxelles : le Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) demande avec insistance au Secrétaire général de l'ONU et au président du Conseil de Sécurité de ne pas prêter l'oreille aux accusations mensongères contre la radio *Démocratie (La Voix du Peuple)*, proférées par le président a.i. M. Sylvestre Ntibantunganya et son gouvernement. Il s'insurge contre l'amalgame que fait M. Sylvestre Ntibantunganya en comparant radio *Démocratie* à la Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTL) du Rwanda en 1994, alors que le président du Parlement, M. Léonce Ngendakumana, a déclaré : "*J'ai déjà écouté cette radio plus d'une fois ; je ne crois pas qu'elle attise la haine ethnique comme la RTL du Rwanda. Par contre, le président et le gouvernement ne prennent aucune mesure contre les médias extrémistes à l'intérieur du pays*". Le CNDD affirme aussi que "*notre radio est bel et bien à l'intérieur du Burundi et non au Zaïre*".
- Paris : à la conférence générale de l'UNESCO, le président Sylvestre Ntibantunganya lance un appel pour l'arrêt du trafic des armes qui alimente les extrémistes.
- 26.10.95 : Bujumbura : le lieutenant colonel Jean Bosco Baradangwa, jusqu'à présent porte-parole de l'Etat major de l'armée, est nommé Secrétaire général des services de Sécurité et de Défense, relevant dorénavant du Premier ministre et non plus de la Présidence.
- Province Karusi, commune Gitaramuka : une bande armée, probablement des Hutu, attaque un bus ; bilan : une vingtaine de tués et plusieurs blessés.
- Paris : selon un article du journal *Le Monde*, la guérilla hutu, accusée de tous les maux contre-attaque en envoyant en Europe son porte-parole, M. Jérôme Ndiho, qui s'insurge contre l'image d'"*extrémiste hutu*". Le CNDD ne revendique que la restauration de la démocratie au Burundi ; il a d'ailleurs exclu de ses rangs le major Savimbi de tendance anarchiste et le PALIPEHUTU commandé par M. Kabora Kossan.
- 27.10.95 : Bujumbura : apparition d'un nouveau groupe dans le camp extrémiste tutsi dénommé "*Association pour la Défense des Minorités*" (APDM), appuyé par l'ancien président, M. Jean Baptiste Bagaza ; le président du groupe est M. Intime Manirakiza, burundais, ancien membre du FPR.
- Bujumbura : la ligue burundaise des droits de l'homme *Iteka* lance une campagne de mobilisation contre l'impunité : actions urgentes et stratégies. Elle lance aussi une opération "*Stoppez les disparitions*" ; elle cite 10 cas connus, dont elle rend responsables les agents de l'Ordre des quartiers Nord de Bujumbura et le 2ème bataillon d'intervention à Ngagara.
- Bujumbura : le parti FRODEBU dénonce sévèrement la partialité du parti UPRONA et son implication dans le putsch d'octobre 1993 ainsi que le comportement du corps judiciaire "*devenu incapable de rendre un jugement équitable, impartial et neutre*" ; il attire également l'attention de la communauté nationale et internationale sur les nombreuses réunions entre des ténors de l'UPRONA, des militaires, des hommes d'affaires et des magistrats impliqués dans le coup d'Etat d'octobre 1993.

- Italie : le ministre burundais de la Défense, M. Firmin Sinzoyiheba, a déclaré lors d'une conférence de presse en Italie que les assassins présumés des ressortissants italiens de Buyengero sont arrêtés et seront déférés devant un tribunal militaire ; il s'agit de deux militaires et d'un ancien militaire.
- 28.10.95 : Province Cibitoke : un camion du HCR saute sur une mine ; dégâts matériels.
Province Kirundo, commune Bwambarangwe, colline Kiryama : des déplacés tutsi, des militaires et des Twa tuent des membres de la famille du commerçant Nahimana, hutu : 7 morts ; la mère et un enfant ont pu s'échapper.
Gitega : M. Stanislas Mashini, un des rares Twa intellectuels, est emprisonné à Gitega depuis le 25.8.95, accusé d'avoir massacré 2.000 Tutsi en 1993. Dans une lettre au Procureur général, il se plaint d'être maltraité chaque jour ; il atteste que le contenu du procès verbal établi par la Police de Sécurité Publique (PSP) lui a été arraché par la torture. M. Stanislas Mashini est membre de la ligue des droits de l'homme *Iteka* et d'une association pour la promotion des Twa.
- 29.10.95 : Province Ngozi, commune de Tangara : représailles des militaires et des bandes tutsi après l'attaque d'un bus, le 26 octobre. Bilan : 272 Hutu tués sur les collines de Kamira, Muramba, Runini, Rugabo, Nyabikurazi et Kananira. Le porte-parole de l'armée parle de 20 morts, tandis que les médias officiels gardent le silence. En avril 1995, le président de la République avait déjà attiré l'attention de la Communauté internationale sur le "*génocide rampant*" s'effectuant au Burundi.
Province Kirundo, à Mihigo : des déplacés tutsi, des militaires et des Twa tuent trois personnes, toutes hutu, de la parenté de Mgr Simon Ntamwana, évêque de Bujumbura ; c'est la 4ème fois que la famille de Monseigneur est décimée par des assassinats d'ordre ethnique. Les mêmes assassins ont tué 7 personnes de la famille de M. Sebabiri de Mukenke.
Bujumbura à Ngagara, au bar de Cecinga : conférence de M. Mathias Hitimana, président du Parti pour la Réconciliation du Peuple (PRP), et de M. Déo Niyonzima, président de la Solidarité Jeunesse pour la Défense des Minorités (SOJEDEM), tous deux de la tendance tutsi extrémiste. Ils présentent une procédure de destitution du président de la République, M. Sylvestre Ntibantunganya, qu'ils qualifient de "*président anticonstitutionnel*".
Province Gitega, commune Bugendana, à Nkanda : destruction de maisons de Hutu par des militaires et des déplacés tutsi de Mugeru ; vol d'une moto et d'un vélo. Destruction d'une maison à Gitora.
Ngozi-ville : plusieurs morts à la suite de grenades lancées par des déplacés tutsi.
Province Ngozi, à Mumba : 3 Hutu tués par des milices tutsi.
- 30.10.95 : Province Makamba : attaque à Kabuye-Kabonga, sur la frontière tanzanienne. Bilan : 20 maisons brûlées, nombre de morts inconnu. Le colonel Fidèle Baramburiye y trouve la mort. Officiellement, il est tombé sur le champ de bataille. Selon une autre version, il aurait été liquidé par des extrémistes tutsi parce qu'il empêchait les soldats de tuer et de piller. Il figurait sur une liste de 5 officiers tutsi modérés à supprimer.
Bujumbura : arrivée des 5 membres de la Commission d'Enquête Inter-nationale décidée par les Nations Unies pour enquêter sur l'assassinat du président Melchior Ndadaye et des crimes qui s'en sont suivis.
Bujumbura, quartier Buyenzi : 7 Hutu assassinés par des milices tutsi.
Bujumbura : à cause de l'insécurité qui règne dans la ville, seuls 15 des 50 membres de la Commission préparatoire du Débat National se présentent aux réunions.
Bujumbura : le président du Syndicat des Magistrats du Burundi, M. Charles Ntagwarara, adresse un Mémoire au président de la République, dénonçant divers blocages dans le fonctionnement de la justice ; ces blocages seraient voulus par le président lui-même qui aurait aussi, plus d'une fois, diabolisé la magistrature.
Kirundo : les militaires et les milices tutsi arrêtent arbitrairement des Hutu et les torturent pour exiger de leurs familles des rançons allant jusqu'à 100.000 Fbu. A Kibazi, la position militaire a improvisé une prison où elle a tué 10 Hutu. Les autorités administratives et les médias officiels se taisent sur ces exactions.
Berlin : publication aux éditions Dietrich Reimer, d'une étude de l'anthropologue Thomas Laely intitulée "*Autorität und Staat in Burundi*" (Autorité et Etat au Burundi) (542 pages).
Bonn : publication par la *Franziskaner Missionszentrale* d'un livret intitulé "*Burundi, Paradies im Untergang*" (Burundi, paradis en disparition) : rapports, documents, commentaires (80 pages).

Bruxelles : la revue *"Droits de l'homme sans Frontières"* consacre son n° 5 de 1995 au *"Burundi malade de ses armées"* (28 pages).

Washington : trois spécialistes des affaires africaines, MM. Andrew Natsios, Robert Okley et Herman Cohen se disent sceptiques quant à l'efficacité des interventions militaires pour résoudre les conflits ; elles doivent être la solution du dernier recours, lorsque toutes les autres solutions ont échoué et que des populations entières risquent de mourir.

- 31.10.95 : Bujumbura : le parti FRODEBU publie un document de 34 pages sur *"Les responsabilités de l'UPRONA dans le putsch et les massacres d'octobre 1993"*. Après un rappel des causes lointaines et immédiates, il relate la préparation du putsch et des massacres, le putsch lui-même particulièrement sanglant, la permanence actuelle du putsch, pour conclure avec une possible résolution de la crise par le jugement des coupables.

Bujumbura : l'association politique "Solidarité Jeunesse pour la Défense des Minorités" (SOJEDEM) de tendance tutsi extrémiste et présidée par M. Déo Niyonzima publie une étude intitulée *"Projet de Société pour le Peuple burundais"* (20 pages) : réflexions sur la démocratie en tant que règle majoritaire, éléments correcteurs de la démocratie (partage du pouvoir exécutif, séparation consensuelle de l'exécutif et du législatif, bicaméralisme équilibré et représentation de la minorité, veto de la minorité dans la Constitution), l'établissement d'institutions adaptées au Burundi (projet de société, congrès souverain de la République, institutions politiques transitoires, institutions politiques constitutionnelles).

London : La revue *View Point* (Point de vue) publie en traduction française une étude de *Christian Aid* intitulée : *"Le Burundi ou vivre dans la peur"* : impressions, problèmes politiques, point de vue sur l'extérieur, note sur l'ethnicité, sommaire des recommandations (28 pages).

NOVEMBRE 1995

- 1.11.95 : Province Kayanza, à Campazi : attaque du camp des déplacés par des assaillants hutu. Bilan : 42 Tutsi tués et plusieurs blessés.

Bujumbura : le conseil des ministres a examiné le dossier des enseignants du secondaire en grève depuis le 23 octobre ; il demande aux enseignants de reprendre le travail et de faire preuve du sens des responsabilités et de patriotisme ; il invite les syndicats du personnel à chercher ensemble des solutions aux problèmes posés.

Bujumbura, quartier Buyenzi : explosions de grenades et tirs nourris. Bilan : 6 morts et 26 blessés.

Province Kirundo, commune Busoni : massacre de 72 Hutu par des extrémistes tutsi.

Paris : les présidents de la France et du Burundi se sont entretenus sur l'opportunité de la tenue d'une conférence internationale sur la paix dans la région des Grands Lacs.

Paris : dans une allocution à l'assemblée de l'Unesco, le président du Burundi a lancé un appel solennel à l'Unesco et à ses partenaires pour aider le Burundi à localiser et à détruire la radio dite *"Radio de la Démocratie"* du CNDD, *"cet instrument de haine et de division"*.

- 2.11.95 : Dar-es-Salaam : le gouvernement tanzanien proteste contre les incursions de l'armée burundaise à l'intérieur de la Tanzanie ; ce fut le cas les 7, 15 et 30 octobre. *"Le gouvernement tanzanien fait savoir au gouvernement du Burundi que la patience et la compréhension ont atteint le seuil du supportable... Le gouvernement tanzanien a donné l'ordre à ses forces armées de prendre toutes les mesures appropriées contre les incursions des militaires burundais et de veiller à ce que les troupes burundaises soient repoussées loin dans leur pays"*. Cet avertissement avait déjà eu lieu en juin 1995.

Paris : le président du Burundi se prononce en faveur de forces de sécurité multiethniques. *"Nous souhaitons, a-t-il dit, qu'elles ne soient le monopole d'aucune ethnie"*. On sait que les forces de l'ordre du Burundi sont dominées par les Tutsi ; à peine 5% des militaires seraient hutu et presque tous engagés dans l'Unité Spéciale pour la Protection des Institutions, l'USI.

Paris : la Fédération Internationale des Liges des Droits de l'Homme (FIDH) exprime au ministre de la Défense du Burundi sa vive préoccupation concernant des personnes disparues depuis le début de l'année 1995, suite à des arrestations opérées par des agents de l'ordre ; la Fédération cite les noms de 10 Hutu disparus et demande l'ouverture d'une enquête.

New York : suite à l'opposition des gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda, les Nations Unies renoncent à l'organisation d'une conférence internationale sur la paix dans la région des Grands Lacs..

- 3.11.95 : Bujumbura : déclaration du parti FRODEBU sur la recrudescence de la violence et de la criminalité dans le pays : énumération de quelques faits, dénonciation des manoeuvres criminelles des hauts responsables du parti UPRONA, inculpation du maire de Bujumbura et du chef de zone de Buyenzi, recours à la Communauté internationale.
Province Kirundo, commune Bwambarangwe, colline Kibazi : 5 Hutu tués par des militaires.
Colline Kiryama : 10 Hutu tués puis brûlés par des militaires.
Province Bururi, commune Nyanza Lac, à Bande : un véhicule militaire tombe dans une embuscade ; plusieurs soldats sont tués, dont le lieutenant-colonel Fidèle Baramburiye.
- 4.11.95 : Bujumbura : le président de l'Assemblée Nationale, M. Léonce Ngendakumana, a adressé une lettre au président de la République relative à la récente saisine de la Cour Constitutionnelle déposée par l'association SOJEDEM en vue de destituer l'actuel président de la République dont la nomination serait illégale. M. Léonce Ngendakumana déclare que *"si les forces du mal vont jusqu'à faire tomber la Convention de Gouvernement, l'Assemblée Nationale se verra dans l'obligation de faire recours à la Communauté Internationale pour que des élections libres et démocratiques soient organisées en vue de pourvoir aux institutions du pays. Le peuple burundais est fatigué de cette crise et de l'impunité qui règne dans le pays"*.
- 6.11.95 : Bubanza : le gouverneur de la province de Bubanza, M. Herman Tuyaga, présente sa démission ; il proteste contre le génocide des populations hutu depuis trois mois, sous le prétexte de poursuivre des assaillants hutu et cela dans le silence absolu malgré les rapports fournis régulièrement ; il constate l'impossibilité de réaliser le plan de rétablissement de la sécurité à cause des exactions commises par des éléments de l'armée ; il craint aussi pour sa sécurité personnelle menacée par des responsables militaires.
Province Kayanza : depuis le massacre de Tutsi à Campazi, les militaires et les milices tutsi opèrent sur les collines de Campazi, Burambo, Gishubi, Mutana, Nkongé, Rwamiko et ailleurs.
- 8.11.95 : Bujumbura : démission du Directeur Général de la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB), M. Charles Ndayizigiye.
Bujumbura : le Comité de la Croix Rouge suspend provisoirement ses opérations au Burundi suite à l'attaque d'un de ses convois dans la région de Cibitoke, attaque qui a coûté la vie à un Burundais.
Bujumbura : les représentants des secteurs publics et privés se sont réunis en vue de relancer une économie au bord de la faillite.
New York : le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros Ghali, nomme le marocain Aziz Hasbi comme Représentant spécial au Burundi, en remplacement de M. Ahmed Ould Abdallah qui avait démissionné au mois d'octobre 1995. M. Boutros Boutros Ghali reconnaît qu'en l'absence de M. A. Ould Abdallah *"une détérioration très grave de la situation a pu être enregistrée au Burundi"*.
- 9.11.95 : Bujumbura : conférence de 2 jours des "Amis du Burundi" pour discuter de la relance du pays, de la justice, du retour à la paix. La conférence a produit un document détaillé de 30 pages sur la justice : état des lieux, analyse-diagnostic du fonctionnement des institutions judiciaires, propositions de réformes...
Paris : la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme écrit dans *"La Lettre"* du 9 novembre qu'il faut briser le cycle de l'impunité au Burundi par le renforcement du système judiciaire. Il faut en outre investir dans un vaste programme de désarmement des milices et des bandes armées et aussi appliquer la distinction entre forces de l'ordre et forces armées car leurs fonctions diffèrent.
- 10.11.95 : Bujumbura : une déclaration du parti UPRONA révèle la fuite de M. Audifax Ndabitoreye pour se soustraire aux poursuites judiciaires. Le parti met en cause la responsabilité du président de la République dans sa complicité avec des auteurs de guerre (les milices hutu).
Bujumbura : M. Deo Niyonzima, président du mouvement tutsi extrémiste SOJEDEM, déclare que l'échéance de l'affrontement final est très proche. *"Dès que le signal sera donné, dit-il, vous êtes priés de répondre rapidement, sans réserve et avec discipline, solidarité et détermination. Le salut du Burundi ne viendra que de la volonté des seules forces patriotiques burundaises et non d'une quelconque puissance ou de la diplomatie de l'ONU"*.
Bujumbura : la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme *Iteka* souhaite la bienvenue à la Commission Internationale d'Enquête au Burundi et surtout son indépendance dans l'établissement des faits et des responsabilités des crimes commis depuis le 21 octobre 93. Elle recommande au gouvernement, à la justice, aux partis politiques et à la population de ne pas entraver le travail de la Commission.

- Uvira (Zaire) : arrivée de 100 à 200 réfugiés burundais par jour ; plusieurs sont blessés par des mines antipersonnelles que les militaires burundais ont placées sur les sentiers.
- 13.11.95 : Bujumbura : la Ligue des Droits de l'Homme "Iteka" accuse le président de la République de complicité dans la fuite de M. Audifax Nditoreye poursuivi par la justice pour collaboration avec les assaillants hutu. Elle demande à la justice de lancer contre l'inculpé un mandat d'arrêt international.
- Bujumbura : le président de la République a signé un décret portant nomination des membres du Cadre de Concertation qui a pour tâche d'aider à la résolution pacifique des conflits. Le nouveau cadre comprend 4 membres du Bureau du Forum de Négociation, 4 venant des partis politiques, 2 des ligues des droits de l'homme, 7 du gouvernement, 1 de la magistrature, 3 opérateurs économiques et 7 non encore nommés.
- 14.11.95 : Province Bujumbura, commune Kanyosha, à Gasarara : massacre effroyable de 429 Hutu et d'une femme tutsi par les militaires; parmi les victimes, 308 enfants. L'Administrateur communal de Kanyosha dénonce dans un rapport circonstancié les noms de 7 indicateurs qui accompagnaient les militaires : *"d'aucuns se demandent, écrit l'Administrateur, si les militaires avaient été envoyés pour déloger des bandes armées ou plutôt pour massacrer une population innocente ; l'attaque était préméditée"*.
- Bujumbura : les quatre partis ultra tutsi RADDES, PRP, ANADE, ABASA retirent formellement et définitivement leur confiance au président de la République qu'ils accusent d'être responsable de la guerre.
- Provinces Gitega et Karusi : pendant la première quinzaine d'octobre, 135 Hutu ont été tués à Bugenyuzi, 105 à Mutoyi, 231 à Kivuvu ; le bilan est inconnu à Nkanda et aux environs.
- Province Gitega, commune Mugeru : 3.000 Tutsi sont revenus se réfugier au Petit Séminaire tandis que plusieurs centaines de Hutu se réfugiaient à l'école primaire.
- 15.11.95 : Bujumbura : dans une interview accordée à *Jeune Afrique*, le président de la République déclare que *"oui, nous pouvons gagner la paix. Sans risque de nous tromper, nous pouvons dire que des changements positifs sont observés dans des zones hier encore agitées. Si on déplore encore des tueries, c'est qu'il demeure des irréductibles. Mais les forces de l'ordre s'emploient à les traquer partout où ils se trouvent."*
- Bujumbura : le journal *Burundi News* dénonce un détournement de fonds dans le ministère de la Réinstallation et de la Réinsertion des déplacés. Seraient impliqués dans cette opération le ministre lui-même, l'ancien patron du même ministère, M. Libère Bararunyeretse, et l'ancien ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, M. Jean Baptiste Manwangari.
- Province Kirundo, commune Busoni, secteur Murore-Gatemere : 117 Hutu ont été tués depuis le début du mois, 25 maisons pillées ou incendiées. Les auteurs des crimes sont connus.
- 16.11.95 : Bujumbura : 4 députés de la circonscription de Bujumbura Rural dénoncent auprès de la Commission Internationale d'Enquête "le crime contre l'humanité" commis à Gasarara et demandent que la Commission d'enquête se rende sur les lieux : *"les seuls militaires qui y sont stationnés étaient les paras belges en 1961, qui ont passé trois jours sur la colline de Munge sans déranger personne et qui ont laissé un souvenir très agréable sous la colonisation belge. Trente trois années après l'indépendance, des militaires, tous burundais, viennent massacrer une population paisible"*. Ils s'insurgent aussi contre le silence complice du gouvernement et des médias.
- 17.11.95 : Province Kirundo, commune Busoni, à Rurira : assassinat de 2 Hutu ; les meurtriers sont connus.
- Province Kirundo, commune Ntega, à Ntega, Buhevyi, Kiryama et Kibazi : 24 Hutu tués par des milices tutsi ; parmi les victimes, le comptable communal, un directeur d'école et un enseignant.
- Province et commune Kirundo : massacre de 110 Hutu et destruction de 284 maisons.
- 18.11.95 : Bujumbura : des employés de la REGIDESO lancent un tract virulent contre leur directeur technique, un Hutu, M. Sylvère Nzoyiheba, qu'ils accusent de complicité avec les assaillants hutu dans la destruction des pylones et des centrales électriques.
- 19.11.95 : Bujumbura, au Centre Neuropsychiatrique de Kamenge : les quelque 1.800 Hutu réfugiés au Centre expriment leurs doléances au cardinal Roger Etchegaray, concernant entre autres la destruction de leurs habitations dans la cité de Kamenge depuis la fuite de la population ; ils proposent l'organisation immédiate d'une Conférence internationale sur le Burundi dont résulterait notamment une restructuration des forces de l'ordre qui constituent la pierre d'achoppement de toutes les crises du Burundi.

- Bujumbura, à la cathédrale : homélie du cardinal Roger Etchegaray, président de la Commission *Justice et Paix*, envoyé spécial du pape Jean Paul II au Burundi. Son constat : la peur, la suspicion, les rumeurs, la vengeance, la violence, les extrémismes, l'armement, l'impunité, les déplacés, les réfugiés, bref le suicide du pays. Il fait appel à l'esprit de dialogue et de réconciliation et rappelle aux chrétiens leur responsabilité créatrice d'une fraternité nouvelle.
- 20.11.95 : Bujumbura : arrivée de l'ancien président des Etats Unis, M. Jimmy Carter, chargé de préparer la Conférence du Caire, le 27 novembre prochain, relative aux questions des réfugiés dans la région des Grands Lacs.
- Bujumbura : audience du président Jimmy Carter auprès du président de l'Assemblée Nationale, M. Léonce Ngendakumana, concernant la conférence du Caire. Sur la liste des invités à la conférence figurent M. Jean Baptiste Bagaza et M. Léonard Nyangoma "*parce qu'ils sont prêts à discuter*". Le président de l'Assemblée Nationale recommande à M. Jimmy Carter de faire comprendre à M. Pierre Buyoya et au Premier ministre que s'ils refusent le dialogue ils assumeront leurs responsabilités.
- Bujumbura : les extrémistes tutsi exigent la démission du président de la République, M. Sylvestre Ntibantunganya. Le 20 octobre dernier, la SOJEDEM avait déposé une plainte en justice contre la légitimité de la nomination de l'actuel président. M. Mathias Hitimana et son parti, le PRP, annoncent des actions de ville morte à partir du 22 novembre jusqu'à la démission du président. Les syndicats des magistrats accusent le président de diaboliser, discréditer et dénigrer la magistrature et de protéger les délinquants recherchés par la justice. Le parti UPRONA accuse le président de conspiration avec l'ancien chef de la Documentation.
- Bujumbura : le parti FRODEBU accuse les 4 signataires de la déclaration de retrait de confiance au président de la République d'être des déstabilisateurs permanents des institutions issues de la Convention de Gouvernement, d'être impliqués dans l'armement et l'entretien des milices et dans l'épuration ethnique de Bujumbura. Il demande au président de la République et au Premier ministre de révoquer tous les cadres issus des partis signataires de cette déclaration ; il s'agit des partis ABASA, RADDES, PRP et ANADE.
- Province Kirundo, commune Busoni : massacre de Hutu à Kiziba ; bilan inconnu.
- 21.11.95 : Bujumbura : le président de l'Assemblée Nationale et le cardinal Roger Etchegaray souhaitent qu'un dialogue soit établi entre toutes les parties en conflit par un débat national.
- 22.11.95 : Bonn : le groupe *Action Courage* dénonce le silence des médias sur les massacres, en particulier ceux de Gasarara (430 morts) et de Mutimbuzi (50 morts) ; la presse internationale se tait également. Le même groupe dénonce un plan d'établir une zone de sécurité de 15 km autour de Bujumbura par des actions de purification ethnique.
- Paris : dans un article intitulé "*Les orphelins de l'information*", Reporters Sans Frontières (RSF) dénonce le parti pris tutsi des médias de l'Etat au Burundi qui rapportent avec détail les attaques menées par les bandes armées hutu mais passent sous silence les massacres commis par les extrémistes tutsi et les militaires.
- 23.11.95 : Province Muramvya, à Ijenda : attaque par des inconnus du couvent des Soeurs Annonciades qui dirigent l'hôpital et le centre de santé ; deux religieuses burundaises sont blessées.
- Bujumbura : le président du parti FRODEBU, M. Jean Minani, adresse au Premier ministre son indignation face à l'intensification des massacres de la population civile ; il dénonce un "*véritable plan d'extermination, en silence, de la population hutu sous prétexte de la lutte contre les bandes armées. Il est scandaleux que plus de 2.000 citoyens innocents soient massacrés en un mois, que dans les provinces de Bubanza et de Cibitoke plus de 400.000 personnes soient mortes ou réfugiées dans la forêt ou au Zaïre*".
- Bruxelles : le Centre National de Coopération au Développement (CNCD) lance un appel pressant au Premier ministre et aux présidents des Assemblées parlementaires de Belgique pour une action urgente de médiation, de restauration de l'Etat démocratique et de la sauvegarde de la population au Burundi ; il demande l'intervention d'une initiative exceptionnelle soutenue par l'OUA, l'ONU et l'UE.
- 24.11.95 : Bujumbura : le journal *L'Indépendant* rapporte que les 4 partis qui ont retiré leur confiance au président de la République ont signé sous la dictée de M. Jean Baptiste Bagaza.
- Bujumbura : Le parti FRODEBU s'insurge contre l'horrible massacre de plus de 500 personnes à Gasarara : "*La volonté d'exterminer la population était manifeste, préméditée et préparée ; c'est bel et bien un carnage, un génocide, un crime contre l'humanité*". Avec preuves à l'appui.

Province Kirundo, commune Busoni, à Kabanga : assassinat de M. Jean Marie Havyarimana et de ses deux enfants par des extrémistes tutsi ; assassinat de 6 autres Hutu accusés d'avoir logé des malfaiteurs.

Province Kirundo, commune Busoni, à Gisenyi : attaque de la famille de M. Gacamuryoya, hutu, par des militaires et des Twa de Marembo ; bilan : 3 tués.

- 26.11.95 : Province Kirundo, paroisse Murore : attaque de la paroisse par des extrémistes tutsi ; bilan : 6 Hutu tués, 4 femmes et 2 enfants, 4 véhicules endommagés. La paroisse hébergeait des déplacés hutu et tutsi ensemble, un cas unique dans le pays. La paroisse avait déjà été attaquée le 17 juillet 95.

Le mardi, 28 novembre, les Pères ont quitté Murore pour raison de sécurité.

Bujumbura : il circule une liste de 7 prêtres hutu à abattre. Certaines communautés religieuses ont dû fermer leur chapelle privée au public, suite à des menaces d'attentat de la part des extrémistes tutsi.

- 29.11.95 : Caïre : déclaration sur la région des Grands Lacs signée par les chefs d'Etat du Zaïre, de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi, du Premier ministre de la Tanzanie et de l'ancien président des Etats Unis, M. Jimmy Carter (témoin). Concernant le Burundi, la déclaration appuie la Convention de Gouvernement, y compris le projet de débat national. La sécurité des personnes est le problème fondamental. Selon certains journalistes, cette déclaration se ramène à un catalogue de bonnes intentions.

- 30.11.95 : Bujumbura : un document intitulé *"Situation de la magistrature burundaise face à la crise"* s'interroge sur la composition et le fonctionnement de la magistrature du pays ; ainsi les 7 membres de l'Administration centrale sont tutsi, 8 des 10 procureurs généraux et présidents des Cours et Tribunaux sont tutsi ; sur 17 présidents des Tribunaux de Grande Instance, il n'y a pas de Hutu ; sur les 17 procureurs de la République, aucun Hutu ; sur 17 commissaires de la Police Judiciaire des Parquets on trouve 2 Hutu. Dans tous les corps de la magistrature, le ministère de la Justice ne comprend que 12 cadres hutu sur 210 pour l'ensemble du territoire. Par contre, sur un total de 5.120 prisonniers, il y aurait 99% de Hutu. On sait que la population du Burundi est composée de 85% de Hutu.

Paris : selon une note publiée dans *Le Monde des Droits de l'Homme* les milices hutu viseraient à ruiner l'économie du Burundi largement aux mains des Tutsi, entre autres par une bataille de sabotage du café. Le plan hutu d'isolement des Tutsi a commencé.

Paris : le Programme d'Appui aux Administrations Financières et Economiques (PAFIE) et l'Agence de la Caisse Française de Développement (CFD) ont rédigé une note commune sur *"l'Economie burundaise, adaptation à la crise du pays"*. Bien que les grands indicateurs fondamentaux de l'économie n'ont pas plongé, grâce aux cultures de rente (café), à l'aide humanitaire massive et à la gestion prudente de l'Etat, la crise politique qui perdure conduit à une crise d'Etat ; le système décisionnel est totalement bloqué, la perte en capital humain s'aggrave, l'appareil économique se dégrade progressivement, le secteur financier est pratiquement sinistré, le pays perd le crédit durable des partenaires étrangers (perte de 40% du budget d'investissement).

Province Kayanza : une lettre signée par le *"Peuple fatigué de Kayanza"* accuse le gouverneur de la province, M. Venant Barazingiza, de complicité dans les massacres de Muhanga et de Muruta, perpétrés par les milices tutsi.

Le même document demande aux autorités de *"dégommer le gouverneur sans condition avant le nouvel an"*.

Maestricht : un projet de déclaration sur le Rwanda et le Burundi invitait la Conférence de Maestricht de rappeler les responsabilités nationales et internationales dans la cessation de l'impunité. Pour le Burundi, elle dit : *"il est non seulement flagrant que le pouvoir judiciaire reste inactif, mais de plus, de nombreux Burundais ne le considèrent ni indépendant, ni impartial. Le respect de l'Etat de droit a disparu depuis que le gouvernement s'est avéré incapable de contrôler les forces de sécurité et d'éviter que les extrémistes ne prennent les armes"*.

Bruxelles : dans le bulletin de novembre 1995 de la Fondation Universitaire pour la Coopération Internationale au Développement (FUCID), M. Joseph Ntamahungiro passe en revue les solutions envisagées pour sortir le Burundi de l'impasse actuelle.

Jusqu'à présent, elles semblent avoir toutes échoué. L'auteur conclut que le pays est déjà plongé définitivement dans la guerre civile qui durera des années, comme en Angola. Quand les forces en présence seront plus ou moins égales, militairement et diplomatiquement, commenceront

des négociations véritables. La Communauté internationale devrait le comprendre et épargner au peuple cette guerre prolongée.

DECEMBRE 1995

- 1.12.95 : Bujumbura : les députés de Bujumbura rural adressent au président de l'Assemblée une lettre de protestation contre les arrestations arbitraires de Hutu par la Police de Sécurité Publique sous l'instigation de M. Félix Misigaro, chef de zone de Ruziba.
Bujumbura : un document non signé en provenance de milieux tutsi extrémistes accuse le directeur technique de la REGIDESO, M. Sylvestre Nzoyihera, de complicité avec les assaillants hutu dans la destruction des pylônes et des centrales électriques ; l'intimidation par tract est devenue un procédé courant pour forcer les cadres burundais et même des étrangers à quitter le pays.
Bruxelles : selon le journal "La Libre Belgique", les engagements de l'accord du Caire au sujet du Burundi semblent devoir rester au niveau de la déclaration d'intention ; ils appuient la convention de gouvernement, le futur débat national et les modalités de redonner à la population une confiance totale dans les forces de sécurité.
Bujumbura : le président de la République cite la SOJEDEM en justice pour outrage au chef d'Etat. M. Déo Niyonzima, chef de la SOJEDEM, avait accusé le président de haute trahison ; le 25 octobre 1995, il avait saisi la Cour constitutionnelle lui demandant de déclarer la nomination du président non conforme à la Loi. Paradoxalement, le CNDD de M. Léonard Nyangoma ne considère M. Sylvestre Ntibantunganya que comme président ad intérim du Burundi.
Si la Cour constitutionnelle n'a pas déclaré illégale la nomination de l'actuel président, elle n'a jamais non plus confirmé sa légitimité.
Bujumbura rural, zone Ruziba : 4 députés de Bujumbura rural accusent le chef de zone de Ruziba d'avoir fait arrêter arbitrairement et par ruse MM. Côme Sinankwa, directeur des écoles, Etienne Hicuburundi, enseignant, Théogène Nyandwi et une quatrième personne.
Nations Unies : publication du premier rapport sur la situation des droits de l'homme au Burundi présenté par le rapporteur spécial, M. Paulo Sergio Pinheiro (39 p.). On y lit entre autres : *"La dégénérescence du Burundi est telle qu'il devient extrêmement difficile de distinguer dans la situation actuelle les éléments constitutifs d'un Etat de droit...La Communauté internationale continue à manifester un profond désintérêt et une grave incapacité d'agir de manière efficace et concertée"*.
- 2.12.95 : Province Bubanza, à Gihanga : 10 tués dans des circonstances inconnues.
Bujumbura : les assaillants hutu font sauter quatre pylônes de la haute tension électrique.
Rome : entretien du cardinal Roger Etchegaray à Radio Vatican, après son voyage au Burundi : *"Toutes les catégories de gens que j'ai rencontrées craignent le pire, dit-il ; la violence est partout ; il faut chercher une voie de sortie, c'est absolument nécessaire ; cela doit se faire à présent, demain ce sera trop tard"*.
Bujumbura : assassinat d'une femme sur les escaliers de la cathédrale après la messe du dimanche.
Province Ngozi, à Munagano-Bigera : 3 Hutu tués et une trentaine de blessés.
- 3.12.95 : Province Ngozi, à Kiremba : 3 prisonniers hutu, Benoît Minani, un de Cayi et un de Gisuka sont sortis de prison pour un "transfert" à Ngozi ; on ne les a plus revus.
Province Rutana, commune Mabanda : 11 personnes tuées et 8 maisons brûlées.
- 4.12.95 : Bujumbura rural : trente cas de dysenterie recensés.
Bujumbura : le comité central de l'UPRONA remet à son président, M. Charles Mukasi, un dossier à charge du président de la République réclamant une nouvelle institution présidentielle.
Bujumbura : grève des boulangers qui réclament une augmentation du prix du pain.
Bujumbura : cinq membres de la commission technique chargée de préparer le débat national font part de leurs appréhensions au président de la commission ; ils dénoncent les manoeuvres irresponsables de certains membres de la commission qui *"s'évertuent pour que le rapport soit tendancieux. Le débat que nous préparons risque d'être faussé"*.
- 6.12.95 : Bujumbura, à Cibitoke : des extrémistes tutsi attaquent un bus de l'OTRACO chargé de passagers hutu qui reviennent à Kinama après six mois de refuge dans les collines. Cibitoke est un quartier tutsi ethniquement purifié. Bilan : 7 morts et 20 blessés.

Le même jour, un minibus est détourné à Kanyosha, près de Bujumbura; les passagers sont portés disparus.

Bujumbura : rumeurs dans la ville : l'ancien président Pierre Buyoya préparerait un putsch avec la complicité de milices et de militaires tutsi.

Bujumbura : à partir de 11 h 20, attaque du quartier Mutanga Nord qui abrite encore quelques éléments de l'intelligentsia hutu de la capitale ; les tirs violents à l'arme lourde et avec appui d'hélicoptères ont duré jusqu'au soir. Selon la radio officielle, il y aurait eu 27 morts, principalement des assaillants hutu qui se seraient infiltrés dans la ville. Parmi les victimes se trouvent M. Cassien Ndikumana, un Hutu, ancien conseiller du gouverneur de Rutana, un veilleur et la soeur du ministre de l'Agriculture ; on retrouvera deux cadavres sur l'avenue Banyagihugu, 8 au quartier Gihosha, 6 sur la route près de l'aéroport ; à Mugoboka, une vingtaine de Hutu sont enlevés par un major de l'armée; plusieurs maisons ont été endommagées et même détruites ; il s'agit presque exclusivement d'habitations de cadres hutu. Selon la version officielle, des assaillants hutu se seraient infiltrés dans le quartier pour y provoquer une déstabilisation. Selon d'autres sources, ce serait une mise en scène des extrémistes tutsi qui auraient envoyé dans ce quartier des "collaborateurs" hutu pour déclencher la purification ethnique prévue pour 12h ou 13h, à l'heure du retour des cadres hutu. Au vu de l'identité des victimes et des habitations détruites, tout porte à croire qu'il s'agit d'un plan prémédité de purification ethnique orchestré par des militaires et des milices tutsi. Toujours est-il que les fonctionnaires hutu ne rentrent plus à Mutanga Nord alors que leurs collègues tutsi seront protégés par l'armée.

Province Ngozi, à Kiremba : 6 détenus hutu se seraient évadés de la prison ; dans la foulée il y aurait eu une dizaine de morts.

7.12.95 : Bujumbura : quatre cadavres non identifiés sont retrouvés près de l'évêché de Bujumbura.

La commission de l'ONU quitte Mutanga Nord pour des raisons de sécurité. Tirs sporadiques sur les collines avoisinantes de Mutanga Nord.

Bujumbura : message du président de l'Assemblée nationale au peuple burundais : appel adressé aux milices à déposer les armes, rappel à l'armée de son devoir de protection et de collaboration avec tous les citoyens, appel au dialogue et au respect de la vie humaine.

Bujumbura : des parlementaires hutu réagissent aux récents événements survenus à Mutanga Nord, à Gihosha et à Kanyosha ; ils condamnent les infiltrations de groupuscules armés dans la ville ; ils constatent avec consternation certains actes de violence commis par les forces de l'ordre, comme le pillage et les destructions sélectives de maisons de ministres et de cadres hutu, le mitraillage de civils hutu dans l'église de Sororezo qui a fait 80 morts, l'assassinat du corps médical de Sororezo. Selon Amnesty International, *"près de 300 personnes civiles non armées, hutu pour la plupart, auraient été illégalement tuées par les forces de sécurité les 6 et 7 décembre dans les quartiers et les banlieues Mutanga Nord, Kanyosha, Kiriri, Gishoho, dont au moins 270 sur la colline de Sororezo"*.

8.12.95 : Bujumbura : le président de l'Assemblée nationale, M. Léonce Ngendakumana, a reçu l'ambassadeur Richard Bogosian, coordinateur spécial du Rwanda et du Burundi au département d'Etat américain. Selon M. Ngendakumana, les causes de la persistance de la crise sont les putschistes toujours en liberté, les chefs de guerre qui exploitent l'appartenance ethnique, certains politiciens qui combattent la convention de gouvernement. Seul le dialogue pourra résoudre la crise.

Washington : M. Nicholas Burns, porte-parole du Département d'Etat des Etats-Unis confirme le massacre de 430 personnes à Gasarara le 14 novembre dernier.

9.12.95 : Bujumbura : retour discret du président de la République d'une visite privée en France.

Bujumbura : l'attaque de Mutanga Nord a suscité une polémique autour des Unités spéciales pour la Sécurité des Institutions, l'USI ; les gardes hutu auraient failli à leur devoir en négligeant de neutraliser les assaillants. Les autorités ont décidé d'assurer une relève régulière afin de maintenir la discipline ; les personnalités hutu de Mutanga Nord se sentiront moins en sécurité sous la garde de soldats tutsi.

Bujumbura rural : les militaires tirent sur le collège de Buhonga ; les élèves prennent la fuite. Bilan inconnu.

Bujumbura : manifestation de plusieurs milliers de femmes contre la violence et pour la paix avec la participation des épouses du président de la République, du premier Ministre, de l'ancien président Pierre Buyoya et du président assassiné Melchior Ndadaye.

- Province Ngozi, à Kiremba : assassinat de Ntamavukiro et de son enfant de 2 ans ; les assassins sont inconnus.
- 10.12.95 : Bujumbura : une grenade est jetée sur la voiture de M. Juvénal Manirambona, député hutu, directeur de l'INSS ; il est tué sur le coup avec un de ses enfants ; 3 autres sont blessés dont l'un va mourir à l'hôpital. Il avait succédé à la direction de l'INSS à M. Liboire Karikurubu, limogé sur pression de l'opposition.
- Bujumbura : lettre ouverte du président du Mouvement de Défense des Droits des Opprimés (MODDO) au chef d'Etat major général de la gendarmerie, le colonel Simbanduku Pascal ; il dénonce les massacres et les arrestations arbitraires ainsi que les dégâts matériels commis par la gendarmerie dans les quartiers de Mutanga Nord, Gihosha et dans Bujumbura rural.
- Bujumbura : l'ancien président M. Pierre Buyoya se prononce contre un dialogue entre tous les partenaires burundais ; la résolution de la crise résiderait dans les actions militaires.
- 11.12.95 : Bujumbura : le ticket de transport de l'OTRACO passe de 30 à 50 Fbu ; réactions dans la rue.
- Province Ngozi, à Kiremba : un prisonnier hutu qui a tenté de s'évader est lynché sur le marché par les déplacés tutsi.
- Bruxelles : l'Union Européenne souhaite qu'on adopte une position commune sur la prévention des conflits prévoyant des actions spécifiques qu'exécuterait l'UEO.
- 12.12.95 : Bujumbura rural : le "Peuple" de la province Bujumbura rural (173 signatures) adresse une lettre à son gouverneur pour protester contre les massacres des populations innocentes et les pillages de leurs biens organisés par les forces de l'ordre. Suit une liste de 472 Hutu tués par les militaires.
- Bujumbura : dans une interview au journal "Le Débat", l'ancien président M. Pierre Buyoya dément les rumeurs selon lesquelles certaines puissances étrangères voudraient qu'il reprenne le pouvoir. Mais dans le même numéro est publié un tract virulent qui dénonce un complot international contre le peuple tutsi. *"Soyons vigilants et déterminés, la mort approche ; le comportement de Ntibantunganya , de certains Français, Tanzaniens et Zaïrois le démontre clairement"*.
- Bujumbura : le CICR décide d'arrêter ses activités à cause de l'insécurité.
- Bujumbura rural : après l'opération Mutanga Nord du 6.12.95, les militaires ont poursuivi les "assaillants" dans les collines ; on ne connaît pas le nombre de victimes ; les militaires tirent sur les personnes qui s'approchent pour enterrer les cadavres.
- Bujumbura : la RTNB fait passer un témoignage d'un militaire blessé qui dénonce la complicité des agents du CICR qui auraient tenté de le livrer aux assaillants pour être achevé. Depuis quelques temps les extrémistes tutsi cherchent à discréditer les organisations humanitaires.
- Bonn : "Burundi-Büro" publie une liste de 28 prisonniers hutu exécutés dans le cachot de la commune de Buhiga, en province de Karusi, le 2.10.95. *"Selon des parlementaires, écrit-il, les infractions citées ne seraient qu'une invention pure et simple, ces personnes ayant été arrêtées arbitrairement"*. Il publie également une liste de 224 détenus hutu dans la prison de Gitega, le 20.10.95.
- Nairobi : "Médecins Sans Frontières" déclare que 15.000 Burundais ont été tués en 1995 pour des raisons ethniques, dont 40% de femmes et d'enfants. D'autres sources d'information font état de 25.000 morts. "Médecins Sans Frontières " lance un appel aux Burundais et à la Communauté internationale pour mettre fin aux massacres, pour respecter les ONG et ne plus forcer la population à devoir se déplacer. MSF a recensé également 27 cas d'attaques contre des organisations humanitaires ; onze membres des ONG ont été tués depuis août 1994.
- 13.12.95 : Bujumbura : deux grenades sont lancées dans une chambre de l'hôpital Prince Louis Rwagasore ; deux personnes ont été tuées dont un militaire. Cette attaque serait liée à l'opération de Mutanga Nord, le 6.12.95, où un militaire avait été blessé et transporté à l'hôpital ; deux coups de téléphone avaient averti la direction de l'hôpital de ne pas recevoir ce militaire dans l'établissement.
- Bujumbura : visite du président de la République au monument de l'Unité où se sont regroupés les Hutu qui ont fui les opérations militaires aux environs de Buhonga.
- Gitega : une dizaine d'ONG, dont OXFAM et le CICR ont été attaquées à la grenade ; l'intention est d'intimider tout témoin gênant des massacres de la population.
- 14.12.95 : Bujumbura : manifestation des étudiants qui réclament une assistance du gouvernement.

- Bujumbura : 4 membres du Comité central du parti UPRONA ont adressé une lettre au président du parti, M. Charles Mukasi, rappelant que le Comité a pris la décision irrévocable d'enclencher la procédure de destitution et de remplacement de M. Sylvestre Ntibantunganya ; il n'est plus question de négocier.
- Bujumbura : les corps de l'ingénieur Elie Ndikumana, du médecin Gaspard Nzikobanyanka, de l'étudiant Nestor Katihabwa, de Sylvestre Niyonzima et d'un veilleur de nuit appelé Donatien, tous des Hutu enlevés par les militaires dans l'attaque de Mutanga Nord, ont été retrouvés près de l'aéroport de Bujumbura.
- Bujumbura : le Docteur Jean Minani, président du FRODEBU, déclare dans une lettre adressée au Premier ministre : *"à voir ce qui se passe sur le terrain, presque dans toutes les provinces, nous sommes de plus en plus convaincus que la lutte contre les bandes armées hutu est devenue le prétexte pour l'armée de mettre en exécution le plan d'extermination en silence d'une composante de la population innocente"*.
- Bujumbura : fusillades à Kinindo ; bilan inconnu.
- Bujumbura : un agent de la documentation nommé Abel est assassiné à Nyakabiga, quartier tutsi entièrement purifié de tout élément hutu.
- 15.12.95 : Province Cibitoke, à Kabulantwa : une bande armée attaque le véhicule que conduit le curé de Kabulantwa, M. l'Abbé Zacharie, accompagné d'une religieuse. L'abbé est grièvement blessé ; le croyant mort, les assaillants ont exigé l'argent de la Soeur puis se sont enfuis.
- Bujumbura : départ du président de la République pour Mwanza où il va rencontrer le président de la Tanzanie.
- Bujumbura : message de paix des évêques catholiques adressé aux chrétiens et à tous les Burundais, intitulé *"Père, consacre-les dans la vérité". "Le mensonge est l'un des grands facteurs de la guerre qui ravage actuellement le pays"* (5 p.).
- Bujumbura : le président de l'Assemblée nationale demande au Premier ministre une augmentation des effectifs militaires qui assurent la sécurité du Palais du Parlement et des représentants du peuple. Depuis le coup d'Etat d'octobre 1993, 13 des 65 parlementaires du FRODEBU et de ses alliés ont été assassinés ; d'autres ont pris le chemin de l'exil.
- Bujumbura : selon la radio nationale, 30 Tutsi ont été tués par des bandes armées hutu dans la commune de Mukike ; 40 maisons ont été incendiées.
- 16.12.95 : Bujumbura : assassinat de deux députés : Innocent Ndikumana, tutsi du parti PP allié au FRODEBU et de Juvénal Manyambona, hutu du FRODEBU ; le corps de M. Ndikumana a été retrouvé dans le coffre de sa voiture à l'entrée du quartier de l'OUA.
- Bujumbura : assassinat en plein centre ville d'un ancien chauffeur de Fridolin Hatungimana, qui fut assassiné par les milices extrémistes tutsi.
- 17.12.95 : Bujumbura, à Bwiza : assassinat de 2 Zaïrois ; recrudescence de la violence dans la ville.
- 18.12.95 : Bujumbura : M. Mathias Hitimana, président du parti extrémiste tutsi PRP est arrêté par la police. Dans une réunion à Ngagara, il avait proféré des menaces contre les déplacés hutu près du Monument de l'Unité. *"Ces gens sont tous des assaillants, dit-il ; ils doivent tous déguerpir avant la nuit"*. Des éléments à la solde de M Hitimana sont allés menacer les déplacés ; les militaires ont dû tirer en l'air pour les éloigner.
- Bujumbura : un véhicule tombe dans une embuscade à Gisenyi, un autre à Bugarama ; bilan : 10 morts.
- Bujumbura : réunion du président de la République avec le Comité spécial de la Sécurité ; le président regrette que le Comité soit plus expert pour constater les dégâts que pour les prévenir.
- Bujumbura : déclaration du FRODEBU ; le parti rappelle les nombreux assassinats de personnalités "frodébistes" dans la circonscription de Kayanza ; il dénonce un plan d'extermination des cadres hutu et exige du gouvernement de mettre fin à ces assassinats.
- Bujumbura : deux députés hutu portent plainte contre M. Mathias Hitimana qu'ils accusent de manoeuvres de subversion et de déstabilisation, suite aux menaces proférées contre les déplacés hutu au Monument de l'Unité.
- 19.12.95 : Province Cibitoke, à Rugombo : un camion militaire transportant 5 soldats et des ouvriers est tombé dans une embuscade ; bilan : 9 tués et une dizaine de blessés.
- 20.12.95 : Bruxelles : le gouvernement belge déconseille à ses ressortissants de se rendre au Burundi à l'occasion du congé de Noël ; il demande aux Belges du Burundi de rentrer en Europe pour la période du congé. Guerre psychologique ou pressentiment d'une aggravation de la situation ?
- 21.12.95 : Bujumbura : le procureur général de la République, M Jean Bosco Butasi, demande la levée de l'immunité parlementaire de 5 députés du FRODEBU accusés d'incitation à la haine, de

recrutement et entretiens des bandes armées. Le président du parlement proteste. *"Personnellement, dit-il, j'ai des preuves irréfutables sur l'existence de faux témoignages"*. Les Hutu accusent la magistrature, en majorité tutsi, de connivence avec l'opposition et l'armée pour déstabiliser la dernière institution démocratique qui reste au pays, l'Assemblée nationale. Jusqu'à présent, 13 des 65 députés hutu ont été assassinés et d'autres se sont réfugiés à l'étranger ; par contre aucun de 16 députés de l'UPRONA n'a été inquiété jusqu'à présent.

Bujumbura : sur les routes de Bugarama et de Rumonge : nouvelle tactique des assaillants ; ils arrêtent les véhicules et obligent les passagers à descendre, à se dépouiller de tous leurs biens, même de leurs vêtements, et à continuer à pied vers la capitale. S'agit-il de bandits ou de bandes armées politiques? Déjà 18 véhicules auraient été interceptés.

Bujumbura : M. Déo Niyonzima, président du mouvement extrémiste tutsi SOJEDEM, adresse une lettre au Premier ministre pour réclamer la libération de M. Mathias Hitimana, président du parti tutsi extrémiste PRP, accusé de haine ethnique. Il qualifie de criminels et de génocidaires MM. Audifax Ndabitoreye, réfugié à l'étranger, Léonce Ndikumana, président du Parlement et Sylvestre Ntibantunganya, président de la République.

Rumonge : explosion d'une grenade à l'école primaire ; peu de dégâts.

Madrid : le Conseil des ministres de la Coopération de l'Union européenne lance un appel à toutes les parties en conflit au Burundi pour un cessez-le-feu de Noël, du 24 décembre 95 au 4 janvier 1996. Il désigne un représentant spécial au Burundi pour amorcer un dialogue dans la région des Grands Lacs.

- 22.12.95 : Bujumbura : manifestation organisée par le parti de l'opposition UPRONA contre les "fauteurs de guerre".

Ngozi : assassinat de M. Bède Nzobonimpa, gouverneur de Ngozi ; il revenait d'une réunion de préparation de son mariage. Le même jour, une attaque à la grenade est menée contre le PAM, le CICR et le HCR ; un membre du HCR a été légèrement blessé. Ces organisations ravitaillent les camps des réfugiés hutu rwandais venus au Burundi. Les extrémistes tutsi voudraient que ces organisations plient bagage pour que les réfugiés soient contraints de rentrer au Rwanda. Le 16 novembre 95, des ressortissants de Ngozi résidant à Bujumbura avaient rédigé une note d'accusation contre le gouverneur, une véritable condamnation à mort. L'ONG française "Action Internationale Contre la Faim (AICF)" a décidé d'évacuer la majorité de son personnel expatrié du Burundi, à la suite d'une attaque à la grenade à Gitega, dans la nuit du 17 au 18 décembre.

Genève : le Haut Commissaire des Nations Unies aux réfugiés demande une aide de 288 millions de US \$ pour couvrir les frais des opérations de rapatriement et de réinstallation des réfugiés rwandais en 1996. D'autre part, ils estiment que les conditions de sécurité rendent prématuré un rapatriement au Burundi ; les réfugiés burundais arrivent encore en grand nombre au Zaïre.

Selon l'envoyé spécial de l'ONU, le Burundi s'enfonce dans la guerre civile avec la complicité de la Communauté internationale.

Nations Unies : nomination du diplomate canadien Marc Faguy au poste de Représentant Spécial du Secrétaire Général des N.U. au Burundi ; le marocain Aziz Hasbi, qui avait été choisi, s'est désisté.

- 25.12.95 : dans une lettre adressée au président de l'Union Européenne, M. Christian Sendegeya, Vice-président du Comité National de la Défense de la Démocratie, le CNDD, proteste contre M. Ahmed Ould Abdallah, ancien envoyé spécial des Nations Unies au Burundi, auquel il reproche de prendre la défense de l'armée burundaise, d'appuyer l'ancien président M. Pierre Buyoya et de requérir le démantèlement de la Radio de la Démocratie du CNDD. Selon M. Sendegeya, M. Ould Abdallah se serait entretenu de ces questions avec le ministre belge des Affaires Etrangères.

- 27.12.95 : Bujumbura : conférence de presse du Premier ministre, M. Antoine Nduwayo : évaluation de l'action du gouvernement, perspectives pour 1996.

Il promet une guerre sans merci aux belligérants. *"Dans notre cas, c'est la coalition CNDD-FROLINA-PALIPEHUTU"*. Aucune allusion aux bandes armées tutsi ni aux massacres perpétrés par l'armée du Burundi.

Bujumbura : interpellation du gouvernement du Burundi par M. Hanny Abdel Aziz, suppléant du délégué du secrétaire général de l'ONU à Bujumbura.

Bujumbura : arrivée de M. Julius Nyerere, ancien président de la Tanzanie pour une mission d'information et de conciliation.

Genève : la Commission internationale des juristes fait part de son inquiétude devant l'ampleur des assassinats et des massacres ethniques perpétrés au Burundi en 1995 ; plus de 15.000 victimes. M. Adama Dieng, Secrétaire Général du CIJ s'est prononcé pour l'envoi de troupes au Burundi pour protéger la population. Le CIJ dénonce l'indifférence et l'inefficacité de la Communauté internationale devant ces massacres.

- 28.12.95 : Bujumbura : coupure d'eau et d'électricité ; la population va puiser dans le lac.
Bujumbura : le président de la SOJEDEM, M. Déo Niyonzima, demande au ministre de la Défense de mettre les hauts responsables de l'armée à l'abri des sollicitations des génocidaires qui veulent maintenir le président Sylvestre Ntibantunganya au pouvoir.
Bujumbura : trois militaires présumés putschistes ont été assassinés dans la prison de Mpimba ; il s'agit du sergent major Domero Dominique, extradé du Zaïre le 23.8.95 avec le colonel Ningaba, du sergent major Edouard Nsabimana et du caporal Ndayiragije. Selon la radio nationale, ils auraient été abattus dans une tentative de fuite. Des observateurs sur place pensent qu'ils ont été éliminés pour ne pas témoigner devant la Commission d'Enquête Internationale.
Kayanza : assassinat de M. Athanase Ndayisaba, conseiller du Gouverneur, hutu de l'UPRONA ; avant d'être nommé conseiller, il avait accepté la charge de directeur du Lycée de Kayanza, alors que ses deux prédécesseurs avaient été assassinés. D'autres Hutu "upronistes" figurent sur la "liste de mort".
Nations Unies : le Conseil de Sécurité apporte son soutien total au nouveau représentant spécial des NU au Burundi, M. Marc Faguy ; vivement préoccupé par la poursuite de la violence, le Conseil a décidé de suivre de près l'évolution de la situation.
- 29.12.95 : Bujumbura : rumeurs d'un coup d'Etat en préparation sous le commandement de M. Pierre Buyoya, ancien président du Burundi, qui aurait révélé son intention de reprendre le pouvoir pour *"instaurer une vraie démocratie"*. Les Etats-Unis ne s'y opposeraient pas.
Bujumbura : M. Adrien Sibomana, hutu député "uproniste", ancien Premier ministre du président Pierre Buyoya, échappe à un attentat.
Bujumbura : entretien du président du Parlement avec M. Julius Nyerere, ancien président de la Tanzanie, envoyé au Burundi au nom du Centre Carter pour tenter une réconciliation. S'agissant des voies de solution à la crise, les deux personnalités ont échangé sur l'opportunité d'organiser une table ronde consécutive au cessez-le-feu, regroupant toutes les parties en conflit, sur l'issue des enquêtes internationales, sur l'identification des criminels et sur les modalités d'organiser le débat national.
Bruxelles : Caritas plaide auprès de la Communauté internationale pour la formation d'une nouvelle police au Burundi, composée de Hutu et de Tutsi, susceptible d'inspirer confiance à toute le monde.
- 30.12.95 : Bujumbura : 200 Belges quittent le Burundi pour un "congé des fêtes de fin d'année".
Bujumbura : publication des prévisions budgétaires du gouvernement pour 1996. Sur un budget de 51 milliards de Fbu (54 en 1995), 11,8 milliards vont à l'armée (+ 14,5%), 4,5 milliards à l'enseignement de base (-6,5%).
Bruxelles : le porte parole du CNDD, M. Jérôme Ndiho, confirme que les deux leaders hutu extrémistes, le colonel Kabora Kosan, chef du PALIPEHUTU et le major Savimbi du FROLINA sont exclus du CNDD pour indiscipline et massacres de civils tutsi, alors qu'il faut s'attaquer uniquement à des objectifs militaires.
Londres : la Chronique d'Amnesty International révèle que le 26.10.95, 250 Hutu ont été massacrés à Tangara, dans la province de Ngozi.
Madrid : Amnesty International dénonce les assassinats d'enseignants, d'étudiants et d'ecclésiastiques au Burundi.
- 31.12.95 : Bujumbura : message à la Nation du président de la République, à l'occasion des vœux de Nouvel An : constat de la gravité de la situation, condamnation des éléments perturbateurs, y compris *"des éléments des Forces de l'Ordre guidés par l'indiscipline et l'appât du gain, quand ils pillent et tuent sélectivement des populations innocentes"*, propositions de voies d'issue à la crise.

JANVIER 1996

- 01.01.96 : Bujumbura : quelques grenades et coups de fusil pendant la nuit. Assassinat de plusieurs personnes dans le quartier de Buyenzi, aux 15e et 16e avenues : quelques blessés.

- New York : Mme Madeleine Albright, ambassadeur des Etats Unis aux Nations Unies, a déclaré que son pays s'opposerait avec détermination à toute tentative de coup d'Etat au Burundi.
- 02.01.96 : Province Rumonge, à Karonda : les militaires ont arrêté et emmené plusieurs Hutu de sexe masculin âgés de 25 à 40 ans, pour une destination inconnue.
Province Bururi, commune Rutovu : 8 fonctionnaires hutu sont arrêtés, accusés de connivence avec les assaillants.
- 03.01.96 : Bujumbura : l'armée burundaise à dominante tutsi a exprimé son opposition à l'envoi de gardes proposés par l'ONU pour la protection du personnel humanitaire, de même au déploiement d'une force internationale au Zaïre ; cela reviendrait à une "ingérence étrangère".
Bujumbura : des militaires, des gendarmes et des milices tutsi ont chassé les déplacés hutu et détruit leurs abris au camp du Monument de l'Unité ; tandis que les déplacés tutsi bénéficient de la protection des forces de l'ordre, les Hutu doivent déguerpir.
Rumonge : selon la radio nationale, 7 personnes ont été tuées et 20 blessées par des assaillants.
New York : les Nations Unies ont rendu public un nouvel appel de leur Secrétaire Général, M. Boutros Boutros Ghali, au Conseil de Sécurité ; il demande un déploiement préventif de troupes de l'ONU au Zaïre afin qu'elles puissent intervenir au Burundi menacé de violences ethniques à l'échelle massive.
Selon Mme Foa, porte-parole du Secrétaire Général des Nations Unies, le gouvernement du Burundi serait divisé sur cette question ; les modérés n'y seraient pas hostiles.
Paris : à l'occasion de son passage à Paris, le Secrétaire Général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim, a fait part au président Chirac de sa *"très vive préoccupation concernant la situation des Grands Lacs"*. A Paris comme à Addis-Abeba, on s'étonne que les médias internationaux se taisent sur l'ampleur de la catastrophe qui se prépare ; la pression de l'opinion publique pourrait inverser ce processus destructeur.
- 04.01.96 : Bujumbura : selon un rapport du HCR, quelque 5.000 Hutu burundais ont fui leur pays pour se rendre au Zaïre pendant le mois de décembre.
Bujumbura : le gouvernement du Burundi répond à M. Boutros Boutros Ghali que seul le Burundi doit pouvoir trouver des solutions à ses problèmes.
Province Bubanza : le colonel Karenzo est nommé gouverneur de la province, après la démission du hutu Hermann Tuyaga qui craignait pour sa vie. C'est la 3e province, après Muyinga et Ngozi, qui est désormais gouvernée par un militaire. Pour les uns, il s'agit d'une nécessité pour assurer la sécurité, pour les autres, c'est l'accomplissement du putsch rampant du 21.10.1993.
Province Muramvya, près de Bugarama : une bande d'une centaine de gens armés a arrêté dix véhicules ; les voyageurs ont été dépouillés de tous leurs biens, même de leurs vêtements.
Washington : le Département d'Etat américain a déclaré qu'il partageait les inquiétudes du Secrétaire Général de l'ONU concernant la violence au Burundi ; il s'est dit prêt à soutenir les NU et la Communauté internationale pour améliorer la situation.
New York : le Conseil de Sécurité des NU n'a pas obtenu un consensus sur le déploiement de troupes dans la région des Grands Lacs ; il s'est limité à une déclaration non contraignante et souhaite avoir plus d'informations.
- 05.01.96 : Bujumbura : le parti PALIPEHUTU fait *"une mise au point sur la crise socio-politique du Burundi"* (6 p.) : historique de la crise, naissance du parti, ses objectifs, en particulier la libération comme préalable absolu de la paix et de la démocratie, justification de la lutte armée, message à la Communauté internationale.
Bujumbura : le parti majoritaire FRODEBU propose de *"réfléchir sérieusement à la possibilité d'envoyer une force de protection de la population et de maintien de la paix avant qu'il ne soit trop tard."*
Bujumbura : panne générale d'eau et d'électricité causée par le sabotage de la ligne électrique de Mugere.
Bujumbura : un communiqué de la Présidence estime que la proposition du Secrétaire Général de l'ONU de stationner des casques bleus au Zaïre est à appréhender avec délicatesse.
Bujumbura : M. Vénérand Bakevyumusavyi, ministre des Affaires Etrangères, un Hutu de la mouvance présidentielle, a opposé un refus poli à la proposition du Secrétaire Général des NU concernant un déploiement de forces internationales au Zaïre. Les partis des Forces du Changement Démocratique, le FRODEBU et ses alliés, sont favorables à la proposition de M. Boutros Boutros Ghali tandis que les partis de l'"opposition" la rejettent catégoriquement.

- Bujumbura, au quartier Gitega : assassinat par des milices tutsi d'un riche commerçant musulman, de sa femme, du gardien et de la "boyesse".
- Bonn : M. Klaus Kinkel, ministre allemand des Affaires Etrangères, demande une augmentation du nombre des observateurs internationaux au Burundi. La Communauté internationale *"n'a pas le droit de se résigner"*.
- Nairobi : l'organisation humanitaire, Action Internationale Contre la Faim (AICF), a décidé de poursuivre ses activités au Burundi, en dépit des menaces et des attaques.
- 06.01.96 : New York : le Conseil de Sécurité des NU condamne les massacres au Burundi mais il n'est pas encore décidé d'envoyer des troupes dans la région.
- Nairobi : le Conseil National de la Défense de la Démocratie (CNDD) et sa branche armée, les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD), estiment qu'une force internationale serait indiquée à condition qu'elle soit déployée au Burundi et serve de force d'interposition entre les belligérants, en attendant la constitution d'une nouvelle armée.
- 07.01.96 : Bujumbura : le rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU au Burundi, M. Paulo Sergio Pinheiro, a dû reporter sa visite à Bujumbura pour des raisons de sécurité. Dans son rapport aux NU, il avait demandé à l'ONU de menacer le gouvernement du Burundi de sanctions ; il regrettait également le *"profond désintérêt de la Communauté internationale et sa grave incapacité d'agir de manière efficace et concertée devant une menace d'explosion à la rwandaise"*.
- Bujumbura : arrivée de Mme Sadako Ogata, haut commissaire des NU pour les réfugiés, au titre d'envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies.
- Bujumbura : selon certaines sources d'information, l'armée burundaise "est atteinte au moral" ; les accrochages avec les troupes de la rébellion feraient en moyenne par semaine cinq victimes dans les rangs de l'armée. La rébellion hutu comprend trois branches souvent en désaccord entre elles ; le PALIPEHUTU et le FROLINA seraient actifs dans le Sud du pays, tandis que les FDD, branche armée du CNDD, opéreraient dans les provinces du Nord. Selon les mêmes sources, il semble que le président du CNDD, M. Nyangoma, est plus populaire parmi les Hutu que le président de la République, considéré comme un otage du Premier ministre et des militaires.
- Bujumbura : des bandes armées de la rébellion, pense-t-on, continuent à intercepter les véhicules sur les routes d'accès à la capitale, principalement à Bugarama, pour piller les voyageurs de tous leurs biens.
- 08.01.96 : Bujumbura : après trois jours de coupure suite à un sabotage, l'eau courante alimente à nouveau certains quartiers de la ville ; les habitants de la capitale se plaignent que "ça va de pire en pire".
- Bujumbura : grève des minibus et des taxis en protestation contre une forte augmentation des polices d'assurance.
- Province Gitega, commune Makebuko, colline Mwaro-Nyundu : razzia des militaires et des "Sans Echecs", sous prétexte de rechercher un nommé Salvator Nzeyimana qui réclamait 200 Fbu à un déplacé tutsi.
- Bruxelles : le ministère des Affaires Etrangères déconseille fermement aux ressortissants belges de se rendre au Burundi ; des 264 coopérants belges au Burundi avant le déclenchement de la crise, il ne reste plus qu'une permanence de 4 personnes à l'Ambassade.
- Nairobi : Mme Sadako Ogata, haut commissaire des NU pour les réfugiés, a déclaré que *"des choses terribles se passent actuellement au Burundi... Il s'agit d'une crise politique profonde avec une intense activité militaire"*. Elle reconnaît ne pas avoir trouvé une solution à la crise ; cependant sa mission a servi à réduire la tension ; plusieurs organisations humanitaires ont repris leurs livraisons d'aide aux 150.000 réfugiés rwandais et aux 80.000 déplacés burundais. Selon Amnesty International, il y aurait 400.000 déplacés et dispersés à l'intérieur du pays.
- 09.01.96 : Bujumbura : selon des informations provenant d'organisations humanitaires, l'armée burundaise a lancé des attaques d'envergure dans les provinces de Cibitoke et de Bubanza, tuant des civils hutu aussi bien que des rebelles. L'armée a nié avoir mené une opération à grande échelle.
- Genève : l'Union Européenne a signé un accord de versement de 500.000 US \$ avec le Haut Commissariat des NU aux Droits de l'Homme pour financer l'envoi d'observateurs des droits de l'homme au Burundi ; le haut commissaire envisage de déployer 35 observateurs sur le terrain ; cinq devraient s'y rendre incessamment pour une période initiale de 3 mois et demi. Le coût total de l'opération pour 1996 est évalué à 6,6 millions de US \$.

- 10.01.96 : Bujumbura : réunion du Premier ministre avec les parlementaires pour chercher les stratégies d'une nouvelle tournée de pacification, la 3e, à travers le pays.
- Bujumbura : le CICR reprend partiellement ses activités humanitaires, qu'il avait interrompues à la mi décembre dernier pour des raisons de sécurité ; il s'agit d'une "action ponctuelle d'urgence" pour ravitailler la capitale en eau. Le personnel sur place du CICR comprend 30 expatriés et 90 Burundais.
- Bujumbura : M. Jean Hélène, correspondant du journal français "Le Monde" et de "Radio France Internationale" s'est vu confisquer son passeport par la police de l'aéroport alors qu'il s'apprêtait à rejoindre Nairobi. La police a également épluché son carnet d'adresses dont elle a pris des notes. Il a pu quitter le siège de la Brigade Spéciale de Recherche après un interrogatoire de 45 minutes.
- Bujumbura : MM. Déo Niyonzima, président du mouvement tutsi extrémiste SOJEDEM, Jean Pierre Ndayishimiye au nom des Services des Transports Urbains de Bujumbura (STUB), Justin Kabayabaya au nom du Conseil National du Personnel de l'Enseignement Secondaire (CONADES), appellent tous les citoyens burundais à un arrêt de travail pacifique, à partir du 15 janvier jusqu'à ce que le Burundi soit doté d'un nouveau président "patriote" ; ils accusent l'actuel président d'être un *"monstre, un instigateur des massacres, un génocidaire"*.
- Gitega, à Makebuko : les militaires enlèvent un jeune homme nommé Etienne Harimenshi ; ils lui assènent deux coups de machettes sur la nuque et le laissent pour mort. Le blessé a été transféré à l'hôpital de Kibuye.
- 11.01.96 : Bujumbura : réunion du Premier ministre avec les présidents des partis politiques, les chefs des régions militaires, les parlementaires et les gouverneurs de province ; le Premier ministre leur demande de limoger les administrateurs communaux qui soutiennent les bandes armées.
- Bujumbura : lancement de la 3e campagne de pacification. Le président de la République accompagné d'autres personnalités s'est rendu à Mubimbi, près de Bujumbura, une région particulièrement sensible à cause des infiltrations de la rébellion et des repréailles de l'armée.
- Strasbourg : publication du rapport du FEPAC au Parlement Européen; M. Augustin Nzojibwami, Secrétaire Général du parti majoritaire FRODEBU demande à la Communauté internationale d'imposer sans conditions au gouvernement du Burundi l'envoi immédiat d'une mission internationale mixte civile et militaire suffisamment représentative pour maintenir l'ordre et la paix et ainsi pallier aux manquements de l'armée burundaise. M. Libère Bararunyeretse, représentant du parti de l'opposition UPRONA ne partage pas le point de vue de son compatriote sur la situation au Burundi et la solution qu'il faut y apporter.
- Bruxelles : M. Armand de Decker, sénateur et président du groupe libéral à l'Assemblée de l'Union Européenne se prononce en faveur d'une intervention de l'EUROCORPS au Burundi.
- 12.01.96 : Bujumbura : première réunion des comités de sécurité ONU-BURUNDI pour la protection des opérations humanitaires.
- Province Ngozi, à Ijene : un nommé Paul, homme modéré et estimé, est tué par des assaillants hutu. En repréailles, les militaires tuent 44 Hutu à l'arme blanche.
- Dar-es-Salaam : l'armée tanzanienne ne tolérera plus d'incursions de troupes burundaises sous le prétexte du droit de poursuite des rebelles, a averti le chef des forces armées tanzaniennes, le général Robert Mbama. La Tanzanie a protesté plusieurs fois au cours des derniers mois contre des incursions de militaires burundais.
- Nairobi : "Reporters Sans Frontières" (RSF) a fait part au président du Burundi de son *"extrême préoccupation suite aux harcèlements et menaces dont est actuellement victime le journaliste français Jean Hélène"*. Après un interrogatoire à la Brigade Spéciale de Recherche, M. Jean Hélène est interrogé à nouveau par la Police de l'Air et des Frontières (PAFE) pendant deux heures ; elle a retenu son passeport.
- 13.01.96 : Bujumbura : M. Baudouin Tuyizere, président du Mouvement pour le Renouveau du Burundi, a adressé une lettre au président de la République, dénonçant et condamnant les violations des droits de l'homme dont les forces de l'ordre sont entièrement responsables.
- Il révèle aussi qu'un millier de jeunes Tutsi sont arrivés dans le Busoni le 17.2.95, venant de l'Ouganda où ils ont suivi un entraînement militaire ; il publie une liste de 49 cadres et intellectuels hutu assassinés jusqu'en juin 1995, de 27 attentats contre des cadres hutu et d'une quinzaine d'attaques dans des écoles.
- Bujumbura : le journaliste français Jean Hélène a pu quitter le Burundi après avoir été retenu pendant trois jours par la police.

- Bujumbura, sur la route de Bujumbura à Mabayi : 2 minibus sont attaqués par des milices hutu ; les voyageurs sont dépouillés de leurs biens ; un chauffeur est blessé.
- 15.01.96 : Bujumbura : Déo Niyonzima, président de la SOJEDEM, Jean Pierre Ndayishimiye au nom de la STUB, Justin Kabayabaya au nom de la CONAPES, Vital Ngendakuriyo au nom de la SPTT, Juvénat Masunzu au nom du Syndicat Libre des Travailleurs de l'INSS et Philippe Gahungu pour le Syndicat Libre des Travailleurs de la REGIDESO, donnent les instructions à suivre pour exiger du parti UPRONA le retrait de confiance immédiat et inconditionnel en Ntibantunganya, actuel président de la République.
- Selon certaines informations, les objectifs à poursuivre seraient : la destitution du président de la République, la levée d'immunité de plusieurs parlementaires hutu, dont le président de l'Assemblée Nationale, l'exclusion du pouvoir de certains officiers supérieurs modérés, l'exclusion du pouvoir des "upronistes" modérés, la prise du pouvoir par les extrémistes tutsi, Jean Baptiste Bagaza du PARENA et Cyrille Sigejeje du RADDES.
- Bujumbura : les écoles et d'autres établissements publics restent fermés par crainte d'actions violentes ; on signale des affrontements entre les forces de l'ordre et les milices tutsi à Ngagara. Depuis la purification ethnique de la ville, les Tutsi s'affrontent entre eux. Cependant l'appel à la "ville morte" lancé par des extrémistes tutsi ne connaît qu'un succès mitigé commandé par la peur. Le gouvernement et les forces de l'ordre ont organisé une "riposte remarquablement unie", de l'avis de certains milieux diplomatiques. Le ministre de la Défense a tenu un discours musclé contre les actions de déstabilisation et les grèves.
- Province Muramvya, commune Rutegama : des chefs de colline et des enseignants hutu sont arrêtés et torturés dans le cachot de la commune.
- Montpellier : l'agence de presse "Syfia" publie un rapport alarmant sur la sécurité et l'économie du Burundi, en particulier sur la situation de l'agriculture. *"Trop de violence, est-il écrit ; les paysans n'ont plus le courage de cultiver leurs champs"*.
- Nairobi : le Haut Commissariat des NU pour les Réfugiés déclare qu'au moins 5000 nouveaux réfugiés burundais sont arrivés dans les camps à l'Est du Zaïre au courant du mois de décembre dernier ; au total ils seraient plus de 100.000.
- 16.01.96 : Bujumbura : dans un article intitulé "Les énigmes", le journal "La Nation" de tendance extrémiste tutsi s'interroge sur le rôle de l'ancien président Pierre Buyoya dans le coup d'Etat du 21. 10.93.
- Rome : l'Union Européenne déclare être extrêmement préoccupée par la violence persistante au Burundi.
- 17.01.96 : Bujumbura : interviewé par le journal belge "De Standaard", l'ancien président du Burundi, M. Pierre Buyoya, craint une "somalisation" du pays, mais pas de Rwanda 2. Il regrette que la Belgique, le meilleur connaisseur du Burundi, suspende pratiquement sa coopération ; il n'affirme aucune velléité à être candidat à la présidence mais préfère se consacrer à son ONG, la "Fondation pour l'Unité, la Paix et la Démocratie". L'actualité des dernières semaines avait souvent cité le nom de Buyoya comme solution à la crise burundaise. Suspecté par le FRODEBU et rejeté par la tendance tutsi extrémiste de Bagaza, Buyoya bénéficierait de la faveur des Etats-Unis et de pays européens. Le journal burundais "Le Débat" semble accrédi-ter la thèse que M. Pierre Buyoya est seul capable de ramener la paix dans le pays ; il écrit: *"Faut-il un mandat international à l'ex-président Pierre Buyoya pour sauver le Burundi" ?*
- Bujumbura : l'opération "ville morte" déclenchée par des extrémistes tutsi qui réclament la destitution du président Sylvestre Ntibantunganya n'a connu qu'un succès mitigé, imposé par la peur. Aucune violence n'a été signalée. Pour la première fois, les forces de l'ordre se sont désolidarisées des extrémistes tutsi sur l'injonction du ministre de la Défense. Le principal instigateur de cette opération, Déo Niyonzima, président de la SOJEDEM, a été arrêté ; deux autres Tutsi extrémistes sont en résidence surveillée ; il s'agit de Cyrille Sigejeje, président du RADDES et de Mathias Hitimana, président du PRP.
- Bujumbura : le secrétaire général de la coordination de la Sûreté et de la Défense, le colonel Jean Bosco Daradangwe, affirme que l'armée est trahie par des extrémistes tutsi de l'opposition qui manipulent la jeunesse. Certaines sources d'information rapportent qu'il se prépare à Bujumbura un nouveau putsch militaire organisé par des officiers tutsi de Muramvya en conflit avec ceux de Bururi. Une vieille querelle.
- Bujumbura, à Mutanga Nord : un vendeur de charbon est assassiné.
- New York : le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali, a réaffirmé la nécessité d'une "initiative majeure" de la Communauté internationale au Burundi, y compris un

déploiement militaire préventif dans la région. Les autres mesures peuvent aider mais il serait irréaliste de penser qu'elles auront un impact quelconque sur le problème fondamental du Burundi.

18.01.96 : Bujumbura : le parti UPRONA condamne l'opération "ville morte" déclenchée lundi dernier par des groupes tutsi extrémistes. Malgré la surveillance serrée des forces de l'ordre, la drôle de grève continue. Le Premier ministre fait une déclaration surprenante aux représentants de la Chambre de Commerce : *"Il faut dire la vérité ; si l'on veut déposer le président, il faut suivre la procédure prévue par la Convention de Gouvernement, avec l'accord de tous les partis politiques ; sinon il s'agirait d'un coup d'Etat ; il faudra aussi un nouveau Premier ministre. ... Pour le moment le Premier ministre n'a plus rien à dire ; le pays est dirigé par des mouvements des jeunes"*.

Bujumbura : message du ministre de la Défense diffusé par la radio nationale : la lutte politique doit demeurer sur le terrain politique ; les responsables politiques doivent donner l'exemple ; tous doivent refuser la violence ; les forces de l'ordre doivent défendre les institutions nationales.

Bujumbura : les partis politiques RADDES et PRP suspendent leur participation aux réunions de la Concertation Nationale jusqu'à ce que leurs leaders soient libérés.

Bujumbura, à Cibitoke-Mutara, quartier tutsi ethniquement purifié : 4 Hutu sont assassinés dans la rue en plein jour.

Province Muyinga : 15.000 réfugiés rwandais fuient le camp de Mugano pour entrer en Tanzanie, suite à une attaque du camp. Des témoins affirment que les soldats burundais ont ouvert le feu et tué 20 personnes.

Province Rutana : le député hutu Cassien Bucumi est enlevé à son domicile par des militaires et emprisonné à Mpimba, sans levée de l'immunité parlementaire et à l'insu des autorités administratives et judiciaires.

Genève : M. Paulo Sergio Pinheiro, rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU au Burundi, a déclaré que la Communauté internationale doit menacer le gouvernement burundais de sanctions pour le contraindre à mettre fin aux violences contre les civils. *"Il s'agit d'un génocide au compte-gouttes, un Rwanda 2, dit-il. Je suis prêt à proposer toutes les sanctions prévues par les conventions internationales. Quel seuil de cadavres doit-on atteindre pour faire quelque chose" ?*

19.01.96 : Rome : le président du parti majoritaire FRODEBU, M. Jean Minani, a demandé une intervention immédiate d'une force des Nations Unies pour mettre fin aux massacres qui font en moyenne cent victimes par jour. *"Le pire existe déjà au Burundi, dit-il. Il n'y a pratiquement plus de Hutu à Bujumbura ; seuls sont restés les cadres et les fonctionnaires qui bénéficient d'une garde. Les forces de l'ordre se comportent comme des milices ; après chaque affrontement de groupes armés hutu et tutsi, elles exercent des représailles massives contre les Hutu, sous prétexte de désarmement"*.

New York : le Conseil de Sécurité des Nations Unies va étudier des mesures limitées pour ramener la sécurité au Burundi, comme l'envoi d'une mission de sécurité technique, sans créer dans l'immédiat une force internationale de maintien de la paix. Selon une source diplomatique, 4 membres permanents du Conseil, les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne et la Russie, ont demandé au Secrétaire Général des informations plus détaillées sur la situation au Burundi avant d'envisager le déploiement d'une force internationale. Dans sa lettre aux membres du Conseil de Sécurité, M. Boutros Boutros Ghali avait déclaré que les propositions de Mme Sadako Ogata sont de nature à améliorer la situation humanitaire mais n'ont aucun impact réel sur le problème fondamental du Pays.

20.01.96 : Bujumbura : Mme Madeleine Albright, représentante permanente des Etats Unis à l'ONU, a déclaré que son pays et la Communauté internationale ne veulent pas voir le Burundi sombrer dans un abîme désespérant de violence. A la sortie de son entretien avec le président de l'Assemblée Nationale, elle s'est prononcée pour un dialogue politique de toutes les parties impliquées dans cette crise ; mais il est absolument nécessaire d'arrêter d'abord les violences afin de reconstruire le pays et de poursuivre le processus démocratique.

Bujumbura : le parti minoritaire UPRONA se dit troublé par une campagne internationale orchestrée voulant faire croire au monde que la situation du Burundi est explosive. L'UPRONA adresse ses critiques aux Nations Unies, en particulier à leur rapporteur, M. Paulo Sergio Pinheiro, dont le rapport est, selon lui, *"étonnamment partial"* ; il qualifie aussi de désastreuse la

- proposition pour la paix de M. Boutros Boutros Ghali de déployer des forces préventives au Zaïre.
- Bujumbura : assassinat d'un Hutu pendant la nuit ; le cadavre est laissé devant la maison.
- 21.1.96 : Province Muyinga : quelques 17.000 réfugiés hutu rwandais se sont enfuis du camp de Ntamba vers la Tanzanie ; l'armée tanzanienne leur a refusé l'accès du territoire. Le dimanche soir, le camp ne comptait plus que 200 réfugiés sur le point de partir ; les soldats burundais mettaient le feu aux abris. Selon certains témoins, des soldats burundais sont arrivés vendredi dans le camp pour frapper les réfugiés. Le dimanche, un officier a donné deux heures aux derniers réfugiés pour partir.
- 23.01.96 : Province Muyinga : les 17.000 réfugiés rwandais qui ont fui le camp de Ntamba ont passé une nouvelle nuit sur la frontière de la Tanzanie qui maintient l'interdiction de l'accès de son territoire. Le représentant du HCR constate des réticences très fortes de l'armée burundaise pour leur retour au camp. "*Cependant leur situation est claire, a-t-il dit ; soit ils retournent dans le camp de Ntamba, soit ils rentrent chez eux au Rwanda*". 140 réfugiés ont demandé le rapatriement au Rwanda.
- 24.01.96 : Londres : selon Amnesty International, de la mi-décembre à la mi-janvier, 20.000 Hutu ont fui les provinces de Cibitoke et de Bubanza pour se réfugier à Uvira, dans l'Est du Zaïre, où se trouvent actuellement 140.000 réfugiés burundais.
- 25.01.96 : Province Muyinga : la Tanzanie ouvre ses frontières aux réfugiés rwandais qui ont fui les camps de Mugano et de Ntamba.
- Province Bururi : arrestation et bastonnade de Hutu.
- Bruxelles : l'association "Droits de l'Homme Sans Frontières" soutient la proposition de M. Boutros Boutros Ghali de déployer des casques bleus au Zaïre ; de même que la proposition du rapporteur spécial de Nations Unies pour les Droits de l'Homme au Burundi d'infliger des sanctions aux militaires pour non protection des populations civiles et des responsables politiques en danger de mort.
- Londres : Amnesty International fait une déclaration sur la crise persistante au Burundi et la condition dramatique des réfugiés ; il lance un appel à la Communauté internationale, à la Tanzanie, au Rwanda et au Burundi.
- Bonn : le "Burundi-Burö" dénonce la reprise en main du Burundi par l'armée comme à l'époque des dictatures militaires. Les trois provinces de Muyinga, Bubanza et Ngozi sont gouvernées par des militaires. Les communes de Bugenyuzi, Gitaramuka, Gihanga, Bugendana, Mwumba, Musaga, Kamenge...sont administrées par des militaires ou des policiers. La Régie des Oeuvres Universitaires, qui est le service centralisateur du budget de l'Université, est aux mains d'un major ; un colonel dirige le service de l'Immigration ; de même que d'autres services comme l'aéroport.
- Barcelone : Amnesty International et des ONG organisent une marche de Barcelone jusqu'à Genève, du 27 janvier au 21 février, pour attirer l'attention de l'opinion internationale sur la gravité de la situation dans la région des Grands Lacs et demander une intervention pour arrêter les massacres au Rwanda et au Burundi.
- 29.01.96 : New York : le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté une résolution invitant le Secrétaire Général de l'ONU à élaborer des "plans" avant le 20 février pour éviter au Burundi une solution à la rwandaise ; parmi les mesures à prendre figurerait un embargo sur les armes.
- New York : le Chargé d'Affaires zaïrois à l'ONU, M. Lukabu Khabouji N'zaji, a déclaré que son pays offrirait sa contribution à M. Boutros Boutros Ghali à des plans d'ordre militaire, si nécessaire. "*Il faut imposer la paix à ceux qui la violent, fusse par la force*", a-t-il dit.
- 30.01.96 : Bruxelles-Kigali : les "Informations Rwandaises Internationales" publient une "enquête" autour de l'assassinat du président Melchior Ndadaye commandité par certains milieux d'affaires burundais et étrangers.
- 31.01.96 : Bonn : le "Burundi-Burö" cite une lettre du gouverneur de Rutana adressée à son Commandant de Brigade révélant une stratégie d'arrestation de membres du parti FRODEBU ; Astère Nyandwi, chef de la Documentation à Rutana, et Didace Ntibaramvuna, Administrateur communal de Gitanga, ont été arrêtés. Le député Cassien Bucumi avait déjà été appréhendé à son domicile la semaine dernière.

- 01.02.96 : Bujumbura : le "*Cadre d'Action des Associations des Droits Humains*" s'oppose au projet d'envoi d'une intervention militaire étrangère au Burundi.
 Province Kayanza, commune Rango, à Rama : un Tutsi, dont le nom est connu, accompagné d'autres déplacés a tué M. Roger Minani en lui jetant une grenade.
 Province Kayanza, commune Rango, à Butanyerera : à l'occasion d'une rencontre à la zone de Kabuye pour une affaire de vaches, des déplacés tutsi jetent une grenade et blessent M. Donatien Sindayigeza, homme marié et un jeune homme, M. Ndikumana Redefusi. Les noms des criminels sont connus. Le soir, les membres du comité de pacification sont allés en deux groupes rassurer la population. Le groupe qui se rendit au village ne rencontra aucune difficulté tandis que celui qui alla à Kwizero était accompagné de deux déplacés qui tuèrent deux mères de famille, Mmes Angéline Nkenguburundi et Triphine Niyibaruta et un enfant au dos de sa mère. Les noms des assassins sont connus.
 Province Muyinga, commune Mwakiro : au cours d'une réunion de pacification présidée par le ministre Mayugi, M. Salvator Nyankiye de Kibago est arrêté et emmené.
 Province Kirundo, à Gitobe : des militaires tuent par la torture le commerçant Malachie et font payer une rançon de 400.000 Fbu à sa fille et à son frère.
 Gand (Belgique) : la société Anglo-Belgican Company fournira au Burundi un groupe électrogène de 5,2 megawatt pour un montant de plus de 100 millions de BEF. Ce groupe rendra la ville de Bujumbura indépendante des centrales électriques extérieures dont les lignes furent sabotées en décembre dernier. Les représentants du FRODEBU en Belgique n'y voient qu'une aide à une ville tutsi ethniquement purifiée.
- 02.02.96 : Bujumbura : le Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR) commence à rapatrier des réfugiés rwandais du camp de Ntamba ; 1.725 partent et les 4.000 restants s'y préparent. Par ailleurs 1.600 sont passés en Tanzanie.
 Bujumbura : tirs sur des hauteurs à proximité du quartier Kamenge d'où les Hutu ont été chassés.
 Bujumbura : la Ligue burundaise des Droits de l'Homme *Iteka* publie un commentaire du premier rapport sur la situation des droits de l'homme au Burundi établi par le Rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, M. Paulo Sergio Pinheiro. La Ligue critique le mandat du rapporteur qui ne couvre pas toute la crise (la gravité du putsch et du génocide d'octobre 93), la présentation partielle des institutions burundaises (justice, armée, assemblée nationale) et la qualité des informations (6 p.).
 Province Karusi, à Shombo : une fusillade des militaires sur le marché fait 100 morts, tous Hutu.
 New York : le Conseil de Sécurité des Nations Unies refuse poliment de s'impliquer dans le dossier Burundi. Concernant la proposition de M. Boutros Ghali de déployer des casques bleus dans la région, le Conseil de Sécurité déclare qu'il "*reste saisi de cette question*". Par contre il envisage de décréter un embargo sur les armes à destination du Burundi et le refus du visa aux responsables de crimes contre l'humanité.
- 03.02.96 : Bujumbura : séance extraordinaire des élus et des cadres du parti FRODEBU, la première depuis longtemps.
- 04.02.96 : Province Kirundo, commune Bwambarangwe, colline Kibazi : des assaillants hutu volent 8 vaches chez M. Nzigiri, 3 chez M. Mukware ; ils emmènent un berger en otage.
- 05.02.96 : Province Cibitoke à Mparambo : attentat manqué contre le député hutu du FRODEBU de Cibitoke, M. Gérard Gahungu ; un autre attentat à la grenade a blessé un autre député hutu du FRODEBU, M. Audace Ntirandekura, et tué un enseignant M. Dieudonné Niyonzima. Le parlementaire hutu Cassien Bucumi arrêté en pleine campagne de pacification, a été libéré mais il est encore pourchassé pour avoir témoigné que des militaires ont versé des cadavres dans une rivière.
 Karusi : assassinat de 15 Hutu dans un cabaret par des militaires de passage.
 Bujumbura : la "*Commission technique burundaise chargée de préparer le débat national sur les problèmes fondamentaux du Pays*" a déposé son rapport provisoire auprès du Président de la République. Le rapport définitif devrait suivre dans les deux mois après réception des observations jugées nécessaires par les instances habilitées.
 Bujumbura : le parti UPRONA proche des milieux tutsi et des militaires, s'oppose à toute négociation avec le Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) de M. Léonard Nyangoma. L'UPRONA dénonce une nouvelle offensive qui s'est concrétisée notamment par

- les derniers rapports d'Amnesty International, de Médecins Sans Frontières, par la proposition d'une trêve de Noël-Nouvel An avancée par le secrétaire d'Etat belge à la Coopération, par la proposition du secrétaire général des Nations Unies de déployer des troupes d'intervention, par les déclarations de M. Ogota Sakado, Haut Commissaire aux Réfugiés et surtout par M. Paulo Sergio Pinheiro, rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies.
- 06.02.96 : Bujumbura : dans une interview accordée au journal *Le Soir*, le Premier ministre, M. Antoine Nduwayo, déclare qu'"à Bujumbura nous avons réussi, le calme est revenu". D'autres s'interrogent sur le nombre de Hutu encore présents dans cette ville ethniquement purifiée.
- Bujumbura : l'ex-président tanzanien, M. Julius Nyerere, continue à rencontrer tous les acteurs de la crise burundaise ; sa médiation représente un dernier essai de solution politique de la crise avant le recours à la force.
- Bujumbura : message de carême 1996 des évêques catholiques : "*Recherchons la paix, soyons vainqueurs du mal par le bien*" : conseils en faveur de la paix, supplication aux belligérants de déposer les armes, appel au dialogue entre tous les belligérants, besoin de conversion...
- 08.02.95 : Province Muyinga, commune Mwakiro, secteur Rugabano : l'administrateur communal, M. Bède Ndikumana, accompagné de militaires et de deux indicateurs connus, procède à l'arrestation de plusieurs Hutu : MM. Rurahemuye, Simon Ndikumasabano, Frédéric Nzigamasabo, Fidèle Mbaririnda, Ntahorutaba, Mankera ; tous sont exécutés.
- Province Muyinga, à Rugabano : 6 Hutu sont exécutés par les militaires de la position de Mwakiro.
- Bujumbura, à Buterere : déportation de 40 Hutu vers le camp militaire de Ngagara.
- 09.02.96 : Province Ngozi, commune Tangara : massacre de 30 personnes selon les uns, d'une centaine selon d'autres.
- Bujumbura : dans une interview accordée au journal *Le Soir*, le lieutenant Jean Ngomirakiza, emprisonné à Mpimba sous l'accusation d'avoir participé au putsch du 21.10.93, raconte les circonstances de l'assassinat de ses trois compagnons le 28.12.95 ; ils ont été abattus par un gardien. "*On a voulu nous empêcher de parler, dit-il, de nommer les véritables responsables du putsch... Je peux vous dire que le haut commandement de l'armée y est impliqué*".
- Bujumbura : Mme Laurence Ndadaye, veuve du Président assassiné Melchior Ndadaye, déclare : "*Nous assistons à la poursuite d'un putsch rampant... Ici, comme en Haïti, seule une intervention étrangère réta-blira la légalité et mettra fin aux massacres des Hutu... Dans ce pays, la justice ne joue plus son rôle; elle est monopolisée par un seul côté*".
- Bruxelles : l'association *Droits de l'Homme Sans Frontières* demande à la Communauté internationale de sauver le Burundi du génocide ; l'heure est venue d'adresser un ultimatum au gouvernement et à l'armée du Burundi.
- Paris : le directeur général de l'UNESCO, M. Frederico Mayor, annonce la création par l'Organisation d'un fonds pour le Burundi d'un montant initial d'un million de US\$, en faveur des populations les plus nécessiteuses du pays.
- Bonn : le *Burundi Büro* considère que la Ligue des Droits de l'Homme *Iteka* est un exemple parmi plusieurs institutions qui sont tombées entre les mains des extrémistes tutsi. Les entreprises paraétatiques importantes qui étaient entre les mains des membres du FRODEBU ou de ses sympathisants viennent d'être récupérées et confiées à des Tutsi "sûrs" ; tels sont l'INSS (Institut National de la Sécurité Sociale), la REGIDESO (Régie de la Production et de la Distribution de l'Eau et de l'Energie), la COTEBU (Complexe Textile de Bujumbura), la SODECO (Société de Décorticage du Café), les Postes... Un major vient d'être nommé à la tête de la province de Kayanza. Sur les 14 provinces du pays, quatre sont déjà gouvernées par des militaires. De même *Iteka* a fini par tomber entre les mains des extrémistes tutsi sous la présidence de M. Sebudandi. Tous les membres du comité fondateur d'*Iteka* ont été assassinés ou sont partis en exil. Seul M. Eugène Nindorera essaie encore d'y jouer un rôle neutre.
- Rome : le président de l'Assemblée Nationale du Burundi déclare que la seule issue à la situation de guerre civile que connaît son pays est le "dialogue national" proposé par le gouvernement.
- 11.02.96 : Bujumbura : élimination de 4 Hutu de l'Ecole Technique de Kamenge, fréquentée en majorité par des Tutsi ; action de grève au finish contre le directeur hutu de l'établissement.
- Province Muramvya, à Kiganda : affrontements pendant toute la nuit entre les assaillants hutu et l'armée ; les assaillants avaient demandé aux habitants de se retirer de là et d'avertir l'armée ; c'est la première bataille entre les assaillants et l'armée, à l'écart de la population civile.

- Province Kirundo, commune Bwambarangwe, à Butegana : 5 Hutu en provenance de Gasorwe sont arrêtés, accusés de ne pas être munis de pièces d'identité et de laissez-passer ; on est depuis sans nouvelles d'eux.
- 12.02.96 : Province Muramvya, à Rutegama : voyant l'administrateur communal fortement applaudi au cours d'un meeting de pacification, le gouverneur de la province dit pour le disqualifier : *"les dirigeants d'ici sont mauvais, il faut les destituer"*.
- 13.02.96 : Province Ruyigi, à Butezi : à l'occasion de la campagne de pacification, le président de la République reconnaît que la situation est préoccupante dans cette commune ; des Tutsis accusent les coopérants volontaires italiens d'avoir effacé les traces des massacres d'octobre 1993.
- Province Cibitoke, à Murwi : assassinat de deux filles hutu du collège ; silence de l'administration. Assassinat de trois Hutu par des milices. Pillage et destruction par des militaires dans le secteur de Mirombero. Fermeture du collège communal de Murwi. Des fosses communes ont été aménagées près de la position militaire de Murwi.
- Bujumbura : séance de la Cour Constitutionnelle sur le "procès Ntibantunganya" ; la SOJEDEM conteste la légitimité de sa nomination au poste de président de la République. Forte présence de jeunes tutsi.
- Bujumbura : arrestation pour extradition de jeunes Rwandais transfuges de l'armée rwandaise ; s'ils sont déserteurs, ils risquent la peine de mort; cela n'empêche qu'ils arrivent à s'évader moyennant un versement de 5.000 FBu aux militaires de la garde.
- Bujumbura : lettre du président de la République et du Premier ministre à Mme Madeleine Albright, président du Conseil de Sécurité des Nations-Unies (4 pages). La conclusion est que *"le Gouvernement du Burundi demande à la Communauté Internationale de continuer à encourager et à aider le peuple burundais dans la recherche d'une solution définitive et satisfaisante à l'endroit de tout le monde, dans le strict respect de sa souveraineté qui exclut tout recours à la force"*.
- Nairobi : la mission européenne envoyée au Burundi constate que *"les autorités burundaises au plus haut niveau, à savoir le président de la République et le Premier ministre, de même que l'opinion publique sont foncièrement hostiles à l'envoi d'une force internationale dans le pays"*.
- 14.02.96 : Bujumbura : nomination des MM. Léopold Niyibigira et Melchior Ntahabona (ancien ministre de la Justice) à la Cour constitutionnelle devenue majoritairement tutsi. Changement aussi à la présidence des tribunaux de Grande Instance de Bujumbura et de Bubanza.
- Bujumbura : arrivée de M. Aldo Aiello nommé Représentant extraordinaire de l'Union européenne au Burundi où il travaillera en collaboration avec l'envoyé spécial des Nations-Unies. Il est accompagné de 5 observateurs des droits de l'homme de l'ONU payés par l'Union Européenne.
- Bruxelles : le Premier ministre belge, Jean Luc Dehaene et le ministre des Affaires Etrangères, M. Erik Derijcke ont fait part au Premier ministre du Burundi de leurs inquiétudes face à l'évolution de son pays. Ils se sont prononcés pour une solution négociée tenant compte des acquis démocratiques qu'a connus le pays.
- 15.02.96 : Province Bubanza : le long des 40 km de route de Bubanza à Bujumbura, il n'y a plus une seule maison debout. Tout a été détruit et la campagne est entièrement désertée depuis les affrontements de septembre 1995.
- Province Kirundo : 1.800 Rwandais, réfugiés du camp de Rukuramigabo, ont été rapatriés au Rwanda par le HCR. D'autres rapatriements sont programmés pour les prochains jours ; selon un témoin oculaire, les autorités et la population de Butare, au Rwanda, ont réagi très négativement à l'arrivée des réfugiés.
- Bruxelles : lors d'une conférence de presse reprise dans un memorandum mis à la disposition des journalistes (8 pages), la section belge du parti FRODEBU dit révéler les véritables buts du voyage du Premier ministre, M. Antoine Nduwayo, en Belgique ; elle considère que cette visite est *"indécente et contre-indiquée"*, lorsqu'on sait que M. Antoine Nduwayo a appelé les Burundais à la guerre pour 1996. Le FRODEBU met en question la légitimité politique du Premier ministre porté au pouvoir par un coup de force des *Sans Echechs* après la démission également forcée de M. Anatole Kanyenkiko par les opérations "villes mortes". Il lui reproche une attitude pour le moins douteuse face à la persistance de la violence, sa complicité avec une justice partisane, sa collusion politico-affairiste, son rôle de fauteur de guerre. Le FRODEBU s'oppose à la relance de la coopération belge avec le Burundi qui ne profiterait qu'aux antidémocrates qui exercent la mainmise sur le pays. Quant au président de la République il a

perdu toute liberté d'action politique, étant lié par la signature de la " Convention de gouvernement" et la pression des militaires. La France et l'Allemagne ont refusé de recevoir M. Antoine Nduwayo.

Bruxelles : au cours de sa conférence de presse, le Premier ministre du Burundi, M. Antoine Nduwayo, s'est montré confiant. *"Je suis heureux de constater, dit-il, que la Belgique et la Communauté internationale n'avaient pas l'intention de suspendre leur coopération... La gestion de la crise au Burundi a été très difficile mais l'évolution en cours nous permet de voir le bout du tunnel... Même si l'armée n'est pas monoethnique, nous devons faire en sorte que ces arguments ne soient plus exploités par nos détracteurs. Nous avons d'ailleurs déjà pris des mesures en créant un centre d'instruction au nord du pays"* (région à forte prédominance hutu).

16.02.96 : Bujumbura : conférence de presse du président de la République: concernant l'armée il déclare : *"il faut dire aux Burundais et aux étrangers que l'armée est un pilier national sur lequel doit compter toute la société ; l'armée est une institution nationale dans laquelle doivent se reconnaître tous les Burundais et dans laquelle entrent tout ceux qui, remplissant les conditions exigées, veulent défendre la patrie"*.

New York : le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros Ghali, a demandé à nouveau une force d'intervention armée pour le Burundi de 25.000 hommes mis en alerte dans leurs pays respectifs et prêts à intervenir pour *"empêcher les massacres, assurer la sécurité des réfugiés, des personnes déplacées, des civils et protéger les infrastructures économiques du pays"*.

Bruxelles : à l'occasion de la visite du Premier ministre burundais en Belgique, la section belge (récemment créée) de la Ligue des Droits de l'Homme burundaise *Iteka* déclare déplorer la persistance de la violation flagrante des droits de l'homme au Burundi ; elle rappelle au gouvernement ses responsabilités graves et dénonce l'impunité et le manque de volonté politique. *"Nous pensons, dit-elle, que ce n'est pas prioritairement les moyens matériels et la relance de la coopération au développement avec la Belgique qu'il faut pour le moment, mais d'abord une volonté politique de ramener la paix de façon durable : cela manque cruellement dans le pays"*.

Bruxelles : à l'occasion d'une conférence de presse, le ministre burundais des Finances, M. Salvator Toyi, déclare que les chiffres de la crise économique sont dramatiques ; le PIB a chuté de 16 pc par rapport à 1992, la dernière année normale avant la crise ; 60 pc des Burundais vivent en-dessous du seuil de la pauvreté ; l'inflation a été de 19 pc depuis septembre 1995 ; pour la première fois, le Burundi n'a pas pu payer le service de la dette extérieure.

18.02.96 : Bujumbura : tirs à l'arme lourde du côté de Mutanga Nord. Au marché de Gasenyi : arrestation et embarquement de 66 Hutu connus nommément, à l'occasion d'une opération militaire.

Bujumbura : le président du parti FRODEBU, le Dr Jean Minani, adresse une lettre au président du Conseil de Sécurité de l'ONU à propos de la lettre du président de la République et du Premier ministre, au même Conseil de Sécurité, dans laquelle ils affirment que la paix et la sécurité reviennent progressivement au Burundi. Selon le Dr Jean Minani la situation est aussi tragique qu'elle l'était il y a quelques semaines ; suit une énumération d'assassinats et de massacres. Par conséquent le FRODEBU ne voudrait pas partager la responsabilité historique devant la communauté nationale et internationale de ne pas avoir engagé tous les efforts nécessaires pour éviter la catastrophe au Burundi, si cette dernière devait survenir comme beaucoup de signes précurseurs l'indiquent. Pour ces raisons, le Parti FRODEBU continue à soutenir la requête du Secrétaire général des Nations Unies et la résolution n° 1040 du Conseil de Sécurité. Cette lettre provoque des remous dans le pays ; après la patience et la modération du langage qui n'ont pas été payants, désormais le FRODEBU semble vouloir parler clairement.

19.02.96 : Province Muyinga, commune Bwambarangwe : 12 tués à Butare.

Province Cibitoke, à Murwi : assassinat de deux prédicateurs protestants à la position militaire, en présence de l'administrateur.

20.02.96 : Bujumbura : alors que le Président de la République et le Premier ministre disent que la *"paix et la sécurité reviennent progressivement au Burundi"*, le président du FRODEBU, le Dr Jean Minani, rapporte qu'au cours de ces dernières semaines le pays a connu plusieurs massacres des populations et des graves violations des droits de l'homme. Des sources concordantes affirment que des milices et des civils tutsi continuent à être armés à grande échelle et sont massivement renforcés par des nombreux éléments de l'armée rwandaise qui désertent en grand nombre ces derniers jours... Par ailleurs on signale de grands mouvements d'infiltration de bandes armées hutu... *"Au vu de cette situation, dit-il, nous sommes convaincus que c'est sous la*

pression du haut commandement de l'armée et de l'appareil judiciaire devenu plutôt de répression politique que le président de la République vient de rejeter la requête du Secrétaire général de l'ONU de déployer des forces armées dans la région des Grands Lacs".

Province Ngozi, commune Tangara et province de Gitega, commune Butegana : selon l'armée, 15 morts, selon d'autres sources plus de 100 morts dans une opération de poursuite de "bandes armées".

Province Muramvya, à Kiganda : l'armée reconnaît qu'il y a eu des affrontements qui ont fait 30 morts ; 100, selon d'autres sources.

Londres : *Amnesty International* analyse la situation au Rwanda et au Burundi dans un document intitulé : "*Rwanda et Burundi. Le retour au pays : rumeurs et réalité*" (62 pages).

Genève : *Amnesty International* déclare dans un communiqué de presse que des mesures urgentes doivent être prises pour résoudre la crise des réfugiés du Rwanda et du Burundi.

Paris : en réponse aux propos sévères de M. Paulo Sergio Pinheiro contre la Radio Démocratie du CNDD "*qu'il faut détruire*", l'hebdomadaire *Jeune Afrique* fait part du scepticisme d'autres fonctionnaires de l'ONU en poste à Bujumbura qui affirment que "*l'envoyé spécial ne possède pas le moindre enregistrement de Radio Démocratie. En revanche, tous les jours, les journaux burundais appellent réellement à la haine et au meurtre. Sans susciter apparemment de réaction de M. Pinheiro*".

21.02.96 : Province Muyinga, commune Rugari : vers 21 h, M. Egide Buregeya, directeur de l'internat du Lycée de Rugari, quitte la maison du directeur pour rentrer chez lui. Son corps est retrouvé le matin du 22 entre le Lycée, le site des déplacés tutsi et le domicile du directeur.

Bruxelles : grande manifestation d'*Amnesty International* qui regrette la passivité de l'Union Européenne (UE) et son incohérence face aux drames du Rwanda et du Burundi. Ainsi l'UE dépense chaque jour 15 millions de BEF en aide humanitaire, mais elle ne trouve pas de crédit pour financer une mission d'observateurs des droits de l'homme.

Washington : en visite aux Etats-Unis, le ministre belge des Affaires Etrangères, M. Erik Derycke, pense qu'une force d'intervention est une bonne idée, mais la Belgique n'y participera pas. Par ailleurs il a été précisé que l'administration américaine n'est pas disposée à accorder le même rôle à l'OUA que la Belgique.

Bonn : le *Burundi Büro* qualifie la campagne de pacification en cours au Burundi de simple démonstration à l'attention de la Communauté internationale. En fait les tueries continuent sur le terrain. Pour preuve : le 18.2.95 des coups de feu ont été entendus à Gasenyi, dans la province de Bujumbura rural ; la population s'est réfugiée près du poste militaire qui a trié les jeunes au nombre de 66 et les a embarqués vers le camp militaire de Ngagara ; 6 d'entre eux auraient été abattus sur le champ. Le 14.02.96, toujours à Gasenyi, 8 personnes ont été embarquées dans un camion militaire ; depuis lors elles ont disparu. Le même jour, à Rutegama, en province de Muramvya, lors d'un rassemblement de pacification, les militaires ont fait plusieurs morts. A Bugenyuzi, dans la province de Karusi, les militaires ont tué 15 personnes ; selon la radio nationale, une attaque aurait eu lieu sur une position militaire. Toutes ces victimes sont des Hutu.

22.02.96 : Bujumbura : on reconnaît qu'il y a intensification des affrontements entre l'armée et les assaillants hutu, dans les provinces de Karusi, de Bubanza, de Cibitoke et de Bujumbura. Pertes aussi dans les rangs des militaires.

Province Karusi, commune Shombo : affrontement entre militaires et assaillants hutu. Bilan : un soldat tué, 8 blessés, 3 assaillants capturés, plusieurs maisons brûlées par les soldats, 5 personnes hutu et tutsi dévalisées de 1.203.000 FBu par les assaillants.

Province Kirundo, commune Bwambarangwe : des cadavres presque pas enterrés sont dévorés par des chiens.

Toujours à Bwambarangwe : le chef de zone est tué par des assaillants hutu. En représailles, les militaires poussent la population à incendier les maisons et à couper des bananiers et des caféiers.

Province Muyinga, commune Buhinyuza, à Jarama : lors de la visite du chef de l'Etat, un habitant de Rusheri dénonce publiquement les assassinats qui sont perpétrés à Mwakiro.

Province Cibitoke, à Murwi : six Hutu assassinés à la position militaire.

Bruxelles : la représentation en Belgique du Parti pour la Libération du Peuple Hutu, le PALIPEHUTU adresse une pétition au gouvernement belge pour qu'il exerce une pression sur les instances militaires et leurs milices au Burundi afin que cesse le génocide au goutte à goutte.

- Kinshasa : le gouvernement zaïrois approuve le rapport du secrétaire général de l'ONU concernant la situation au Burundi.
- 23.02.96 : Bujumbura : tirs à l'arme lourde sur les hauteurs de Kamenge. Selon l'armée il y a 6 morts et 60 arrestations d'une bande armée hutu. Des témoins parlent de 7 morts (1 assaillant et 6 civils) et de 70 arrestations dans la population qui s'était réfugiée près du poste militaire lui demandant d'intervenir. Les appréhendés sont des jeunes qui ne faisaient pas partie des bandes armées ; la liste des jeunes arrêtés fait le tour de la ville ; on craint un massacre.
- Bujumbura : à nouveau des embuscades sur les grands axes de Gitega, Ngozi et Bubanza à la capitale : des morts, des blessés, du matériel détruit. Selon l'information officielle, des bandes armées ont attaqué des positions militaires. A nouveau des coupures d'eau et d'électricité dans le pays, surtout à la capitale ; de sources proches de M. Léonard Nyangoma, président du CNDD, la capitale serait privée de 65 pc de son approvisionnement.
- Bujumbura : ouverture des procès des inculpés dans les massacres qui ont suivi le coup d'Etat du 21 octobre 93 ; selon certaines sources, seuls des Hutu seraient traduits en justice jusqu'à présent.
- Dans le nord du pays, sabotage d'un camion citerne de carburant en provenance de la Tanzanie.
- Bujumbura : la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme *Iteka* demande une action urgente contre les milices et les bandes armées burundaises ; description des bandes et des mesures à prendre (9 p).
- Bruxelles : conférence de presse du CNDD concernant la visite du Premier ministre burundais en Belgique ; critiques de la politique du Premier ministre, propositions du CNDD pour rétablir la paix (8 pages)
- 26.02.96 : Bujumbura : le ministre de la Défense, le Lt Col. Firmin Sinzoyiheba, dément les massacres commis par l'armée à Rutegama et à Kabarore ; il menace le président du FRODEBU disant *"qu'il vient de montrer clairement pour quelle cause il milite, celle du CNDD. S'il continue à signer ses appels à la haine ethnique au nom du FRODEBU, il risque de donner raison à ceux qui font facilement l'amalgame entre le CNDD et le FRODEBU"*.
- Bujumbura, à Mutumba : un camion militaire est tombé dans une embuscade.
- Province Cibitoke, commune Rugombe : 49 morts dans un affrontement d'assaillants hutu avec l'armée. M. Maryogo, président du tribunal de Murwi, est assassiné par des militaires.
- New York : le Conseil de Sécurité n'a pas réussi à dégager une position commune sur la proposition du Secrétaire général de l'ONU d'envoyer une force d'intervention dans la région des Grands Lacs, surtout à cause des réserves de la France et de la Chine.
- Province Kirundo, commune Bwambarangwe, à Kibinobono : 5 tués : MM. Boniface Ndaruzaniye, Dismas Ntakimazi, Grégoire Karimumuryango, Ntubura et Masimbi. A Butare, en commune Bwambarangwe : 12 Hutu tués par des militaires : MM. Burarame, Rwaswa, Nzeyimana, Kanyankwi et Kimangara (garçon), Mmes Liberiya, Hatungimana, Bujana et l'enfant sur son dos, Hilariya et Clothilde Zubakwa.
- 27.02.96 : Bujumbura : commentaires autour d'un éventuel remaniement ministériel parce que certains ministres (des Hutu) refusent de participer à la campagne de pacification.
- A l'occasion de meetings pour l'unité, on voit réapparaître la JRR, l'ancienne Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore, une émanation du parti UPRONA.
- Bujumbura : retour du Premier ministre de sa visite en Europe ; il déclare avoir dit en Europe la vérité sur le Burundi, alors que d'autres y avaient colporté des mensonges.
- Les Forces du CDD attaquent la Centrale électrique qui fournit 75 % de l'électricité de Bujumbura.
- 28.02.96 : Bujumbura rural : incidents à Mutumba ; selon l'information officielle, il y a eu 5 morts dans les bandes armées hutu et 2 militaires en fuite. Beaucoup d'habitants se sont enfuis.
- Bujumbura : blocage au sujet de la conférence de Tunis ; les voix sont divergentes, surtout depuis la lettre du Dr Jean Minani au président du Conseil de Sécurité des Nations Unies.
- Bruxelles : sous le titre *"Combien de morts faudra-t-il encore ?"*, *Amnesty International* dénonce l'inertie de la Communauté internationale qui ferme les yeux sur les atrocités commises au Burundi où plus de 1.000 personnes sont tuées tous les mois par les forces gouvernementales et les groupes armés. Suit une description de plusieurs tueries à grande échelle.
- 29.02.96 : Bujumbura : tirs à Kiriri pendant 20 minutes ; les habitants prennent la fuite.
- Bujumbura : publication du projet de *"Requêtes de financement d'urgence pour le retour à la paix"* présenté par le Premier ministre en Europe pendant sa tournée, du 13 au 27 février 1996 (60 p.). Le coût total de l'appui sollicité est de 278.550.000 millions de US\$.

MARS 1996

- 01.03.96 : Province Ngozi, à Mutaho, vers 6h30 : assassinat de l'abbé hutu Sylvestre Hakizimana, sur la route vers sa paroisse de Rwisabi. Le curé précédent de Rwisabi avait été assassiné l'an dernier. C'est le 15^e prêtre tué au Burundi depuis octobre 1993. Selon un communiqué du Burundi Büro de Bonn, "*le meurtre a été commis par des militaires*" ; d'autres sources d'informations l'attribuent aux *Forces de la Défense pour la Démocratie* (FDD) de Nyangoma.
- 02.03.96 : Bujumbura : incidents sur la route Bugarama-Bujumbura : 5 morts dont le directeur de l'hôpital de Kayanza, un Hutu, de nombreux blessés, 3 véhicules incendiés.
Bujumbura, à Kamenge : tirs nourris de l'armée pendant la nuit sous prétexte qu'il y reste des assaillants hutu ; 3 autobus devaient ramener des déplacés hutu dans leur quartier de Kamenge complètement dépeuplé et détruit.
Bujumbura : explosion d'une grenade à Buyenzi : un tué et une trentaine de blessés.
Gitega : 119 prisonniers politiques ont adressé une lettre au président de la République se plaignant d'être "*enterrés vivants dans des cachots sans réellement savoir pourquoi*". Les prisonniers politiques, hutu à 99%, sont au nombre de 5120 à comparaître devant les Chambres criminelles des Cours d'Appel de Bujumbura, de Gitega et de Ngozi.
Paris : M. Grégoire Biri hanyuma, représentant du parti FRODEBU en France, plaide pour le déploiement d'une force multinationale de paix dans la région des Grands Lacs (document de 11 p.).
- 03.03.96 : Province Kirundo, commune Bwambarangwe : 13 Hutu sont morts dans la prison en une semaine.
Province Bujumbura : incidents sur la route Bugarama-Bujumbura ; des morts, des blessés, des véhicules brûlés.
Province Bubanza : des militaires ont ouvert le feu sur la population hutu au marché de Muzinda ; nombre inconnu de tués et de blessés.
Province Ruyigi : selon la version officielle, 73 prisonniers criminels de guerre se sont évadés de la prison.
Province Ngozi, à Mubuga : affrontements qui ont fait des morts, des blessés et des maisons brûlées.
Province Muramvya : incidents à Busimba et Kibogoye ; officiellement 15 morts ; fuite de la population.
- 04.03.96 : Bruxelles : l'association *Droits de l'Homme Sans Frontières* (DHSF), lance un nouvel appel à la Communauté internationale pour un règlement de la crise burundaise ; elle regrette vivement la décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies et encourage M. Boutros Boutros Ghali à explorer toute autre voie de recours afin de secourir le peuple burundais victime d'un génocide devenu patent. La non-intervention au Burundi correspond à la non-assistance à un peuple en danger et conforte la position des militaires.
- 05.03.96 : Bujumbura : l'ancien président des Etats-Unis, M. Jimmy Carter veut convoquer un nouveau sommet des chefs d'Etat du Burundi, du Rwanda, du Zaïre, de l'Uganda et de la Tanzanie, à Tunis, le 15 mars.
Bujumbura : la Cour Constitutionnelle a rejeté le recours de M. Deo Niyonzima contre la légitimité de la nomination de Sylvestre Ntibantunganya à la présidence de la République. Cette affaire aurait remis en question le gouvernement du Burundi et même la Convention de gouvernement.
Bujumbura : incidents sur la route Bugarama-Bujumbura.
New York : le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est prononcé pour le dialogue politique sans créer de force d'intervention pour la région des Grands Lacs. Il demande au Secrétaire général de l'ONU de poursuivre ses consultations sur un projet de "*réaction rapide en cas de grave détériorisation de la situation*".
- 06.03.96 : Province Kirundo, commune Bwambarangwe: 5 morts en prison
- 07.03.96 : Bujumbura : attaque d'"assaillants" à Kinama ; 5 morts.
Province Ngozi, commune Tangara, à Nyarugati : recherchant des assaillants, les militaires ont tué 4 personnes.
- 08.03.96 : Bujumbura rural : incidents sur la route Bugarama-Bujumbura ; des morts, des blessés, des véhicules incendiés. Incidents aussi à Mube-rure : 3 militaires tués ; fuite de la population par crainte de représailles.

Bujumbura : selon les Nations Unies, 117 personnes au moins ont été tuées dans le Nord et le Centre du Burundi, au cours de ces deux dernières semaines. Une visite du HCR aux camps situés près de Ngozi a dû être annulée à cause de l'insécurité.

Bujumbura : le tribunal militaire a acquitté 10 militaires impliqués dans la tentative du putsch du 3 juillet 1993. Le ministre de la Justice, M. Gérard Ngendabanka, membre de l'UPRONA, a aussitôt demandé au procureur de la République de renouveler les mandats d'arrêt, affirmant que *"les mêmes prévenus ont des charges sérieuses en rapport avec la tentative de putsch d'octobre 1993, d'autant plus que cet arrêt d'amnistie comporte beaucoup d'irrégularités flagrantes"*. Le ministre demande aussi de ne pas délivrer de passeports aux concernés qui sont en Uganda ; leur fuite entraverait les enquêtes en cours de la Commission Internationale d'Enquête Judiciaire actuellement sur le terrain à Kampala. Il ajoute : *"je profite de cette occasion pour vous faire remarquer de nouveau qu'à part les militaires arrêtés dans la fraîcheur de la tentative de putsch d'octobre 1993 et qui n'ont pas encore été jugés, nous observons qu'aucune autre arrestation n'a été effectuée, alors que l'enquête piétine depuis déjà deux ans et demi"*.

Province Karuzi, à Bugenyuzi : massacre de 150 Hutu par l'armée. A Rugazi, dans la même commune, les assaillants hutu qui recherchaient le chef de zone pour collaboration avec les militaires, ont tué une personne et blessé deux autres.

Bruxelles, à la cathédrale Saint Michel : manifestation oecuménique de prière en faveur de la paix au Rwanda et au Burundi.

Bruxelles : *Droits de l'Homme Sans Frontières* salue l'initiative de la manifestation oecuménique et rappelle 4 axes principaux qui cristallisent les conflits au Burundi : la démocratisation des institutions et le partage du pouvoir, la violence exercée par les forces armées et les milices de tout bord, l'insécurité juridique due à l'effondrement du système judiciaire, la problématique des réfugiés

Paris : M. Patrick Baudouin, président de la *Fédération Internationale des Droits de l'Homme* (FIDH) lance un appel à la mobilisation générale de toutes les bonnes volontés en faveur de la paix au Burundi.

09.03.96 : Bujumbura : coups de feu à Kinama et près de l'aéroport.

Bujumbura : au Musée Vivant, rencontre entre les anciens présidents M. Jean Baptiste Bagaza et M. Pierre Buyoya ; pas de déclarations.

Province Karuzi : un bus essuie des tirs non loin de Karuzi ; bilan : 27 morts dont des militaires.

Province Bubanza, commune Rugazi, à Bugume, Kabogo et Muzinda : 20 morts.

10.03.96 : Province Ngozi : attaque du Grand Séminaire de Burasira : un ouvrier tué, un soldat de la garde blessé ; dégâts matériels considérables ; selon certaines sources d'information, l'attaque a été menée par des déplacés tutsi, selon d'autres sources, par des assaillants hutu.

11.03.96 : Province Muyinga, à Gasorwe : 12 Hutu, en provenance de Ngozi, ont été tués et jetés dans des fosses communes.

12.03.96 : Province Muyinga : deux Hutu originaires de Ngozi et un autre originaire de Karuzi ont été arrêtés à la position militaire de Kirembe ; ils ont été conduits à Gasorwe où ils ont été tués et jetés dans une fosse commune.

13.03.96 : Bururi, à Buyengero : arrestation de l'administrateur communal, témoin gênant du meurtre des trois Italiens ; il est remplacé par un militaire.

Bujumbura : le HCR accuse l'armée de brutaliser les réfugiés rwandais du camp de Rukiramugabo soi-disant pour les forcer au rapatriement ; 14 réfugiés ont dû être hospitalisés. Quelques 700 réfugiés rwandais quittent chaque jour les camps pour se rendre en Tanzanie.

Rome : lors d'une conférence de presse à la Communauté San Egidio, le président du Burundi a laissé entendre qu'il y aurait possibilité de négocier avec M. Léonard Nyangoma, président du CNDD, si celui-ci renonce à la violence. Il reconnaît aussi que l'un des militaires qui ont tué les religieux italiens à Buyengero, s'est enfui de la prison grâce à la complicité des gardes.

14.03.96 : Bujumbura : le parti UPRONA, étroitement lié à la mouvance tutsi et à l'armée, rejette catégoriquement toute négociation avec les chefs d'organisations terroristes, disant que *"l'intégrisme ethnique, le génocide sont des crimes avec lesquels on ne peut pas négocier"*.

Bujumbura : bien que les médias n'en disent rien, il y aurait un mouvement important d'assaillants venant de la Kibira en direction de la région de Bururi, considérée comme la place forte de la mouvance tutsi.

Bururi : selon certaines informations, il y aurait eu 8 morts à Rumonge, 3 à Minago, des centaines de maisons brûlées, entre autres à Mutambo.

- 15.03.96 : Province Ngozi, à Buganuka, commune Ruhororo : massacre de Hutu par l'armée ; selon les sources, de 130 à 200 victimes.
- Province Bururi, à Rumonge : la population s'est enfuie à cause des affrontements entre assaillants et forces de l'ordre ; la région est devenue inaccessible. Des combats sont également signalés dans les provinces de Karuzi, Bujumbura rural, Ngozi, Cibitoke, Bubanza, Muyinga.
- Province Karuzi : des militaires en provenance de Buhiga et de Mugirampeke en province de Ngozi ont attaqué la population des collines de Gitaramuka ; 17 cadavres ont été identifiés ; vol de bétail.
- New York : le rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme au Burundi, M. Paulo Sergio Pinheiro, rappelle à nouveau à la Communauté internationale la gravité de la crise au Burundi ; elle doit envisager des sanctions contre le Burundi si les autorités de ce pays ne mettent pas fin à un "un génocide au compte-gouttes" ; la Communauté internationale doit parler un "langage de fermeté" et ne pas exclure un recours à la force.
- 17.03.96 : Bujumbura rural : arrestation de 51 Hutu à Gasenyi et de 40 à Buterere ; leur destination reste inconnue.
- Arrestation également de 40 Hutu au marché de Gatumba, sur la frontière du Zaïre, là où se sont fixés des déplacés hutu en provenance de Bujumbura.
- Province Muramvya, à Bukeye : massacre d'une dizaine de personnes hutu et tutsi par une bande armée, probablement du PALIPEHUTU, un parti clandestin extrémiste hutu.
- Bujumbura : la Ligue des Droits de l'Homme *Iteka* dénonce la corruption qui sévit sur les voies routières et le rançonnement dont les agents de la police se rendent responsables. Elle dénonce en particulier les commissions sur les véhicules volés, (50 depuis six mois) pour les faire passer la frontière.
- 18.03.96 : Bujumbura, à Kamenge : arrestation de 72 Hutu par la gendarmerie ; 45 sont relâchés le soir ; les autres sont emprisonnés, accusés d'avoir des douilles de cartouches, qui traînent partout dans ce quartier de la ville, ou de ne pas avoir de carte d'identité.
- Bujumbura : découverte de 6 cadavres de Hutu arrêtés la veille à Gatumba.
- Bujumbura : le Conseil National de la Communication a interdit les journaux jugés extrémistes ; du côté de la mouvance tutsi, sont concernés : *La Nation*, *Le Carrefour des Idées*, *l'Etoile* ; le journal *L'Indépendant* n'est pas sanctionné alors qu'il avait qualifié les élections de juin 93 de coup d'Etat ethnique. Du côté hutu, sont interdits : *Le Témoin*, *L'Eclairer*, *Le Miroir* et le journal du FRODEBU *L'Aube de la Démocratie*. L'association *Reporters Sans Frontières* demande immédiatement des explications au président de la République : "notre organisation vous demande de lui communiquer les éléments qui ont motivé la décision de suspendre *L'Aube de la Démocratie*" ; d'aucuns voient dans ces mesures un coup d'Etat médiatique qui parachève le coup d'Etat militaire d'octobre 1993 et sa ratification par la Convention de Gouvernement en septembre 1994". Les Forces de Changement Démocratiques, la mouvance hutu, n'ont plus aucun moyen d'expression ; la radio nationale est entre les mains de la tendance tutsi, ce qu'un ministre de la Communication avait déjà dénoncé le 6.10.95 ; 6 jours plus tard il fut relevé de ses fonctions.
- Province Gitega : à l'occasion de la campagne de pacification, le Premier ministre lance le projet de reconstruction de 300 maisons de déplacés.
- Le Conseil National de la Défense de la Démocratie (CNDD), présidé par le M. Léonard Nyangoma, se dit prêt à négocier et à appliquer un cessez le feu si l'armée gouvernementale rentre dans les casernes. "Les négociations devront porter notamment sur la remise en place et la réhabilitation des institutions démocratiques, renversées par le coup d'Etat et la convention de gouvernement, l'arrestation des putschistes du 21.10.93 et la constitution d'une armée véritablement nationale".
- 19.03.96 : Province Karuzi, à Gitaramuka : incidents dans un camp de déplacés ; tentes brûlées ; arrestation de 17 irréguliers sans carte d'identité.
- Bujumbura : arrestation du M. Michel Nziguheba, journaliste de *L'Eclairer*, proche du FRODEBU.
- Province Bujumbura, à Gatumba : des incidents ; un mort et vols de vaches. Tirs aux confins des communes de Mubimbi et de Muramvya ; il y aurait eu 17 morts à Mubimbi. Arrestation de Hutu, surtout de jeunes, à Kamenge, Gatumba, Gasenyi.
- Bujumbura : l'Association des Journalistes Burundais s'oppose à la sanction du Gouvernement concernant la presse.

- Tunis : fin du sommet des chefs d'Etat de la région des Grands Lacs organisée par le Centre Carter : peu de perspectives de solution, si ce n'est la continuation de la médiation entre les belligérants menée par l'ancien président tanzanien, M. Julius Nyerere.
- 20.03.96 : Bujumbura : arrestation de 20 personnes à Jabé pour violation du couvre feu.
 Bujumbura : Le parti Alliance Nationale pour le Droit et le Développement (ANADDE), extrémiste tutsi, qui avait refusé de signer la Convention de gouvernement, invite tous ses membres à cesser le travail dans l'administration ; en réalité, son bureau politique ne compte que 13 membres et son assemblée générale une vingtaine.
 Province Bururi, communes Songa, Burambi, Vyanda, Buyengero, Matana : affrontements entre militaires et bandes armées hutu ; bilan inconnu ; des milliers de déplacés.
 Genève : des ONG demandent des sanctions contre le gouvernement burundais, "*si celui-ci n'arrête pas le génocide au compte-gouttes qui se poursuit actuellement dans le pays*", une proposition déjà faite par M. Paulo Sergio Pinheiro.
- 21.03.96 : Bujumbura rural : encore des incidents à Gatumba, près de la frontière zaïroise : des morts, des blessés, des arrestations. A Buterere, dans la zone Cibitoke, les Hutu prennent la fuite.
 Province Bururi : les affrontements continuent ; l'armée déclare 25 morts à Songa et 25.000 déplacés qui ont cherché refuge près des camps militaires ; de source officieuse, on apprend qu'il y a des centaines de morts, des dizaines de milliers de déplacés Tutsi et Hutu se réfugient tantôt dans les mêmes camps, tantôt chacun de son côté ; certains réfugiés ont traversé le lac Tanganyika pour se rendre au Zaïre. Il y aurait des destructions importantes dans les régions de Rumeza, de Songa et de Rumonge. Cette région du Sud compte une forte densité de population tutsi ; 80% des officiers et 40% des hommes de troupe de l'armée sont originaires du Sud.
 Province Gitega : incidents à Muramvya : selon l'armée, une famille tutsi et une famille hutu ont été tuées. On signale aussi des incidents à Giheta faisant des morts et des blessés.
 Province Gitega, à Mutaho : les militaires tuent une fille de 14 ans, brûlent 7 maisons et pillent beaucoup d'autres.
 Nairobi : le président Sylvestre Ntibantunganya envisage de convoquer à Nairobi le sommet pour la résolution de la crise du Burundi pour des raisons de sécurité et de liberté d'expression.
- 22.03.96 : Bujumbura : à son retour au pays, le président de la République dément avoir dit qu'il accepterait la présence de M. Léonard Nyangoma à la table des négociations, s'il consent à déposer les armes.
 Bujumbura : le Conseil National de la Communication autorise les journaux qui modèrent leur style à paraître à nouveau.
 Province Gitega : à Giheta : attaque d'un camion de marchandises ; le chauffeur et le convoyeur ont été tués.
 Bruxelles : l'Association *Droits de l'Homme sans Frontières* s'inquiète du danger d'exécutions capitales qui risquent d'être prononcées à l'encontre des prisonniers hutu qui ne bénéficient guère de l'assistance d'avocats, d'autant plus que le système judiciaire est aux mains des Tutsi. "*Pour toutes ces raisons, dit le communiqué, nous réitérons nos revendications pour l'arrêt des massacres par l'envoi au Burundi d'une force militaire internationale et pour une aide judiciaire urgente par l'envoi immédiat d'avocats et de juges internationaux neutres*".
- 23.03.96 : Bujumbura : un commerçant asiatique est assassiné par des voleurs dans son restaurant.
 Province Muyinga : des témoins rapportent que, depuis un an, on a rempli à Gasorwe une trentaine de fosses communes ; ils ont dressé une liste de 246 noms de victimes.
 Province Muyinga, à Kiringanire : arrivée de bandes armées.
- 25.03.96 : Province Muyinga, à Jarama : les assaillants s'attaquent à des victimes ciblées ; trois personnes tuées dont le chef de colline et son épouse ; 3 personnes blessées, dont le chef de secteur. Les assaillants hutu s'attaquent à ceux qui collaborent avec le pouvoir en place, quelle que soit leur ethnie.
 Province Muyinga, commune Gasorwe : les militaires de la position de Kiremba tuent et jettent dans une fosse commune 4 Hutu originaires de Buhiga (province Karuzi) ; ils leur volent 60.000 Fbu et 4 vélos.
 Paris : Le Conseil National de la Défense de la Démocratie (CNDD), une des organisations rebelles hutu, a mis comme condition à un cessez-le-feu la libération immédiate de 5.000 prisonniers, presque tous des Hutu, le retour de l'armée dans les casernes et l'annulation du mandat d'arrêt international lancé contre MM. Nyangoma et Sendegeya, les deux leaders du CNDD.

- 26.03.96 : Bujumbura : le major Rumbete et les capitaines Barayandema, Nintunze et Bucumi se sont présentés à l'Etat Major des Forces Armées pour demander à être réhabilités dans leurs fonctions. Inculpés de complicité dans la tentative de putsch de juillet 93, ils avaient été acquittés le 8.03.96 par la cour militaire, alors que le ministre de la Justice avait demandé au procureur de la République d'établir des nouveaux mandats d'arrêt pour leur responsabilité dans le putsch d'octobre 1993.
Province Muyinga, à Ruvumu : attaque des assaillants sur des victimes ciblées ; 6 morts : la femme et 5 enfants du chef de secteur ; lui-même est blessé.
- 27.03.96 : Province Muyinga, à Ruvumu, Rugazi, Kigina et Nyagishiru : intervention militaire et administrative à la recherche des assaillants qui avaient déjà quitté les lieux. Bilan : 13 Hutu tués ; plusieurs maisons détruites et beaucoup de biens volés. L'opération était menée par les militaires de Nyarunazi, l'administrateur communal de Buhinyuza en uniforme et des déplacés tutsi de Nyarunazi.
Genève : le Comité International de la Croix Rouge déclare que la situation s'est de nouveau détériorée au Burundi après une accalmie en début d'année.
Genève : La Commission des Droits de l'Homme de l'ONU recommande le renforcement des observateurs des droits de l'homme au Burundi, la reconstruction du système judiciaire et la réforme de l'armée.
- 28.03.96 : Bujumbura : le colonel Langin Minani, représentant du ministère de la Défense a indiqué qu'au moins 70 personnes ont été tuées par les FDD, ces derniers jours, dans la province de Bururi ; l'armée a également subi des pertes.
Province Makamba : le gouverneur de la province affirme qu'environ 10.000 personnes ont fui leurs maisons à cause des infiltrations des bandes armées.
Province Muyinga : à 6h, des assaillants hutu attaquent le camp des dé-placés tutsi de Nyarunazi. Bilan : une trentaine de Tutsi tués, plusieurs militaires disparus, 20 vaches tuées et plusieurs maisons détruites.
- 29.03.96 : Bujumbura : en visite au Burundi, le secrétaire général de l'UNESCO, M. Frederico Major, promet une aide à la communauté universitaire de Bujumbura. L'Université Nationale du Burundi avait été ethniquement purifiée lors des massacres du 11 juin 1995. Quelques étudiants hutu se seraient à nouveau inscrits.
- 30.03.96 : Province Muyinga, commune Gasorwe, à Kizi : action des assaillants hutu contre des familles ciblées ; 11 personnes tuées.
Province Muyinga, commune Butihinda : des témoins affirment que les militaires accompagnés de déplacés tutsi et de Batwa tuent beaucoup de Hutu à Masaka et à Kamaramagambo. Il existe une liste (avec le nom des 198 victimes), qui est loin d'être exhaustive.
Province Muyinga, commune Buhinyuza, à Jarama : attaque d'assaillants contre l'escorte du gouverneur de la province de Muyinga, le lieutenant colonel Banuma : deux gendarmes ont été tués ; le commandant de district de Muyinga a été blessé.
Province Cibitoke, commune Murwi : affrontements entre militaires et bandes armées : deux militaires tués. Des représailles de l'armée auraient entraîné la mort de 20 civils.
Province Gitega, à Gishubi : affrontements violents entre FDD et Armée.
Province Gitega, à Maramvya : les FDD ont arrêté et pillé deux véhicules sans faire de victime.
- 31.03.96 : Province Bujumbura : entre Bugarama et Mageyo : destruction de trois camionnettes de transport ; bilan inconnu.
Bujumbura, sur la route Bugarama-Bujumbura : attaque par les assaillants de deux véhicules ; bilan : 17 morts et une dizaine de blessés. De nombreuses familles tutsi viennent se réfugier à Bujumbura.
Le CNDD rejette la déclaration du colonel Minani disant que les 70 personnes tuées récemment dans la province de Bururi l'ont été par le FDD. Le nombre de 70 tués correspond au nombre de militaires tués dont des officiers, tandis que l'armée a tué 150 civils dont des vieillards, des femmes et des enfants.

01.04.96 : L'insécurité s'étend presque à l'ensemble du pays ; des combats sont signalés dans les provinces de Bururi, Makamba, Cibitoke, Muyinga, Karuzi et Gitega. Selon le lieutenant colonel Longin Minani, 70 civils auraient été tués par les FDD (Forces de la Défense de la Démocratie) au cours des affrontements avec l'armée dans la province de Bururi. Selon le CNDD, le nombre de 70 tués correspond au nombre de militaires tués ; les civils tués par les militaires seraient plus de 150.

Province Bururi, à Buyengero : enterrement de 10 militaires.

Province Muyinga, commune Buhinyuza, à Nyaruhengeri, Magabo, Ruvumu, Kabweru et Rugazi : l'administrateur communal, 7 militaires de la position de Nyarunazi et des jeunes déplacés tutsi tuent et incendient sous prétexte de rechercher des assaillants ; le bilan est de 13 morts ; parmi les victimes, un moniteur agricole, M. Lucien Ntezimana. Vol de vaches, de chèvres et de moutons.

Province Muyinga, à Gasorwe : les militaires ont tué 11 Hutu et les ont jetés dans une fosse commune ; les noms des victimes sont connus.

Province Cibitoke, commune Mabayi, à Rutabo : selon le parti FRODEBU, 5 personnes ont été tuées, deux ont été blessées et plusieurs emmenées par le Front Patriotique Rwandais (FPR).

Province Gitega, à Ryansoro, colline Kagabo : 12 personnes tuées par les bandes armées et 38 vaches abattues.

Bujumbura : une mission conjointe des Etats-Unis et de l'Union Européenne est arrivée à Bujumbura, dirigée par le commissaire européen aux Affaires humanitaires, Mme Emma Bonino, et l'administrateur de l'agence américaine USAID, M. Brian Atwood.

Suite aux prises de position de Mme Bonino en faveur de négociations entre tous les protagonistes pour "*une réunion de la dernière chance*", le Premier ministre refuse catégoriquement toute négociation avec le CNDD. Le montant de l'aide humanitaire au seul Burundi est de 1,7 millions de dollars par mois, une charge que la Communauté internationale ne veut plus supporter.

02.04.96 : Bujumbura rural et ville : arrestations de jeunes hutus inculpés d'être des assaillants ; ils sont portés disparus. 3 cadavres ont été identifiés à Nyakabiga, un des quartiers "purifiés" de la capitale.

Province Ngozi, à Musenyi : 12 personnes tuées et 5 blessées, 38 vaches abattues, 16 maisons détruites. Selon les estimations des organisations humanitaires, quelque 55.000 personnes ont dû quitter leur foyer, ces derniers jours, à cause de l'insécurité.

Province Cibitoke, à Butara : 20 assaillants sont tués par les militaires.

03.04.96 : Bujumbura : le conseil des ministres traite de la sécurité.

Province Muramvya : visite du Premier ministre ; il annonce que le pays est "*sous embargo*", puisque les fonds étrangers sont gelés. 41.000 têtes de bétail auraient été tuées dans les affrontements, selon lui.

Province Gitega, à Janja : les militaires ouvrent le feu sur la population hutu convoquée à une réunion avec le gouverneur. Bilan : une centaine de morts et de blessés. Assassinat du chef de colline et de son épouse. Les massacres ont continué sur les collines de Murenda et de Rutanganika où l'armée a tué 37 habitants. A Karoba-Mumuri : assassinat de 15 Hutus accusés d'avoir hébergé des assaillants.

Province Makamba, commune Vugizo : 12 personnes tuées par des bandes armées.

04.04.96 : Bujumbura : ouverture de la session parlementaire : examen de 28 projets de loi.

Province Makamba : attaque des assaillants ; 15 personnes tuées ; beaucoup de dégâts matériels à l'Hôpital.

Province Makamba, à Muvumu : 10 personnes tuées par des bandes armées.

Province Gitega : des attaques à Gisoro. En visite sur les lieux, le Premier ministre parle pour la première fois de l'autodéfense. Il s'oppose à nouveau à toute négociation avec les "*fauteurs de guerre*" ; 19 morts à Makebuko.

Province Muyinga, commune Gasorwe, à Gikwiye : massacre de 6 Hutu par des militaires. Assassinat d'un moniteur agricole à Bihogo.

Province Muyinga, au centre de négoce de Musasa : des assaillants attaquent un camion de transport international ; un des occupants est tué, un autre blessé. Les militaires de Ngozi et de Muyinga partent à la poursuite des assaillants en direction de Ruhata ; ils incendient des

- maisons, tuent 2 personnes et blessent d'autres ; la population a pris la fuite sur un espace de 4 km.
- 05.04.96 : Province de Gitega, à Gishubi : arrivée des assaillants sur la colline de Bukoro ; ils ont tué un militaire à Gishubi. Répression violente par l'armée : nombre de victimes inconnu ; beaucoup de destructions ; les habitants ont fui par milliers vers les communes voisines ; d'autres se sont réfugiés à la paroisse de Nyabiraba.
- Province Gitega, à Gishubi : visite du président de la République à sa commune d'origine, suite aux attaques des assaillants et à la répression de l'armée. Attaques à Gitega et aux environs : 60 morts à Mumuri ; explosions de grenades et coups de feu dans la ville.
- Bujumbura : le maire de la ville, M. Ntiyankundiye Pie, relance l'action des *Sans Echechs* qu'il appelle les "*Jeunes*" ; il les invite à "*surveiller et à neutraliser tous ceux qu'ils ne connaissent pas, à ne pas hésiter à détruire tous ceux qui leur semblent suspects, à surveiller leurs voisins et à ne pas tolérer le moindre mouvement ou visite qu'ils auront qualifié de suspect*".
- Bujumbura : communiqué de presse de M. Faguy Marc, représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Burundi : constat d'une recrudescence de la violence, appel à la négociation et au dialogue.
- 06.04.96 : Bujumbura rural, à Gatumba : l'explosion d'une grenade dans une maison fait 2 morts et plusieurs blessés.
- Province Bururi, à Rutovu : attaque de bandes armées.
- Province Kayanza, à Rango : assassinat d'un nommé Ntanibindi Eugène par des déplacés tutsi et un militaire ; leurs noms sont connus.
- Province Muyinga, au centre de Musasa : des assaillants ont attaqué le véhicule du commandant de brigade de Kirundo : dégâts matériels.
- Province Ngozi : arrestation de 4 personnes par l'administrateur communal, aidé de Twa, à l'occasion d'une réunion.
- Province Cibitoke, commune Murwi, à Muzenza : 28 personnes tuées par des bandes armées.
- Province Gitega, commune Makebuko, à Buga : 36 personnes tuées par les militaires.
- 07.04.96 : Bujumbura : le président du parti FRODEBU, le Dr Jean Minani, adresse une lettre au président du Conseil de Sécurité des Nations Unies, réitérant son appel à faire "*arrêter les massacres en cours et à prévenir le génocide dont les signes avant-coureurs sont plus qu'évidents*". Le président du FRODEBU adresse aussi une lettre au Premier ministre pour lui exprimer sa réprobation de la politique de la guerre et de l'autodéfense populaire. "*Tous vos discours, messages et interventions, écrit-il, consistent à soulever une partie de la population contre une autre et à narguer la Communauté Internationale*". Il exige une réponse claire à 10 questions qu'il pose au Premier ministre.
- Bujumbura : la Ligue des Droits de l'Homme *Iteka* fait une déclaration "*sur les violences actuelles des bandes armées*", dont les plus connues sont les FDD qu'il qualifie de milices génocidaires. Aucune allusion aux massacres commis par les forces de l'ordre et les milices tutsi.
- Gitega : les élèves tutsi extrémistes des lycées de Musinzira et Nyabiharage ont barré le chemin aux fidèles après la messe de Pâques ; ils ont emmené 15 personnes qu'ils ont torturés et tués.
- Province Cibitoke, commune Murwi, à Kabuye : 24 personnes tuées par des bandes armées.
- Province Bubanza, commune Mpanda, à Musenyi : 9 personnes tuées par des mines placées par l'armée.
- Rumonge ville : explosion d'une grenade dans un dortoir du lycée ; bilan: 5 élèves hutu tués et 7 blessés.
- 08.04.96 : Province Bubanza, commune Mpanda, à Gitura : 8 personnes tuées par des mines placées par l'armée.
- 09.04.96 : Bujumbura : distribution d'armes pendant la nuit dans le quartier tutsi de Nyakabiga.
- Province de Gitega, à Makebuko : assassinat de 3 personnes par des militaires.
- 10.04.96 : Bujumbura : selon le CICR, il y a 55.000 nouveaux déplacés au Burundi depuis le mois de février.
- Province Ngozi, commune Gasenyi, à Kiguruka : assassinat par les militaires de M. Aristide Rubanda, de ses deux frères, MM. Pasteur Njunjika et Balthazar Njunjika, de l'épouse et deux enfants de Balthazar; un troisième enfant a été blessé de 2 coups de poignard.
- Province Rutana, à Gitaramuka : 10 personnes tuées par des bandes armées.
- Province Gitega, commune Buraza, colline Mahondo : massacre de 19 personnes, toutes ethnies confondues par une bande armée.

- 11.04.96 : Province Gitega, collines Ndago et Kangozi : massacre de 30 personnes par une bande armée en provenance de Rutana.
Province Cibitoke, commune Mabayi, à Miremera et Rutabo : tueries et pillages par des militaires rwandais.
- 12.04.96 : Province Kayanza, commune Gasenyi, à Kabuye : assassinat d'un nommé Thomas par des militaires.
New York : lettre du Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros Ghali, au président du Conseil de Sécurité ; il dit son inquiétude sur l'aggravation de la situation qui tourne au génocide.
- 13.04.96 : Bujumbura : prolongation du mandat de la MIOB jusqu'à la fin juillet.
Provinces Gitega-Ngozi : on signale des mouvements de bandes armées hutu du côté de Rwisabi et de Mutaho. Officiellement on parle de 10 morts.
Province Gitega, à Bukirasazi : le lieutenant colonel Fyiritano François est tué, selon les uns par des assaillants, selon les autres par des éléments de l'armée ; il se serait opposé à plusieurs reprises à des massacres de population. Les militaires ouvrent le feu sur le marché tuant et blessant plusieurs personnes. L'administrateur communal et les militaires ont ordonné aux Tutsi en fuite de rejoindre le centre commercial tandis que les Hutu doivent aller à la paroisse. Les militaires sont venus ouvrir le feu sur les Hutu dans l'église, tuant 9 personnes, 1 devant l'autel et 8 autour des confessionaux. Les rescapés ont pris la fuite. La commune est vidée de sa population.
- 14.04.96 : Province Muyinga, à Muramba : agression de M. Balthazar Bukuru, hutu, de sa femme et d'un enfant. M. Bukuru est grièvement blessé, sa femme et l'enfant ont été tués. M. Balthazar Bukuru est un agent pastoral connu à Muyinga et dans le Burundi. Il avait échappé avec son évêque au massacre de novembre 1994, lors de l'attaque de l'église et du centre de Muramba par des militaires et des déplacés tutsi.
- 15.04.96 : Bujumbura : déclaration du Gouvernement sur la situation sécuritaire : condamnation des milices de tout bord, soutien aux forces de l'ordre, souci de protection de la population, sanction des exactions de certains militaires, appui au futur débat national.
Province Muyinga, commune Butihinda, à Bukumbi : assassinat de M. Mutabazi par des militaires
Gitega : un groupe de Tutsi dresse une liste de Hutu à éliminer pour venger le lieutenant colonel Fyiritano François ; figurent sur cette liste le gouverneur de la province, le directeur provincial du ministère de l'Agriculture, le documentaliste de la province et le directeur de la Fertilisation des sols. L'information ayant filtré, ces personnalités purent se cacher, à l'exception du directeur provincial du ministère de l'Agriculture, M. Ngendakumana Léopold, qui fut tué d'un coup de fusil devant son bureau. Le gouverneur de Gitega, M. Nahimana Macaire, a pris la fuite. Découverte de 20 cadavres de Hutu : 18 entre la dentisterie et l'hôpital, 2 près du lycée de Musinzira.
Province Ngozi, à Marangara : tirs violents pendant toute la nuit près de la brigade et du chef-lieu de la commune. Fuite de la population. Vers 15 h, des militaires tuent une dizaine de personnes et incendient 15 maisons sur la colline de Kiguruka, près de Nyamuragi. Selon des témoignages dignes de foi, les 140 prisonniers hutu écroués à Marangara ont été tués pendant la nuit du 14 au 15 avril. Les déplacés tutsi ont été indignés par la barbarie de la brigade. Plusieurs fonctionnaires hutu ont été chassés ou emprisonnés. De tout cela rien n'a été dit à la radio nationale.
Province Muramvya : assassinat par les *Sans Echechs* de la soeur de l'ancien Premier ministre, M. Adrien Sibomana et de ses 6 enfants.
Province Bururi, à Rutovu : assassinat de 5 Hutu, 4 à l'hôpital et 1 au chef-lieu de la commune.
- 16.04.96 : Londres : lettre d'*Amnesty International* au président du Burundi : elle condamne l'appel du Premier ministre à l'autodéfense, la justice populaire, les tueries ("*au moins 400 personnes dans la province de Bururi*"), les violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre, les appels de la radio nationale à la "*chasse à l'homme*" dans le style de la Radio Télévision Libre des Mille Collines et des *Interahamwe* lors du génocide rwandais.
Bujumbura : Le président du Burundi donne ordre de fermer la frontière avec le Zaïre, à l'exception de la sortie de Gatumba, lieu de passage des députés hutus résidant à Uvira au Zaïre. Le Premier ministre a reproché au président de laisser Gatumba ouvert.
Province Gitega : un camion militaire est tombé dans une embuscade, laissant 3 morts et des blessés graves.

- 17.04.96 : Bujumbura : communiqué de presse du groupe parlementaire FRODEBU : constat de l'aggravation de la situation et recommandations.
Province Gitega, commune Mutaho : razzia par des militaires venant de Rurengera et de Rwisabi. 30 personnes tuées, dont 13 de la colline de Kiyange brûlées vives dans une maison ; parmi les victimes, l'administrateur communal, M. Herménégilde Runambi, l'agronome communal et le directeur de l'école primaire ; beaucoup de dégâts matériels ; fuite de la population vers les communes voisines de Rango et de Muhanga.
- 18.04.96 : Province Kayanza, au lycée de la ville : une explosion de grenade fait 2 morts et 8 blessés.
- 19.04.96 : Bujumbura rural, à Gatumba, poste frontière avec le Zaïre : explosion d'une grenade dans un cabaret fréquenté par des membres du FRODEBU : 3 morts.
Bujumbura : communiqué de presse virulent de la SOJEDEM contre les présidents de la République, de la Cour Constitutionnelle et du FRODEBU.
Bujumbura, à Buterere : enlèvement de 60 Hutu par les forces de l'ordre; ils sont portés disparus.
Bubanza : 18 tués par des bandes armées.
Province Ngozi : arrestation par la brigade de Ngozi de MM. Louis Murefu, Isaïe Ntanyungu, Antoine Bukuru et d'une jeune fille, inculpés d'abriter des assaillants.
Province Gitega : les organisations humanitaires quittent Gitega à cause de l'insécurité.
- 20.04.96 : Bujumbura : le Burundi réduit le nombre de ses représentations diplomatiques de 24 à 14 pour des raisons budgétaires. Le lieutenant colonel de la gendarmerie, M. Dieudonné Nzeyimana, tutsi, est assassiné devant l'ONATEL vers 17 h 30. Tout porte à croire que les meurtriers voulaient se débarrasser d'un officier modéré qui en savait trop sur les auteurs du coup d'Etat du 21 octobre 93. Assassinat également par les *Sans Echechs* du député hutu du FRODEBU, M. Gérard Gahungu élu dans la circonscription de Cibitoke. Le nombre des députés du FRODEBU assassinés s'élève à 17 sur un total de 65.
Le secrétaire du parti UPRONA adresse au Président du Burundi une lettre de reproches extrêmement sévère ; il propose une stratégie d'autodéfense civile détaillée en 9 points dont la chasse "*aux éléments de l'administration gagnés à la cause des ennemis*".
Province Muyinga, commune Gasorwe, secteur Bihogo : des assaillants coupent les bouts des oreilles à un enfant parce qu'il ne leur dit pas le nom de ceux qui ont lancé l'alerte sur la colline ; ils tuent une personne apparemment ciblée. A Gasorwe, ils attaquent la position militaire ; un soldat et 4 civils sont tués, dont 3 déplacés réfugiés à la brigade ; plusieurs blessés. Les assaillants pillent le marché, prennent les médicaments du dispensaire, saccagent le bureau communal, le tribunal et la coopérative. Ils contrôlent le centre de Gasorwe jusqu'à 9 h. Dans l'après midi, ils attaquent un camion militaire parti à leur poursuite vers Bihogo ; un soldat est blessé. Les habitants de Bihogo, Kinama et Gasorwe se réfugient à la paroisse. A Butihinda, Masaka et Njungu : assassinat de 3 Hutu par des militaires.
- 21.04.96 : Bujumbura : déclaration du groupe parlementaire FRODEBU relative à la politique de l'autodéfense civile encouragée par certaines autorités ; cette politique dangereuse rappelle tristement les massacres commis au Rwanda.
Bujumbura : l'adjudant Ntamahungiro, responsable de la sécurité rapprochée du président de la République, a été blessé à la tête par une balle, près du camp militaire de Kamenge.
Bonn : le *Burundi-Büro* révèle que dans une réunion au carrefour de la JRR (Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore), il a été décidé d'éliminer M. Léonce Ngendakumana, président du Parlement, et le Dr Jean Minani, président du FRODEBU.
Province Muyinga, commune Gasorwe, à Bihogo, Gikwiye et Karambo: assassinat de 9 Hutu par des militaires et des déplacés tutsi.
Province Gitega : l'administrateur communal de Makebuko accuse l'armée d'irréparable ; elle a exécuté plus de 50 Hutu à Bukirasazi.
Province Bururi, commune Rutovu, colline Ruringanizo : exécution sélective par l'armée de 32 personnes : 28 enfants, 1 homme et 3 femmes. La plupart des familles appartiennent aux militaires membres de l'USI, l'Unité Spéciale de Protection des Institutions, qui assure la sécurité des cadres et fonctionnaires issus du FRODEBU.
- 22.04.96 : Province Muyinga, commune Gasorwe, à Bihogo et Gikwiye : arrestation de 4 Hutu par des militaires ; ils sont portés disparus.
Province Bururi : selon l'Agence France Presse, neuf chefs d'une commune de la province de Bururi ont adressé une lettre aux Nations Unies et à l'OUA pour dénoncer les massacres sauvages de civils commis par les assaillants.

- Province Bubanza, à Ciha : des assaillants hutu ont envahi le Petit Séminaire pendant la nuit ; ils ont emmené les petits séminaristes, 4 grands séminaristes en stage et la réserve de vivres. On suppose qu'ils veulent embrigader de force ces séminaristes, tous hutu. Une vingtaine d'élèves, dont des grands séminaristes, ont réussi à s'échapper et à regagner la maison. Le séminaire reste fermé. Un tract qui avait circulé depuis quelques jours, menaçait 3 écoles secondaires de la région : *"après notre victoire, disait-il, vous aurez le temps de reprendre vos études"*.
- Province de Rumonge : les membres du consulat du Zaïre en poste à Rumonge sont priés de quitter le Burundi avant la fin du mois ; il s'agit d'une mesure de réciprocité, suite aux difficultés qui ont été créées au consul du Burundi à Bukavu.
- Tanzanie, à Mwanza : négociations entre les deux principaux partis du Burundi, le FRODEBU majoritaire, à dominante hutu, et l'UPRONA minoritaire, à dominante tutsi, qui contrôle l'armée, la justice, la police et les centres urbains. Le grand absent est le CNDD, les forces hutu rebelles. L'UPRONA, le Premier ministre et l'armée refusent toute négociation avec ceux qu'ils nomment *"les génocidaires"*, tandis que la Communauté internationale, le FRODEBU et le président du Burundi souhaitent la présence du CNDD aux négociations, à condition qu'il dépose les armes. Le CNDD pose comme condition le cessez-le-feu et la libération de 5.000 prisonniers politiques.
- 23.04.96 : Ngozi : arrestation de l'ancien administrateur communal, M. Christian Rukara, hutu, accusé d'avoir endetté la commune.
- Route Kayanza-Bujumbura : attaque d'un bus ; une dizaine de morts.
- Province Bubanza : attaque des bandes armées : 18 personnes tuées, 4 blessées et 7 portées disparues.
- Bujumbura : l'armée burundaise admet que ses soldats se sont livrés *"occasionnellement"* à des violations de droits de l'homme contre des ci-vils. Selon un porte-parole de l'ONU, les 3 observateurs internationaux auront accès à 400 dossiers des soldats impliqués dans des exactions.
- Nairobi : le HCR déclare qu'au 19 avril il y avait au total 208.374 réfugiés burundais enregistrés : 70.033 dans la région de Ngara et 25.962 à Kigoma, en Tanzanie, 109.374 dans la région d'Uvira (Zaïre).
- 24.04.96 : Province Gitega : visite du président de la République ; il a promis de remplacer le gouverneur et les autres cadres de l'administration qui ont pris la fuite.
- Province Bujumbura, commune Ruziba-Kabezi : assassinat de 3 personnes dont l'administrateur, par des bandes armées.
- Bruxelles : *Droits de l'Homme Sans Frontières* appuie les recommandations faites par M. Sergio Pinheiro à la Communauté internationale de *"ne pas exclure un recours à la force"* et d'envoyer une centaine d'observateurs des droits de l'homme au Burundi.
- 25.04.96 : Bujumbura : message à la Nation du président de la République; un discours proche des déclarations de l'UPRONA : condamnation unilatérale des groupes politico-militaires du CNDD, du PALIPEHUTU et de FROLINA ; félicitations du patriotisme des forces armées dont les effectifs viennent d'être renforcés sensiblement. Les forces de l'ordre ont recruté 5.000 jeunes, dont une infime minorité de Hutu (300 dit-on).
- Bruxelles, au Parlement européen : déclaration de Mme Emma Bonino, commissaire européenne responsable de l'aide humanitaire, en mission conjointe au Burundi avec M. Brian Atwoord de l'USAID, du 1 au 3 avril : satisfaction pour la coordination de l'aide humanitaire qui s'élève à un 1,7 million de US \$ par mois, nécessité d'une solution politique à la crise burundaise, appui à la mission Nyerere-Ayello.
- 26.04.96 : Bujumbura : Mme Claudette Kibasha, hutu, député FRODEBU et Administrateur général de la SBF, est blessée grièvement par balle dans sa voiture. C'est le deuxième attentat contre elle.
- Bujumbura : M. Léonard Hakizimana, hutu, fonctionnaire du ministère des Finances, est tué.
- Bujumbura : manifestation des extrémistes tutsi contre M. Marc Faguy, ambassadeur spécial de l'ONU au Burundi, parce qu'il est favorable aux négociations avec le CNDD.
- Makamba : le député FRODEBU, M. Paul Sirahenda a échappé de justesse à un attentat ; son chauffeur et un des gardes de corps ont été blessés. M. Sirahenda s'est enfui en Tanzanie.
- 27.04.96 : Province Kayanza, à Rango : arrivée de nombreux assaillants à Karehe. Les militaires dépêchés sur les lieux ont pris la fuite ; le lieutenant Louis Ndikuriyo est tombé sous les balles.
- Gitega ville : du 15 au 27 avril, des extrémistes tutsi ont massacré des Hutu dans la ville ; on a pu dénombrer 57 cadavres ; parmi les victimes: un agronome, professeur et vice-doyen de

l'Institut Supérieur de l'Agriculture, M. Jean-Claude Nsabimana, un professeur au lycée de Nyabiharage, M. Henri Misigaro et 4 autres commerçants hutu à Gitega. Les noms de 5 principaux instigateurs sont connus.

Province Gitega, commune de Nyabihanga : assassinat de l'administrateur communal, un hutu.

28.04.96 : Province de Kayanza : intervention des militaires suite aux incidents de Karehe ; ils ont attaqué le centre de négoce de Kanumpu, à 2 km de Karehe ; ils y ont tué une femme et brûlé des maisons.

Province Gitega, commune Ryansoro : en représailles du massacre de 12 personnes par des bandes armées le mois dernier, des milices tutsi sont venues opérer dans la commune de Ryansoro du 22 au 28 avril ; à Nyangwa, elles ont brûlé 200 maisons et tué 5 personnes par balles et plusieurs dizaines au poignard ; deux blessés ont été achevés à l'hôpital.

29.04.96 : Bujumbura : la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme *Iteka* lance un cri d'alarme ; elle critique sévèrement le gouvernement, le Parlement, la Communauté internationale et propose des mesures efficaces, entre autres une politique de défense civile et le refus du dialogue avec les "génocidaires". La ligue *Iteka* semble être passée sous l'influence de la tendance tutsi radicale.

Province Kayanza : le gouverneur militaire de Kayanza s'oppose à la demande de l'administrateur de Karehe de relever le lieutenant Sibondavyi responsable des destructions à Kanumpu. Le soir, l'administrateur s'est fait tabasser par le lieutenant. Le même soir, des déplacés tutsi accompagnés par le Lt Sibondavyi ont pillé à Kinini les maisons de MM. Richard Gahungu, Gédéon Ndayahundwa, Thomas Ngenda et d'une certaine Judith.

Province de Gitega, à Giheta : des militaires font vendre du bétail au marché ; la population accuse l'administrateur d'un détournement de 1.745.000 Fbu destinés au paiement de matériaux pour la reconstruction. Les militaires ont tué 8 personnes sur la colline de Bihororo.

30.04.96 : Bujumbura : le parti FRODEBU publie une liste de massacres ayant eu lieu du 1 janvier au 7 avril 96.

Ngozi : des malfaiteurs connus incendient la maison de l'ancien gouverneur, M. Gaëtan Bwapamye, en prison depuis un an.

Ngozi : assassinat par des criminels connus de M. Jacente ; pas de poursuites judiciaires.

Province Kayanza, commune Karehe : des militaires et des déplacés organisent une journée "razzia". A Masare, ils brûlent 16 maisons et tuent 3 femmes et deux enfants ; à Rama, ils tuent 4 femmes et 3 hommes.

MAI 1996

01.05.96 : Bujumbura : tirs de blindés dans la direction de Buhonga ; la route est interdite aux véhicules. 4 personnes tuées à Buyenzi ; distribution d'armes aux milices tutsi. Une liste de 132 personnalités hutu à éliminer circule dans la ville.

Uvira (Zaire) : arrivée de 2.000 nouveaux réfugiés hutu.

Paris : dans son rapport annuel, *Reporters Sans Frontières* déclare qu'au Burundi 3 journalistes ont été tués en 1995, 2 emprisonnés, 2 menacés, 2 bureaux de journaux détruits. Il note : "*Les médias ne sont pas neutres dans la crise burundaise. Les médias publics, notamment la radio et la télévision, progressivement 'épurées' de leurs éléments hutu, produisent une information de plus en plus partielle*" (p. 35).

02.05.96 : Province Cibitoke : assassinat par l'armée du député hutu du FRODEBU, Mme Bibiane Ntamutumba, de sa famille et d'une trentaine de personnes. Mme Bibiane Ntamutumba est le 17e député du FRODEBU assassiné sur les 65 élus en 1993. 20 députés hutu ont échappé à des attentats ; d'autres se sont réfugiés à l'étranger.

Gitega-ville : explosion de deux grenades à l'Ecole des Travaux Publics. Bilan : 14 blessés, toutes ethnies confondues ; les auteurs du crime, un groupe d'élèves tutsi, ont été reconnus mais n'ont pas été inquiétés.

03.05.96 : Bujumbura : attaque par une bande armée de l'hôpital Roi Khaled. Bilan : 1 mort, 4 blessés, des dégâts matériels. Les assaillants sont repartis sans être inquiétés par les positions militaires autour de l'hôpital. Les victimes sont toutes Hutu. Pendant la nuit, des tirs nourris d'armes à feu, sans cibles apparentes, ont été entendus dans plusieurs quartiers de la capitale.

Province Bubanza, commune Musigati : l'armée ouvre le feu sur le marché de Kivyuka. Bilan : quelque 400 Hutu tués. L'accès du lieu du sinistre est interdit à la Croix Rouge. Il s'agirait de

- représailles suite à la destruction de pilônes par les FDD. Le CNDD qui revendique la destruction des pilônes, condamne le massacre et exige une enquête internationale.
- Cibitoke : le député Audace Ntirandekura, hutu du FRODEBU, envoie au président de l'Assemblée Nationale un rapport circonstancié sur les massacres commis dans sa circonscription, en particulier celui de Mme Bibiane Ntamutumba et des personnes réfugiées chez elle.
- Gitega : nouvelle attaque d'élèves tutsi à l'Ecole des Travaux Publics ; un élève hutu est assassiné. 56 élèves hutu quittent l'Ecole après avoir envoyé une lettre au ministre de l'Enseignement secondaire pour dénoncer les criminels.
- Kinshasa : le Zaïre, à son tour, ferme la frontière avec le Burundi.
- Bruxelles : selon un communiqué de *Droits de l'Homme Sans Frontières*, quatre vols d'avions cargos d'*Ethiopian Airlines* ont transporté, du 25 au 28 mars, des armes à Bujumbura, via Entebbe, pour un coût de 112.000 US \$.
- 04.05.96 : Bujumbura : les militaires embarquent 64 déplacés de la paroisse St Michel ; ils ont accepté de les laisser libres après des tractations avec les responsables religieux de la paroisse.
- Bujumbura, quartier Kamenge : explosion d'une grenade au Centre des Jeunes de Kamenge dirigé par des Pères Xavériens. Les menaces contre l'Eglise s'intensifient, en particulier contre les paroisses de Mutoyi, Murayi et Ndava.
- Bruxelles : la Section Belgique du parti FRODEBU réagit sévèrement à la lettre du président de l'UPRONA, M. Charles Mukasi, adressée au président de la République le 20 avril 96.
- 05.05.96 : Cibitoke : le gouverneur de la province, M. Sylvestre Mvutse, envoie au président de la République un rapport détaillé sur l'assassinat du député hutu, Mme Bibiane Ntamutumba, et des personnes réfugiées à son domicile ; selon lui, le massacre a été commis par des militaires. Auparavant il avait été contraint de faire une fausse déclaration.
- Province Muramvya, à Rutegama : assassinat de l'administrateur communal par des rebelles hutu, selon la version officielle. Selon d'autres sources d'information, il a été supprimé par les militaires et le gouverneur de Muramvya qui l'avaient menacé depuis longtemps.
- Bruxelles : le groupe *Iteka* de Belgique fait une déclaration sur la situation critique des droits de l'homme au Burundi ; il condamne les violences perpétrées par les milices et les forces de l'ordre, le rôle ambigu du président de la République, l'impunité, les partis pris, l'appel à l'auto-défense civile...
- Harare : l'ambassadeur d'Espagne demande à tous les Espagnols résidant au Burundi de quitter le pays.
- 06.05.96 : Bujumbura : assassinat par les milices tutsi de Mme Angélique Kayibigi, hutu, ancienne directrice des Postes et directeur général adjoint de la Caisse de Mobilisation et de Financement (CAMOFI).
- Province Bururi : explosion d'une grenade à l'école secondaire de Kiremba ; 15 élèves ont été blessés.
- Bruxelles : un collectif d'une trentaine d'ONG entame à Bruxelles une campagne d'action pour un cessez-le-feu au Burundi, un embargo sur toutes les armes, des négociations immédiates entre toutes les parties en conflit et une restructuration immédiate de la gendarmerie pour assurer la sécurité de toute la population.
- 07.05.96 : Gitega-ville : explosion de grenades dans trois écoles ; pas de victimes, seulement des dégâts matériels.
- 08.05.96 : Bujumbura : assassinat de M. Libère Barankitse, commerçant.
- Bujumbura : attaque du camp des déplacés hutu à Kamenge, appelé communément "Village Johnson". Bilan : 4 morts et 28 blessés. Selon le FRODEBU, ce massacre a été commis par des militaires et des miliciens tutsi.
- 09.05.96 : Bujumbura, à Gasenyi : attaque du camp des réfugiés hutu par des miliciens tutsi ; bilan : 8 morts et 35 blessés.
- 10.05.96 : Province de Gitega, à Mugera : l'abbé Gédéon Baranyizigiye, hutu, curé de la paroisse de Mugera, échappe à un attentat ; les trois professeurs qui l'accompagnaient dans la voiture sont tués. Le même jour a lieu une attaque contre le camion du Petit Séminaire de Mugera ; le chauffeur et son compagnon sont tués.
- Bujumbura : le Premier ministre adresse un message aux gouverneurs de province et aux commandants des régions militaires. Il s'explique sur son "*Plan de défense civile solidaire*" qui avait provoqué des remous.
- Uvira (Zaïre) : le HCR enregistre 16.700 nouveaux réfugiés hutu burundais depuis le 29 avril.

- Province Cibitoke, à Muyange et Gisoko : 10 personnes tuées.
 Province Bururi, à Buyengero : assassinat de trois étudiants.
 Gitega-ville : des étudiants tutsi accompagnés de militaires attaquent le quartier Mushasha ; la population se réfugie à l'Archevêché et au couvent des Soeurs Militantes. On dénombre 15 cadavres de Hutu dans le seul quartier de Nyabututsi.
 Fribourg (Suisse) : dans une interview au journal *La Liberté*, l'évêque de Bujumbura, Mgr Simon Ntamwana, accuse les médias, les milices et l'armée. *"La bombe ethnique est en marche"*, déclare-t-il.
 Bruxelles : débat au Parlement européen sur la crise burundaise ; vote de résolutions dont l'appui à la demande de M. Boutros Boutros Ghali de déployer une force de prévention dans la Région des Grands Lacs.
- 12.05.96 : Bujumbura : les parlementaires adressent une lettre de mise en garde au ministre de la Défense ; dans le contexte actuel, quiconque se lancerait dans un coup d'Etat serait un aventurier dangereux et même génocidaire. Le ministre de la Défense aurait dit qu'il soutiendrait un nouveau putsch devant le Parlement.
 Bujumbura : tirs d'armes à feu pendant la nuit.
- 13.05.96 : Bujumbura : nomination de deux gouverneurs, M. Tharcisse Nibaruta à Gitega et le Colonel Gabriel Gunugu à Karusi.
 Province Cibitoke, commune Buganda : assassinat de M. Sylvestre Mvutse, hutu du parti FRODEBU, gouverneur de la province de Cibitoke. Auparavant, les autorités militaires lui avaient retiré sa garde sauf un soldat ; c'est le 9e gouverneur assassiné depuis le coup d'Etat d'octobre 1993. Dans 5 des 15 provinces du pays, les gouverneurs civils ont été remplacés par des militaires. Les assassinats et les attentats contre les députés, hauts cadres et administratifs du FRODEBU ont repris depuis la déclaration du Premier ministre sur l'autodéfense civile. Dans une lettre au Président de la République, il écrivait au sujet des ennemis du peuple : *"Il faut les extirper de l'appareil administratif, les combattre et les traiter comme des ennemis de la nation"*.
 Makamba : les élèves hutu du Collège de Makamba ont quitté l'école pour des raisons de sécurité. Le directeur a fermé l'école.
- 15.05.96 : Bujumbura : déclaration des Partis des Forces de Changement Démocratique : dénonciation du génocide au compte-gouttes, du plan d'extermination des cadres hutu, de l'entraînement des miliciens tutsi en plein jour, du massacre des populations, de la fuite à l'étranger de leaders hutu, de la perte de confiance dans le gouvernement, de l'apologie de la haine par la Radio Télévision Nationale et de la passivité de la Communauté internationale...
 Bujumbura : assassinat par des milices tutsi de M. Philippe Rushatsi, haut cadre du ministère des Relations Extérieures.
 Bujumbura : à l'occasion d'une "causerie morale" dans les casernes, le chef d'état major général, M. Bikomagu, dit aux militaires que s'ils ne changent pas leurs habitudes de pillages et de massacres, l'armée sera complètement disqualifiée.
 Bujumbura : le parti FRODEBU publie un dossier : *"génocide en cours au Burundi. Cas des intellectuels hutu"* ; *"il s'agit d'un génocide savamment planifié et organisé depuis le 21 octobre 1993"*. Ont été tués : 2 présidents de la République, 15 députés (ajouter 2 depuis), 4 ministres, 13 gouverneurs et conseillers de province, 17 administrateurs communaux, 46 hauts cadres ; 7 officiers tutsi ont été supprimés : les uns étaient "trop" modérés, les autres des témoins gênants.
 Bujumbura : dans un communiqué du 14.05.96, le parti clandestin PALIPEHUTU s'attaque au CNDD de Léonard Nyangoma qui s'attribue certains exploits militaires, comme l'attaque du camp de Cibitoke le 29.4.95, alors qu'elle fut menée par le Front de Libération Nationale (FLN), la branche armée du PALIPEHUTU.
 New-York : le Conseil de Sécurité des Nations Unies demande au Secrétaire Général de continuer à faciliter *"activement des plans de circonstances qui permettraient une réponse humanitaire rapide en cas d'explosion de violence"* au Burundi.
 Bonn : selon un communiqué du *Burundi-Büro*, le ministre de la Défense du Burundi, le Lt. Col. Firmin Sinzoyiheba, a déclaré le samedi 27.04.96 lors d'une réunion d'officiers qu'il faudrait accepter de négocier avec le CNDD.
- 16.05.96 : Bujumbura : intervention sévère du président de la République devant la Commission de la Sécurité : *"Ou bien les personnes chargées de ces services (de la sécurité) sont des incapables et des incompetents, ou bien elles sont complices"*.

- Bujumbura : le ministre de la Défense, le Lt-Col. Firmin Sinzoyiheba, se justifie dans une lettre au président du Parlement à propos de son appui à l'éventualité d'un putsch contre le président de la République.
- Province Gitega, commune Mungwa, collines Rweza et Gacaca : 22 Hutu tués par des militaires.
- Ngara (Tanzanie) : 522 nouveaux réfugiés hutu enregistrés par le HCR.
- 17.05.96 : Bujumbura : le parti FRODEBU publie un rapport accablant sur l'assassinat du gouverneur de la province de Cibitoke ; manifestement le gouverneur était recherché par les militaires depuis la veille. Fait curieux : les cadavres du gouverneur et de son chauffeur policier, un Hutu aussi, se trouvaient de part et d'autre du véhicule qui n'a subi aucun dommage ; aucun des 4 militaires de la garde n'est atteint, sauf un soldat blessé au genou.
- Province Gitega, à Giseke : près de 100 Hutu tués par l'armée.
- Uvira (Zaïre) : le HCR a enregistré 24.591 nouveaux réfugiés hutu pendant la période du 29 avril au 17 mai. Au total, 96.000 Hutu burundais sont officiellement réfugiés à Uvira et 114.000 à Ngara en Tanzanie.
- Addis Abeba (Ethiopie) : le Secrétaire Général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim, lance un appel pressant au Burundi pour que les parties en conflit parviennent à une solution par le dialogue.
- 18.05.96 : Province Gitega, à Murayi : des assaillants ou des voleurs sont venus prendre les médicaments du dispensaire pendant la nuit, sans causer d'autres dommages.
- 19.05.96 : Province Gitega, à Murayi : suite à la "visite" d'assaillants la nuit précédente, des militaires et des miliciens tutsi viennent la nuit piller une partie de la maison des Soeurs, le dispensaire et brûler deux véhicules, au cri de "Vive l'UPRONA". Le matin, les Soeurs italiennes quittent Murayi.
- Province Kayanza, collines de Ninga, Butaganzwa, Nkango, Munyinya: massacres et destructions par des militaires. 19 Hutu tués ont été recensés à Nyabibuye, Bwiza, Songa, Bumba et Gikungere ; 169 maisons ont été pillées et incendiées.
- 21.05.96 : Gitega : le gouverneur nouvellement nommé démissionne avant même d'entrer en fonction, pour raisons de sécurité.
- Bujumbura : coupure de courant électrique pendant la journée. Marche manifestation de l'UPRONA contre l'envoi de troupes de l'ONU au Burundi. Arrivée pour une visite de deux jours de M. Julius Nyerere dans le cadre des pourparlers engagés par le Centre Carter.
- 22.05.96 : Province Gitega, à Munanira : affluence de blessés au dispensaire, suite à un massacre dans les environs.
- Bujumbura ; tentative d'assassinat par des miliciens tutsi du directeur de la Sécurité Intérieure, M. Ndayisaba Rénovat ; il a reçu 5 balles dans le corps ; sa vie est hors de danger.
- 23.05.9 : Province Muramvya, commune Kiganda : des déplacés et des étudiants tutsi ont tué plusieurs paysans.
- Gitega-ville, quartier "Swahili" : attaque de miliciens tutsi pour purifier la ville. Selon un premier bilan, il y a 17 morts et 6 blessés. Le quartier "Swahili" s'est vidé de sa population.
- Province Gitega, à Munanira : 12 maisons en feu.
- 25.05.96 : Gitega : attaque du quartier Nyabugogo par les milices tutsi ; destruction des maisons et des véhicules de l'Eglise Méthodiste. Mgr Alfred Ndoricimpa, évêque méthodiste, réfugié à Nairobi, avait condamné récemment la politique d'autodéfense comme incitation aux massacres interethniques. M. Léopold Nkebero, dont le fils servit la campagne électorale de l'ancien président Buyoya, est abattu au quartier Rango par des extrémistes tutsi.
- Paris : le ministère français des Affaires Etrangères ferme l'école française de Bujumbura.
- Ouagadougou (Burkina Faso) : Mme Laurence Ndadaye, épouse de feu le Président Melchior Ndadaye, a reçu le prix africain pour les Droits de l'Homme "Aimé Nikiéma".
- 26.05.96 : Bujumbura : le président de la SOJEDEM, M. Déo Niyonzima, appelle les patriotes à se lever contre la préparation de la recolonisation du Burundi par la France et à faire la guerre aux ennemis de la nation qui veulent parachever le génocide des Tutsi et des Hutu "non frodébistes".
- 27.05.96 : Bujumbura : l'usine COTEBU tourne à perte, faute de courant électrique suffisant ; sa dette s'élève à un milliard de Fbu.
- Province Bururi, commune Songa, à Kiryama : 37 Hutu libérés de la prison de Bururi sont tués par des militaires sur la route de Songa.
- Province Rumonge, assassinat par des militaires de 7 Hutu à Kizuka et de 5 autres à Minago.
- Province Cibitoke : assassinat du Major Nduwayo, sans doute pour l'empêcher de témoigner sur l'assassinat du gouverneur Sylvestre Mvutse.

- 28.05.96 : Bujumbura : nomination de deux gouverneurs de province, M. Tharcisse Ntibarirana à Gitega et M. Buhungu Ngenze à Cibitoke.
 Province Ruyigi, à Butezi, au camp des déplacés : massacre de 52 Tutsi par une bande armée hutu ; une trentaine de blessés.
 Province Makamba : M. Jean Baptiste Gahimbare, hutu du FRODEBU, gouverneur de la province, échappe à un attentat perpétré par les militaires de la position de Vugizo ; son chauffeur et son garde de corps sont tués.
 Province Bururi, commune Vyanda : démission de l'administrateur communal, un tutsi du parti FRODEBU.
 Province Gitega, à Higiroy : 28 Hutu ont été tués après un affrontement entre le FDD et l'armée. Selon le CNDD, tous les morts seraient des civils tués par les militaires ; selon l'armée, seuls trois civils ont été tués.
 Bruxelles : le ministère des Affaires Etrangères ferme l'école belge de Bujumbura à cause de l'aggravation de l'insécurité.
 Paris : la France met fin à 23 ans de coopération militaire avec le Burundi, à cause de l'insécurité et de l'impasse politique en Afrique Centrale ; il restait 23 coopérateurs français à la gendarmerie du Burundi. Selon le communiqué, *"aucune perspective de réforme ne se dessine pour une meilleure intégration de toutes les composantes de la nation dans les grands corps de l'Etat et dans l'armée en particulier"*.
- 29.05.96 : Province Cibitoke, secteur Rugenge : 7 assaillants tués dans une opération militaire.
 Ngozi : explosion d'une grenade au Lycée de Burengo ; 1 étudiant tué et 1 blessé.
 Rutana ville : 2 personnes ont été tuées et 1 blessée.
 Bruxelles : le ministre belge des Affaires Etrangères nomme M. Yves Hassendonck ambassadeur pour la région des Grands Lacs, en raison de la gravité de la situation, en particulier au Burundi. Par ailleurs, la participation de la Belgique à une éventuelle "force multinationale" d'intervention au Burundi est "hautement improbable" affirme le ministre Eric Derycke ; la Belgique y apportera son soutien politique et éventuellement financier.
- 30.05.96 : Bujumbura : assassinat en pleine ville par des *Sans Echecs* de M. Thérence Ndayakire, hutu, cadre d'HYDROBU (Fourniture de carburant). Arrestation et emprisonnement à Bujumbura de M. Emile Mohamed, ex-chef de la Documentation à Gitega.
 Bujumbura rural, à Kabezi : attaque d'un minibus ; bilan inconnu. Dans la commune de Mukika, à Rukina : sécurité perturbée ; 3 morts.
 Gitega : assassinat à la gendarmerie de M. Michel Hatungimana, hutu, agent de la mutualité COOPEC. Selon certaines sources d'information, il y aurait eu près de 2.000 morts dans la province de Gitega depuis le mois de mars.
- 31.05.96 : Bujumbura : les meurtres ont repris dans les quartiers Bwiza et Nyakabiga ; 6 cas ont été rapportés depuis le début de la semaine.
 Bujumbura : le parti FRODEBU publie deux rapports sur les violations des droits des parlementaires au Burundi depuis octobre 1993 (18 et 19 pp.). Psychose de panique dans la capitale ; même les Tutsi qui en ont les moyens font évacuer leurs familles ; 17 camions seraient partis vers l'Uganda.

JUN 1996

- 01.06.96 : Bujumbura rural, à Kabezi : attaque des bandes armées ; 3 personnes tuées.
 Bujumbura : le président du Burundi, M. Sylvestre Ntibantunganya, a déclaré que l'assistance sécuritaire étrangère sera mise sous le commandement national. Le débat sur la forme de cette présence militaire étrangère va déjà bon train ; de l'intervention, on est passé à l'assistance, puis à la coopération non seulement militaire mais aussi politique, diplomatique et policière.
 Bujumbura : *"Aucun soldat français n'arrivera au Burundi, à moins d'une crise humanitaire totale,"* déclare l'ambassadeur de France.
 Bruxelles : dans un communiqué de presse à l'occasion de l'anniversaire de la fête nationale du Burundi, les représentations en Belgique du Parti SAHWANYA-FRODEBU et du PARTI DU PEUPLE expriment leur confiance dans l'avenir de la démocratie et en la sagesse du peuple burundais, malgré la grave crise actuelle.
 Genève : le HCR annonce que plus de 1.300 Hutu burundais ont fui Cibitoke vers le Rwanda.
- 02.06.96 : Bujumbura rural, à Kabezi : des jeunes pillent les maisons et tuent un veilleur.

- Bujumbura : la commission d'enquête de l'ONU sur l'assassinat du président Melchior Ndadaye et les massacres qui s'ensuivirent quitte le Burundi pour déposer son rapport aux Nations Unies.
- Cibitoke : 3 expatriés du Comité International de la Croix Rouge (CICR) sont tués dans une embuscade à Rubanga, dans la province de Cibitoke. Il s'agit de MM. Reto Neuenschander, suisse, Juan Ruffino, italien et Cédric Martin, suisse.
- Province Gitega, à Mumuri : deux jeunes Hutu sont arrêtés après la messe ; ils sont torturés puis conduits à Gitega.
- 03.06.96 : Bujumbura : le CICR décide de suspendre ses activités au Burundi au lendemain de l'assassinat de trois de ses expatriés. Il venait en aide à quelque 60.000 personnes dans la région de Cibitoke. Bien que le ministère de la Défense ait tout de suite attribué cet assassinat aux FDD, le *Burundi Burö* de Bonn affirme qu' *"il est actuellement sûr que ce meurtre est l'oeuvre de l'armée gouvernementale. La raison de ce crime est de persuader les organismes internationaux de ne pas venir au secours des dispersés (hutu) que l'armée accuse de prêter main forte au FDD"*.
- Bujumbura : poursuite de la grève de la Mutuelle de la Fonction Publique. Inauguration d'une nouvelle centrale thermique.
- Bujumbura : les petits partis politiques de l'opposition, PIT, INKINZO, RADDES, ANADE, ABASA, PSD, PRP, soit 5% de l'électorat, adressent une lettre au Secrétaire Général de l'ONU pour dénoncer la culpabilité du FRODEBU dans la crise burundaise.
- 04.06.96 : Bujumbura : réunion du président de la République avec les évêques catholiques pour analyser la situation.
- Bujumbura : dans une lettre adressée au Président de l'Assemblée Nationale, un militaire rescapé, M. Pascal Nitunga, révèle le massacre des recrues hutu à l'armée au cours de l'exercice 94-95 : *"Après deux semaines de formation, les massacres ont commencé. Les militaires sont venus prendre nos camarades hutu qui étaient dans notre chambre pour les embarquer dans deux camions militaires pleins de Hutu à poignarder"*.
- 05.06.96 : Bujumbura : au lieu dit Muswahili, à 10 km de Bujumbura, un véhicule des Frères Bene Yozefu tombe dans une embuscade ; le chauffeur et un passager sont tués ; le Frère Pascal est grièvement blessé.
- Bujumbura : à l'occasion d'une réunion des Associations de Développement Rural, le Premier ministre se dit indigné par le comportement des criminels, surtout en mairie de Bujumbura.
- Bujumbura : 5 prêtres tutsi écrivent une lettre aux évêques du Burundi pour dénoncer les négociations avec le CNDD.
- Route Bugarama-Bujumbura : attaque de plusieurs bus ; bilan inconnu.
- Province Ruyigi, à Mpungwe : le curé de Gisuru, l'abbé Yvon Mpengekeze et la Soeur Léocadie Ndiokubwayo de Nyabitare sont tués dans une embuscade sur la route ; le corps de l'abbé est brûlé. Le centre de Nyabitare est incendié par les militaires.
- Gitega : deux Soeurs Bene Tereziya et une novice sont blessées par une grenade sur le chemin vers l'église. Depuis octobre 1993, 25 religieux ont été assassinés au Burundi : 16 prêtres dont deux Italiens, 4 Frères et 5 Soeurs.
- 06.06.96 : Bujumbura : 28 ONG suspendent leurs activités pour une semaine, suite à l'assassinat des trois membres du CICR.
- 07.06.96 : Bujumbura : démission de l'équipe de direction de la Mutuelle de la Fonction Publique dans le souci du bien commun. Encore des cadres hutu mis à l'écart.
- 08.06.96 : Bujumbura : dans une interview, le ministre de la Défense se dit opposé à une intervention étrangère non souhaitée par le gouvernement ; la victoire de Nyangoma n'est pas pour demain ; il félicite l'armée mais il la met en garde contre les "bavures" qu'elle commet.
- Bujumbura : le Conseil de la Communication autorise à nouveau la publication des journaux *Le Carrefour des Idées*, *L'Aube de la Démocratie* et *Le Témoin*. Il attend encore la réaction des journaux *L'Eclairer*, *La Nation* et *L'Etoile*. Il accueille favorablement l'ouverture d'une nouvelle radio *Ijwi ry'Amahoro* (Voix de la Paix), introduite par la Conférence des évêques catholiques du Burundi.
- Province Kirundo : explosion d'une grenade dans le Lycée de Mukenke ; quelques blessés.
- 09.06.96 : Bujumbura : départ d'une cinquantaine de Français suite à la fermeture de l'école française, à la suspension de la coopération militaire et à la réduction importante des coopérants à cause de l'insécurité. Par ailleurs, on annonce l'arrivée de 28 médecins d'une ONG sud-africaine *Tropicals Doctors*.
- Bujumbura, à Bwiza : deux personnes ont été tuées dans la rue, après le couvre-feu.

- Bujumbura rural, à Mutumba : assassinat d'un directeur d'école primaire par les Forces de l'Ordre.
Mwanza : échec des pourparlers entre les délégations de l'UPRONA et du FRODEBU ; les deux parties se rejettent mutuellement la responsabilité de l'échec.
- 10.06.96 : Bujumbura : la Radio Nationale annonce les pourparlers de Mwanza III.
Bujumbura : comparution devant la Chambre Criminelle de l'ancien directeur du Lycée de Kibimba accusé d'avoir livré des élèves tutsi aux bourreaux qui les ont brûlés ; l'affaire est reportée au 24 juin.
Bujumbura : le parti FRODEBU dénonce *"le double langage, le mensonge, la duplicité et la fourberie du parti UPRONA, qui sont les signes évidents de sa mauvaise foi dans les négociations (de Mwanza)"*.
Bujumbura : le ministre de la Défense exclut l'hypothèse d'un coup d'Etat de l'armée ; il lance un avertissement à tous les dirigeants du Burundi pour qu'ils se remettent en cause : *"On doit cesser de mentir à ce peuple, de le manipuler, d'abuser de sa patience"*.
Bujumbura : assassinat par des militaires du lieutenant Ngendakuriyo qui avait fait exécuter l'ordre de tuer le député Bibiane Ntamutumba à Cibitoke ; on pense qu'il a été éliminé, comme le major Nduwayo, pour supprimer des témoins gênants.
Bujumbura : assassinat par les militaires d'un Hutu de la Régie des postes et d'un agent de la REGIDESO.
- 11.06.96 : Bujumbura : grève du personnel de l'ONATEL et du Club du Lac Tanganyika.
Province Ruyigi, à Butezi : les volontaires italiens quittent leur centre (hôpital...) à cause des menaces proférées contre eux.
Province Gitega : assassinat par des miliciens tutsi de M. Jean Philippe Niyonzima, administrateur de la commune d'Itaba ; les assassins sont connus.
Province Muramvya, commune Rutegama : 11 citoyens de la commune ont écrit une lettre au Président du Parti FRODEBU pour dénoncer les exactions du gouverneur de province de Muramvya et de certains officiers. 4 cadres communaux ont été assassinés. Du 23 mars au 4 avril 96, 350 maisons ont été pillées et détruites à Murame, 45 autres à Munanira-Nyarunazi-Maramvya. Ils dénoncent aussi le programme d'autodéfense civile des Tutsi à Gahweza et à Kanyami près de Kiganda, à Musaka, à Mbuye et à Kamushisha près de Ndava.
Province Kayanza : nouvelles attaques à Muruta et à Matongo.
Genève : le CICR annonce le retrait de tous les expatriés du Burundi, suite à de nouvelles menaces de mort.
- 12.06.96 : Bujumbura : nouvel appel des évêques catholiques du Burundi pour l'arrêt des massacres et de la guerre. *"N'invoquez pas vos appartenance ethniques pour blanchir le crime ; tous les tueurs, qu'ils soient hutu ou tutsi, sont des criminels... Ce qui caractérise la guerre actuelle au Burundi, par rapport à d'autres conflits de conquête du pouvoir, c'est qu'il s'agit d'une guerre d'extermination ethnique"*.
Bujumbura : l'armée déclare avoir tué une cinquantaine de rebelles hutu dont la présence avait été signalée aux militaires par la population de la zone de Ruziba, à Mugere. Un représentant des rebelles hutu de Nairobi, a indiqué qu'il n'était pas au courant de cette opération.
Bujumbura : 7 petits partis de l'opposition se prononcent en faveur de la Convention de Gouvernement ; ils s'opposent à la politique du président Nyerere qui soutient la proposition de l'intervention étrangère au Burundi. Ils souhaitent que Mwanza III ait lieu à Bujumbura.
Province Kayanza : attaque des communes de Matongo et de Muhuta par des bandes armées ; bilan inconnu.
Province de Bubanza : 7 personnes d'une famille sont tuées ; un pilône électrique est détruit.
Province Muramvya : affrontements entre bandes armées et militaires ; 4 civils tués.
Londres : *Amnesty International* accuse des groupes politiques burundais et l'armée d'avoir délibérément massacré des dizaines de milliers de civils ; elle rend l'armée responsable de l'assassinat de M. Sylvestre Mvutse, gouverneur de la province de Cibitoke, ainsi que des massacres de Buhoro et de Kivyuka, qui ont fait chacun environ 300 morts.
- 13.06.96 : Bujumbura : la Radio Télévision Nationale accuse *Amnesty International* de rendre faussement l'armée coupable de forfaits.
Bujumbura : explosion d'une grenade sur un camion transportant des ouvriers à Mutanga ; bilan inconnu.
Bujumbura rural, à Gatumba, poste frontière du Zaïre : enlèvement par l'armée de M. Nsanzurwimo, ancien directeur administratif et financier de l'ONATEL ; il est pratiquement sûr qu'il a été tué.

- Bujumbura : un nommé Bwarikindi Pacifique (pseudonyme) qui se dit chrétien attentif, répond à la lettre que cinq prêtres tutsi avaient envoyée aux évêques du Burundi, le 5 juin 1996 ; il les qualifie d'idéologues des régimes tutsi.
- Province Gitega, à Kibimba : selon l'agence Reuter, les militaires ont tué au moins 70 civils à la baïonnette et à la mitrailleuse.
- Province Gitega : explosion d'une grenade au centre-ville ; 1 mort et 1 blessé.
- Province Kirundo : explosion de grenades dans le camp des réfugiés rwandais de Rukiramigabo ; 70 blessés.
- Province Muramvya, à Rutegama : attaque d'un bus : une personne est tuée ; les passagers sont pillés.
- Province Bubanza, commune Gihanga : attaque de deux villages ; 3 morts et 4 disparus.
- 14.06.96 : Bujumbura : le gouvernement décide de fermer 6 de ses 24 ambassades, à cause des restrictions budgétaires.
- Bujumbura rural : l'armée déclare avoir tué 50 rebelles à Mubona dans la commune de Kabezi. Selon d'autres sources d'information, elle a tué des enfants de l'école primaire ; 86 cadavres d'enfants ont été retrouvés dans la rivière. Le lieutenant colonel qui dirigeait l'opération est connu.
- Gitega : Mgr Blaise Nzeyimana, vicaire général de Gitega, est tombé dans une embuscade avec deux Soeurs Bene Bernadetta. Sr Sophie a été tuée, Sr Gisèle est grièvement blessée. Le vicaire général en est sorti indemne.
- Bujumbura : le Dr Paolo Marelli adresse une lettre au président de la République et au ministre de l'Intérieur pour justifier le retrait de la communauté italienne de Butezi et attirer leur attention sur les conséquences dramatiques de ce départ pour les habitants de la région.
- Province Kayanza, commune Rango : affrontements entre bandes armées et forces de l'ordre.
- Commune Matongo : attaque du chef de zone, du chef de colline et de leurs familles ; plusieurs blessés.
- Commune Kabarore : vol de médicaments au Centre de Santé.
- Addis Abeba : le secrétaire général de l'OUA déclare que l'OUA est prête à soutenir une intervention militaire au Burundi mais qu'elle attend aussi des troupes de maintien non africaines, tout comme elle l'a fait en Bosnie.
- 15.06.96 : Bujumbura : un enseignant français, M. Valliès, est grièvement blessé par des miliciens tutsi.
- Bujumbura : un communiqué de *SOS Génocide* rapporte les noms de 27 Hutu massacrés à Rutegama (Gitega) depuis la fin du mois de mai. 319 cadavres de Hutu ont été dénombrés à Kiganda, entre le 13 et le 16 mai 96 ; 66 à Busoro, 9 à Nkonyovu, 33 à Bupfunda, 13 à Matyazo, 58 à Kanerwa, 3 à Kinyovu, 105 à Rugoreka, 20 à Bunyoni, 12 à Mubuga. L'identification des victimes se poursuit.
- Province Kirundo, à Vumbi : tentative d'évasion de la prison ; bilan : 8 prisonniers abattus par les forces de l'ordre.
- Province Bururi, à Rumonge : attaque du domicile d'un commerçant ; 1 mort ; vol de marchandises.
- 16.06.96 : Bujumbura : à l'occasion d'un discours prononcé dans le cadre de la fête de l'enfant africain, le président de la République déclare que les étrangers sont des "témoins gênants" ; il suffirait qu'ils quittent tous le Burundi pour que l'irréparable puisse être commis.
- Ruyigi, au centre-ville : explosion d'une grenade au quartier swahili : 1 mort et 1 commerçant disparu.
- Province Muramvya, à Bukeye : attaque d'assaillants ; 1 mort ; vol de casiers de bière.
- Bujumbura, à Gihosha : découverte de 4 cadavres près du Centre de Santé du Dr Johnson.
- 17.06.96 : Bujumbura : au cours d'une réunion des gouverneurs de province et des commandants de régions, le gouverneur de Muramvya signale l'assassinat d'un administrateur communal et de deux chefs de zone.
- Bujumbura : attaque d'un véhicule sur la route Bujumbura-Cibitoke : 1 mort et 2 blessés.
- Bujumbura rural, à Mutimbuzi et Kivoga : attaques de bandes armées ; bilan inconnu.
- Washington : la Maison Blanche a nommé le Dr Howard Wolpe comme envoyé spécial des Etats-Unis au Burundi.
- Province Ruyigi : embuscade contre un commerçant en provenance de Gisuru : le commerçant est blessé ; vol de 700.000 Fbu.
- Province Bururi, à l'hôpital de Matana : explosion d'une grenade ; bilan inconnu.

- 18.06.96 : Bujumbura : M. Jules, coopérant français, est blessé par des *Sans Echecs* à son domicile. Paris et Bujumbura ont gardé le silence sur les deux attentats commis contre des Français ces derniers jours.
 Bujumbura : arrestation de deux journalistes étrangers ; ils ont été relâchés après leur comparution devant un magistrat.
 Province Gitega, à Gishubi : attaque d'un camion militaire ; 2 soldats tués et 4 blessés.
 Province Muyinga, à Mwakiro : affrontements entre bandes armées et forces de l'ordre.
 Province Karusi, commune Bugenyuzi : affrontements entre forces de l'ordre et bandes armées.
- 19.06.96 : Bujumbura : le président de la République rencontre les opérateurs économiques pour traiter de la sauvegarde de l'économie et de la restauration de la paix.
- 20.06.96 : Bujumbura : au cours d'une rencontre avec les représentants de la presse, le président de la République critique sévèrement la partialité de certains journalistes. La Radio Télévision Nationale dénonce à son tour les communiqués de presse de l'agence Reuter, entre autres au sujet des tueries à Rutegama.
 Province Ruyigi : après la récente attaque du camp des déplacés tutsi à Butezi qui a fait 51 morts, la chasse à la population hutu est ouverte à Butezi, Ruyigi et Butaganzwa. Tout le Buyogoma, à l'exception de Canguzo, est dans un état chaotique ; de nombreux habitants se sont réfugiés dans le Mosso, près de la frontière tanzanienne. La commune de Nyabitsinda, dans le Mosso, est également à feu et à sang. L'administrateur communal de Butaganzwa, un Hutu, a été tué par des militaires. Les administrateurs de Gisuru et de Nyabitsinda et le chef de la Documentation de Kinyinya sont en prison. Au moins 200 Hutu ont été tués ces derniers jours dans les communes de Butezi, Butaganzwa et de Nyabitsinda. Selon un rapport de *Médecins Sans Frontières*, 7 Centres de santé de la province de Ruyigi sont fermés à cause de l'insécurité ; celui de Nyabitsinda est détruit.
 Muyinga : l'abbé Patrice, curé de Muramba, hutu, est incarcéré à la prison de Muyinga, inculpé de "*forte présomption de collaboration avec les assaillants*". L'Abbé Patrice avait fait preuve de courage et de dévouement dans une paroisse particulièrement éprouvée par les conflits ethniques.
 Strasbourg : le Parlement européen a appelé la Communauté internationale à "*créer une force internationale prête à intervenir, si nécessaire*".
- 21.06.96 : Bujumbura : *SOS Génocide* publie un rapport sur les massacres de Hutu commis par l'armée dans la commune de Gitega. A Bivumu près de Kibimba : 5 personnes ; à Musama : 14 personnes ; à la commune d'Itaba, les militaires ont tué 189 personnes depuis l'assassinat par un membre des *Sans Echecs* de l'administrateur communal, M. Philippe Niyonzima.
 Bujumbura : des bandits pillent les installations de la Croix Rouge.
 Bruxelles : selon un communiqué de *Droits de l'Homme Sans Frontières* de Bruxelles et du *Burundi-Burö* de Bonn, plusieurs centaines de militaires de l'Armée Patriotique Rwandaise sont entrés dans la province frontalière de Cibitoke où ils combattent aux côtés des militaires burundais.
- 22.06.96 : Province Bururi, à Matana : des élèves du Lycée attaquent une colline ; il y a des tués et des blessés.
- 23.06.96 : Province Gitega, à Mutoyi : pillage d'un transport de vivres destiné à des sinistrés. Les assassinats et les pillages par les milices tutsi et les miliaires continuent dans la province depuis le début du mois, en particulier à Mumuri, Mwaro-Kavumu, Gihamagara, Gasasa, Kagenda, Karoba, Janja, Muhororo, Murenda, Kinyonza et Ntita.
- 24.06.96 : Bujumbura : 5 bandits pillent la résidence de la coopération italienne et blessent un gardien.
 Bujumbura : s'adressant au Conseil National de la Sécurité avant le prochain sommet d'Arusha, le président de la République propose, comme la meilleure solution du moment, une assistance ou une intervention de l'étranger pour arrêter les massacres, les tueries, les assassinats et les violences de tous genres.
 Province Karusi, à Gitaramuka et Bugenyuzi : attaque de deux sites de déplacés.
- 25.06.96 : Province Gitega, à Mutaho : assassinat de l'administrateur communal.
 Province Kayanza : 11 personnes sont tuées lors d'une attaque.
 Bururi : plusieurs explosions de grenades, ces derniers jours ; un commerçant a été tué.
 Arusha (Tanzanie) : réunion de six chefs d'Etat africains, à l'initiative de l'ex-président Julius Nyerere, pour "sauver le Burundi". Le gouvernement du Burundi demande à ses amis et voisins une assistance militaire pour faire cesser les massacres ; il ne s'agit pas d'une intervention. Une

commission technique est créée pour évaluer la forme et le volume de cette assistance. Le président et le Premier ministre du Burundi participent à la réunion. Selon le communiqué d'Arusha, "une solution durable doit être basée sur la démocratie et la sécurité pour tous".

26.06.96 : Bujumbura : le président de l'UPRONA, parti de l'opposition, M. Charles Mukasi, dénonce violemment le principe d'une assistance militaire ; il accuse de haute trahison le président de la République et le Premier ministre et appelle le peuple à la résistance. Un porte-parole de l'armée rapporte que l'UPRONA est divisée sur cette question. Les accords prévoient une force composée essentiellement de militaires tanzaniens et ougandais pour rassurer à la fois les Hutu et les Tutsi.

Bujumbura : un communiqué de presse des partis de l'opposition déclare qu'elle combattrait farouchement toute "assistance" militaire étrangère.

Province Cibitoke, à Mabayi : un commerçant du nom de Mwambutsa et un militaire sont tués dans une embuscade. L'armée tue 30 rebelles ; elle perd un soldat et ramène 14 blessés à la capitale.

Uvira (Zaïre) : arrivée de 450 Hutu en provenance de la région de Cibitoke.

27.06.96 : Province Cibitoke, à Mabayi : selon un communiqué du CNDD, un millier de Hutu aurait été massacré à Shenzenza par des militaires burundais et des soldats de l'armée rwandaise établis à Mabayi. Toujours selon le CNDD, il y aurait également des soldats rwandais dans la province de Kirundo et dans la ville de Bujumbura.

Province Gitega, à Giheta : opérations militaires.

Province Kayanza, au Banga : assassinat de 12 personnes par des bandes armées.

28.06.96 : Bujumbura : tentative de pillage des installations de *Médecins Sans Frontières*.

Uvira (Zaïre) : arrivée de 1.267 Hutu enregistrés par le HCR.

29.06.96 : Bujumbura : le Secrétaire d'Etat à la Sécurité Publique, M. Fabien Segatwa, informe par lettre le président de la République qu'un convoi de civils a été attaqué par des bandes armées près de Ruseseka, en province de Cibitoke, faisant trois morts parmi les civils et deux parmi les militaires. En représailles, les militaires auraient massacré des centaines de Hutu dans la région de Nyeshenza. Des éléments de l'Armée Patriotique Rwandaise se sont établis à Mabayi ; ils auraient fait beaucoup de victimes dans le secteur de Miremera.

Bujumbura : l'ancien président de la République, M. Jean Baptiste Bagaza, appelle la population à une manifestation contre l'arrivée d'une force d'assistance militaire étrangère.

Bujumbura : selon plusieurs sources d'information, le CNDD aurait créé son administration parallèle dans 11 des 15 provinces du pays.

JUILLET 1996

01.07.96 : Bujumbura : arrivée de deux hauts responsables américains et d'un émissaire spécial de la Belgique.

Uvira (Zaïre), au camp des réfugiés de Kagunga : arrivée de 3.400 réfugiés burundais en provenance de la province de Cibitoke ; 2.500 autres ont fui vers le Rwanda.

Bujumbura : pathétique appel à l'unité, à l'occasion du 34^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi ; faible participation de la population aux manifestations.

Province Cibitoke : quatre témoins adressent une lettre au président de la République, faisant état, le 29 juin, de massacres à grande échelle perpétrés par l'armée burundaise et des soldats rwandais dans les communes de Mugina, Mabayi et Rugombo ; ils citent le chiffre de 1.600 victimes hutu. Les maisons ont été pillées et brûlées.

02.07.96 : Bujumbura : le Premier ministre, M. Antoine Nduwayo, accuse le président de la République de vouloir neutraliser l'armée burundaise par une intervention étrangère. Plusieurs leaders de la mouvance extrémiste tutsi menacent d'organiser la résistance contre des forces étrangères éventuelles.

Bujumbura : un rapport anonyme fait état de massacres commis par l'armée dans les communes d'Itaba, Makebuko, Bukirasazi et Gishubi, en province de Gitega, au cours du mois de juin. Les 15 et 16 juin, 50 Hutu tués à Mugomera-Mirambi et 6 Tutsi tués par les rebelles hutu à Mirambi ; le 18 juin, attaque des militaires sur les collines de Karoba, Janja et Kiyange dans la commune de Makebuko ; les 20 et 21 juin, massacres sur les collines de Gasasa, Nkima, Buhanga, Ruvumu, Kirambi, Itema, Bugumbasha et Gasongati ; les 22 et 23 juin, une dizaine de morts à Kivoga et Mutanga ; pillage et tueries le long de la route vers Gihamagara ; à Bukirasazi, pillage des biens

- des Hutu par les déplacés tutsi de Mwanzari ; du 17 au 21 juin, dans la commune de Gishubi, plus de 300 Hutu tués par des militaires.
- Bujumbura : arrivée de M. Paulo Sergio Pinheiro, Rapporteur Spécial de la Commission des Droits de l'Homme à l'ONU, pour une troisième mission.
- Bujumbura : pour la première fois, le Burundi participe aux Jeux Olympiques à Atlanta (USA).
- 03.07.96 : Bujumbura : tirs sur un bus près de Kamenge : 2 morts et 2 blessés.
- Bujumbura : selon un rapport du HCR, 485 Burundais ont été rapatriés à Mugina et à Cibitoke. Par ailleurs, 6.500 ont fui la province de Cibitoke ces derniers jours ; 2.500 ont cherché refuge au Rwanda. 22.000 déplacés ont besoin d'une aide d'urgence dans la province de Cibitoke.
- Province Muramvya, à Teza : attaque de l'usine théicole par plus de 1.500 assaillants hutu. L'armée accuse la guérilla d'avoir massacré 98 personnes, surtout des déplacés tutsi, dont des enfants, tandis que le FDD déclare avoir tué 80 militaires et miliciens tutsi et que l'armée a massacré une centaine de Hutu à Kibogoye, près de Teza. 20 véhicules ont été détruits ; les pertes s'élèvent à plus de 400 millions de Fbu.
- 05.07.96 : Bujumbura : réunion du Conseil National de Sécurité devant adopter une position commune sur l'assistance militaire étrangère. Il déclare avoir trouvé une entente parfaite sur les modalités de l'intervention étrangère au Burundi, chose surprenante, compte tenu des divergences de point de vue entre le président de la République, le Premier ministre et l'armée.
- Bujumbura rural, à Tenga : les militaires tuent 8 personnes, dont 3 enfants.
- Bujumbura : quelques 5.000 jeunes tutsi accompagnés du Premier ministre ont manifesté contre l'intervention militaire étrangère ; le médiateur tanzanien, M. Julius Nyerere, a été conspué et accusé de soutenir les génocidaires pour avoir proposé d'imposer aux extrémistes hutu et tutsi une intervention étrangère sans leur assentiment.
- Bruxelles : l'Union Européenne appuie les propositions d'Arusha ; elle félicite et encourage les chefs d'Etat de la région des Grands Lacs et de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) dans leurs efforts constructifs à chercher une solution à la crise burundaise ; elle réitère son souhait d'une conférence internationale de paix pour la région des Grands Lacs, sous les auspices de l'OUA et des Nations Unies.
- 06.07.96 : Bujumbura : 7 tués et blessés aux environs de Kamenge.
- Bujumbura : le HCR déclare qu'il reste encore 84.000 réfugiés rwandais au Burundi. Dans la province de Ruyigi, 7.000 Burundais se seraient déplacés vers la frontière tanzanienne.
- 08.07.96 : Yaoundé : ouverture du 32^{ème} sommet des chefs d'Etat africains ; à l'ordre du jour, la crise burundaise et les réfugiés rwandais.
- 09.07.96 : Bujumbura : 9 partis de l'opposition, signataires de la Convention de Gouvernement, ont écrit aux chefs d'Etat africains réunis à Yaoundé pour attirer leur attention sur le génocide (des Tutsi) en cours, sur l'inopportunité de l'intervention militaire étrangère et l'incapacité des dirigeants burundais à assurer la paix.
- Bruxelles : dans un communiqué de presse, le CNDD exige du Rwanda et de l'Ouganda de retirer sans délais et sans conditions leurs troupes du Burundi, en particulier dans la région de Cibitoke.
- 10.07.96 : Yaoundé : le sommet de l'OUA s'est prononcé en faveur d'une assistance militaire étrangère au Burundi, déjà proposée au sommet régional d'Arusha ; la classe politique burundaise reste divisée sur les modalités d'application de cette intervention.
- Bruxelles : l'ambassadeur extraordinaire de la Belgique en Afrique Centrale, M. Yves Haesendonck, déclare devant le Sénat que *"les Tutsi voient dans l'arrivée d'une force militaire étrangère d'intervention un moyen de contrôler l'armée burundaise qu'ils perçoivent comme leur dernière garantie de survie"*. Le ministre belge des Affaires Étrangères, M. Eric Derycke, y déclare *"qu'il n'y aura plus jamais de militaires belges engagés dans une de nos ex-colonies"*.
- 12.07.96 : Bujumbura : le HCR dit prendre *"très au sérieux"* les menaces du PALIPEHUTU contre toute aide humanitaire dans la province de Cibitoke sans son accord préalable.
- Bujumbura : le colonel Firmin Sinzoyiheba, ministre de la Défense, déclare ne rien attendre des armées étrangères pour le rétablissement de la paix. Il tolérerait un commandement mixte avec un effectif maximal de 5.000 étrangers.
- Bujumbura : décret présidentiel de nomination des membres du Comité technique chargé d'étudier les modalités de mise en application des conclusions du Sommet d'Arusha, le 25 juin 96.
- 13.07.96 : Bujumbura : une note du Secrétaire d'Etat à la Sécurité, M. Fabien Segatwa, datée du 29 juin, fait état d'attaques de l'armée rwandaise dans la province de Cibitoke ; elle aurait établi des campements à Mabayi. Les rebelles hutu auraient attaqué un convoi près de Ruseseka, tuant

- deux militaires et 3 civils. En représailles, l'armée burundaise a attaqué le camp des déplacés hutu de Nyeshenge. Selon certains témoignages, il y aurait eu plus de 1.000 morts. Les habitations ont été pillées et détruites.
- Bujumbura : le président de la République a intimé l'ordre au Conseil National de Sécurité de lui remettre, au plus tard le 15 juillet, le rapport sur l'assistance militaire étrangère.
- 15.07.96 : Bujumbura : manifestation de plusieurs centaines d'étudiants contre l'intervention militaire étrangère. Le président de la SOJEDEM, M. Déo Niyonzima, met le colonel Jean Bikomagu en garde contre l'admission au Burundi d'une force étrangère qui ferait le jeu des "génocidaires Ntibantunganya et complices".
- Bujumbura : le Conseil des ministres hausse le prix des carburants : 190 Fbu pour l'essence et 165 pour le gasoil.
- Bujumbura : le bilan officiel de l'attaque du centre théicole de Teza est de 98 morts et de 460 millions de Fbu de dégâts ; l'usine pourrait redevenir opérationnelle dans deux mois.
- Nairobi : le leader du CNDD, M. Léonard Nyangoma, rejette le plan d'intervention étrangère au Burundi parce qu'il a été tenu à l'écart des pourparlers de Mwanza-Arusha.
- 16.07.96 : Bujumbura : arrêt des cours à l'université et manifestation des étudiants contre l'intervention militaire.
- 17.07.96 : Bujumbura : visite du Dr Réginald Moreels, Secrétaire d'Etat à la Coopération belge.
- Bujumbura : troisième journée de protestation des étudiants universitaires contre l'intervention étrangère.
- Bujumbura : la Chine fait don de 700 millions de Fbu au gouvernement du Burundi et rééchelonne la dette.
- 18.07.96 : Bujumbura : continuation de la grève dans l'enseignement secondaire malgré les pourparlers du ministre de l'Enseignement avec les syndicats et les parents des élèves.
- Bujumbura : manifestation du parti PARENA et allocution de son président, M. Jean Baptiste Bagaza.
- Bujumbura : hold up à l'Econamat Général du diocèse de Bujumbura ; vol de 800.000 Fbu.
- 20.07.96 : Province de Gitega : massacre de 341 Tutsi dans un camp de déplacés de Bugendana, plus 160 blessés et 255 personnes en fuite. Le Premier ministre et l'armée ont accusé les FDD de ce crime tandis que le CNDD en rejette la responsabilité sur l'armée tutsi. Selon le *Burundi Burö* de Bonn, le massacre est l'oeuvre de paysans hutu en colère contre leurs voisins tutsi dont ils subissent des exactions depuis deux ans. Début mai, l'armée et les déplacés tutsi avaient massacré 235 Hutu à Buhororo, dont 136 femmes et 87 enfants. Le Premier ministre décrète un deuil national de 7 jours en mémoire des victimes.
- Bujumbura : les députés du parti FRODEBU lancent un cri d'alarme contre la Radio Télévision Nationale qui diffuse des incitations à la haine et à l'affrontement ethnique.
- Bujumbura : à l'occasion d'une manifestation, le Premier ministre, M. Antoine Nduwayo, invite le peuple à refuser toute assistance militaire étrangère, à destituer le pouvoir en place et à s'organiser en milice pour combattre l'ennemi.
- Rumonge : attaque d'un bus ; bilan : 3 morts et 2 blessés.
- Province Ngozi : des déplacés accompagnés de miliciens tutsi attaquent les camps des réfugiés hutu rwandais de Kibezi et de Ruvumu ; le nombre des victimes n'est pas connu ; l'accès du camp a été interdit au HCR.
- 21.07.96 : Province de Ngozi : 3.400 réfugiés rwandais des camps de Kibezi et de Ruvumu sont rapatriés de force vers le Rwanda, à l'insu du HCR ; quelques 6.000 réfugiés se sont cachés sur les collines.
- 22.07.96 : Bujumbura : l'appel à un arrêt du travail lancé par M. Jean Baptiste Bagaza, président du parti tutsi extrémiste PARENA, est largement suivi dans la capitale.
- Bujumbura : séance extraordinaire du Conseil des Ministres et du président de la République sur la sécurité dans le pays.
- Province Bubanza, à Gihanga : attaque d'un camp de déplacés ; 4 morts.
- 23.07.96 : Province Gitega, à Bugendana : funérailles des 341 victimes de l'attaque du 20 juillet. Le président de la République qui s'y était rendu, est contraint de rebrousser chemin sous les jets de pierres et de bottes d'herbes, symbole d'une grande injure.
- Bujumbura : manifestation silencieuse des étudiants, en témoignage de sympathie aux familles des victimes et pour marquer leur réprobation du "pouvoir incapable" d'assurer la paix.

- Genève : le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme, M. Ayala Lasso, lance un appel à la Communauté internationale afin de porter à 35 le nombre des observateurs des droits de l'homme au Burundi ; le coût de ce déploiement se chiffre à 5 millions de US \$.
- 24.07.96 : Bujumbura : le bureau exécutif de l'UPRONA, principale formation d'opposition de la minorité tutsi, se retire du consensus autour de M. Sylvestre Ntibantunganya qu'il accuse d'actes de haute trahison et de collaboration évidente avec l'ennemi. Ces propos correspondent à une dénonciation implicite de la Convention de Gouvernement signée le 10 septembre 94 entre les partis de la mouvance présidentielle et ceux de l'opposition.
- Bujumbura : le président de la République et le président de l'Assemblée Nationale condamnent ceux qui s'opposent à la Convention de Gouvernement et qui se livrent à des actes de déstabilisation. Ces déclarations et des manifestations dans la rue réclament un changement de pouvoir.
- 25.07.96 : Bujumbura : craignant pour sa sécurité, le président de la République se réfugie à la résidence de l'Ambassade des Etats Unis, d'où il adresse un message à la nation par la voie des ondes et lance un appel au calme.
- Bujumbura : le Premier ministre, M. Antoine Nduwayo, annonce sa démission et celle du gouvernement.
- Bujumbura, vers 17 h : un coup d'Etat militaire dirigé par le ministre de la Défense, le colonel Firmin Sinzoyiheba, remet à la tête de l'Etat l'ancien président, le Major Pierre Buyoya, à titre intérimaire. Le communiqué officiel justifie ce coup d'Etat par la *"démission de fait"* du président de la République, M. Sylvestre Ntibantunganya, retranché à l'Ambassade des États Unis. L'Assemblée nationale et les partis politiques sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. Les manifestations et les grèves sont interdites.
- Gitega : 27 étudiants hutu de l'Institut Supérieur Agronomique sont massacrés par des miliciens tutsi.
- Rumonge : attaque d'un minibus et d'une camionnette ; bilan : 10 morts.
- Bujumbura : le parti FRODEBU dénonce le coup d'Etat et déclare : *"encore une fois Pierre Buyoya est bel et bien l'assassin de Melchior Ndadaye. De ce fait, Pierre Buyoya est à l'origine de tous les malheurs que notre pays et le peuple burundais tout entier endurent depuis la nuit tragique du 21 octobre 93"*.
- Bujumbura : M. Léonce Ngendakumana, président de l'Assemblée Nationale, déclare qu'il est évident que cet acte de haute trahison à l'égard du peuple souverain est nul et de nul effet. Le jour du putsch, peu avant midi, le Major Pierre Buyoya avait confirmé au président du Parlement qu'il était contre un putsch. Le président de l'Assemblée demande à tous les Burundais de *"condamner ce coup d'Etat, de ne pas tomber dans le piège de la violence, d'éviter tout prétexte à une répression sauvage, barbare et sanglante, de ne pas accepter la dissolution du parlement, d'appuyer le président de la République, M. Sylvestre Ntibantunganya, le gouvernement et le parlement, les partis des Forces de Changement Démocratique et de demander instamment une force d'intervention étrangère"*.
- Rutana : assassinat d'un commerçant et de 4 autres personnes.
- Province Gitega, à Bugendana : 12 Hutu sont tués par des militaires et des miliciens tutsi.
- Province Muramvya, commune de Mbuye : massacre de 150 Hutu par des militaires sur les collines de Kigabiro, Gahororo et Gasenyi.
- Bujumbura : *SOS GÉNOCIDE*, d'obédience hutu, dénonce la partialité inspirée par la haine et l'exclusion comme cause du coup d'Etat. Ainsi, *"lorsque le ministre de la Défense cite comme exemples de tueries les boucheries de Butezi, Teza, Bugendana (victimes tutsi), il ne dit mot de l'extermination des Hutu à Mugina, Kiganda, Kivyuka, des 230 tués à Buhororo non loin de Bugendana, qui n'avaient pas droit à l'eau bénite de l'archevêque de Gitega, comme pour les victimes tutsi de Bugendana"*.
- Bruxelles : le parti FRODEBU, section Belgique, condamne énergiquement l'UPRONA, le PARENA, leurs partis satellites et les militaires rebelles à la démocratie pour le passage du coup d'Etat rampant au coup d'Etat brutal. Il prend acte, avec satisfaction, de la condamnation de ce coup d'Etat par les Etats Unis et le Conseil de Sécurité de l'ONU ; il appelle la communauté internationale à faire de même ; il demande une intervention militaire étrangère pour des raisons humanitaires et pour éviter que le génocide ne s'accélère. Il soutient le président de la République, le président de l'Assemblée Nationale et le parti FRODEBU dans leur refus de démissionner de leurs postes.

- 26.07.96 : Bujumbura : dans une conférence de presse, le Major Pierre Buyoya déclare avoir accepté comme un sacrifice la mission de sauver le pays d'une situation devenue insoutenable. Il se fixe comme objectif d'arrêter rapidement les massacres, de faire la paix, de repenser la démocratie pour l'adapter aux réalités burundaises, de réhabiliter les déplacés, les rapatriés et les réfugiés, enfin de reconstruire l'économie du pays. Il demande aux dirigeants réfugiés dans les ambassades de regagner leur domicile et de l'aider à travailler pour la paix ; il prie la communauté internationale de comprendre le sens de son action.
Gitega : deux personnes tuées par l'explosion d'une grenade.
Bujumbura : le Major Pierre Buyoya promet de nommer bientôt un gouvernement d'union nationale comprenant peu de militaires.
Québec : la *Communauté Burundaise du Canada* condamne vigoureusement le coup d'Etat ; elle en appelle à la Communauté internationale pour obliger les putschistes à remettre le pouvoir aux institutions démocratiques.
- 27.07.96 : Bujumbura : le Major Pierre Buyoya rencontre la société civile pour expliquer son coup d'Etat.
Bujumbura et Gitega : marches de soutien au coup d'Etat.
Bujumbura rural : près de 100 Hutu sont tués dans la commune de Mutimbuzi, à Karama, Mubone et Rubirizi.
- 28.07.96 : Bujumbura : rencontre du Major Pierre Buyoya avec les représentants des jeunes.
Ruyigi et Ngozi : rassemblements de la population avec les gouverneurs pour exprimer son soutien au coup d'Etat.
Bujumbura : le Major Pierre Buyoya rencontre le président de la République, M. Sylvestre Ntibantunganya, à l'ambassade des Etats Unis ; rien ne filtre de leur entretien.
- 29.07.96 : Bujumbura : rencontre du Major Pierre Buyoya avec les membres du corps diplomatique ; il explique les raisons du coup d'Etat, garantit la sécurité des personnalités de l'ancien régime et des étrangers et demande l'aide de la Communauté internationale. Dans l'après midi, il rencontre les représentants des confessions religieuses.
Bujumbura : la reprise des cours au secondaire est décidée pour le 31 juillet.
Bujumbura : hold up au Bureau d'Évangélisation de la Conférence épiscopale catholique ; deux des trois bandits ont été arrêtés et une partie de l'argent volé a été récupérée.
Genève : *SOS Démocratie au Burundi* s'érige contre le putsch du Major Pierre Buyoya qu'il qualifie d'humiliation pour le Burundi et de gifle à la communauté internationale et aux démocrates du monde entier ; il en appelle à la solidarité internationale pour condamner le putsch et appliquer l'embargo total sur le Burundi.
- 30.07.96 : Bruxelles : les représentants du FRODEBU en Belgique dénoncent, dans une conférence de presse, l'implication du Major Pierre Buyoya dans l'assassinat du Président Melchior Ndadaye ; ils l'accusent de vouloir récupérer le pouvoir au profit du "tutsisme", d'empêcher la poursuite des putschistes d'octobre 1993, de s'opposer à l'intervention militaire étrangère. Le *Frodebu-Belgique* reconnaît qu'il cherche des convergences avec le CNDD pour combattre le coup d'Etat.
Les principales condamnations du coup d'Etat du 25 juillet émanent du Secrétaire Général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim, qui appelle la communauté internationale à isoler le nouveau pouvoir et à le sanctionner ; du Secrétaire Général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali ; du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; des Etats Unis d'Amérique et de M. Jean Baptiste Bagaza qui invite *"les patriotes à poursuivre leur action de vigilance pour la sauvegarde de la paix et de la souveraineté nationale"*.
Kampala : visite du Major Pierre Buyoya au président de l'Uganda ; il n'a pas été reçu comme chef d'Etat mais comme *"chef d'une faction puissante"* ; le président ougandais lui aurait demandé de respecter les accords d'Arusha et d'accepter l'assistance militaire étrangère.
La Tanzanie, le Kenya, l'Uganda, le Zaïre condamnent également le coup d'Etat, tandis que les pays d'Europe restent dans l'expectative, à commencer par la Belgique qui s'est limitée à des déclarations évasives. S'il regrette le putsch, le ministre belge des Affaires étrangères estime que *"la personnalité de Pierre Buyoya n'était pas la plus mauvaise, qu'il faudrait le juger sur ses actes et que Bagaza préparait un coup d'Etat"*.
- 31.07.96 : Bonn : le *Burundi Burö* dénonce le silence du Major Pierre Buyoya sur les récents massacres commis par l'armée. Dans le même communiqué, il cite une lettre que le chef de la SOJEDEM et le planificateur des milices tutsi, M. Déo Niyonzima, a envoyé au Major Pierre Buyoya : *"La SOJEDEM vous demande d'arrêter physiquement les criminels génocidaires"*

Léonce Ngendakumana et Sylvestre Ntibantunganya et tous leurs complices ténors du génocide". Par ailleurs, le Président du CNDD, M. Léonard Nyangoma, appelle la population au calme : "De grâce ne commettez pas de crime contre votre compatriote ou votre voisin. Ne versez pas le sang de votre semblable, sous aucun prétexte que ce soit. Ne tombez pas dans le piège de ces criminels putschistes ; ne vous inquiétez pas outre mesure de ce régime putschiste, car ses jours sont comptés".

Genève : dans une lettre adressée à M. José Ayala Lasso, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, *SOS Démocratie au Burundi* demande la publication du rapport d'enquête judiciaire sur les responsabilités dans l'assassinat du président Melchior Ndadaye ; il recommande aux Nations Unies de rester fermes contre ce coup de force honteux du 25 juillet.